

# 2021 RAPPORT FINANCIER

**Documents complémentaires pour ce point:** Mise à jour intérimaire de la gestion financière pour la période du 1er janvier 2022 au 31 mars 2022 (ONUSIDA/CCP(50)/22.13).

**Action requise lors de cette réunion – Le Conseil de coordination du programme est invité à :** *Accepter* le rapport financier et les états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

**Implications financières des décisions prises :** aucune

## Table des matières

|                                                                                                                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Partie I : Introduction</b>                                                                                                                                                       | 5  |
| <b>Partie II : Déclaration de contrôle interne de 2021</b>                                                                                                                           | 11 |
| <b>Partie III : États financiers audités, tableaux complémentaires et notes aux comptes pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021</b>                                                 |    |
| Note d'information 1                                                                                                                                                                 | 7  |
| Certification des états financiers 18                                                                                                                                                |    |
| Lettre d'envoi de l'audit externe 19                                                                                                                                                 |    |
| Avis de l'auditeur externe                                                                                                                                                           | 20 |
| Déclaration I : Déclaration de la situation financière                                                                                                                               |    |
| Toutes les sources de financement au 31 Décembre 2021 23                                                                                                                             |    |
| Déclaration II : Déclaration de la performance financière                                                                                                                            |    |
| Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 24                                                                                                        |    |
| Déclaration III : Déclaration des variations de l'actif net des capitaux propres                                                                                                     |    |
| Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 25                                                                                                        |    |
| Déclaration IV : Tableau des flux de trésorerie                                                                                                                                      |    |
| Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 26                                                                                                        |    |
| Déclaration V : Déclaration de comparaison du budget et du montant réel                                                                                                              |    |
| Pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 relatif à la période 2020-2021                                                                                                              |    |
| Cadre unifié pour le budget, les résultats et les responsabilités 27                                                                                                                 |    |
| Notes relatives aux états financiers 28                                                                                                                                              |    |
| Déclaration des objectifs 28                                                                                                                                                         |    |
| Base de préparation et de présentation 28                                                                                                                                            |    |
| Conventions comptables importantes 29                                                                                                                                                |    |
| Informations complémentaires à la déclaration de situation financière 35                                                                                                             |    |
| Informations complémentaires à la déclaration de performances financières                                                                                                            | 50 |
| Tableau complémentaire 1 : Déclaration de performances financières par secteurs                                                                                                      |    |
| Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 5                                                                                                         | 4  |
| Rapprochement entre la déclaration de comparaison budgétaire (Déclaration V) et État des performances financières (déclaration II) 5                                                 | 5  |
| Tableau complémentaire 2 : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités                                                                                              |    |
| Détails des revenus pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 5                                                                                                                       | 8  |
| Tableau complémentaire 3 : Fonds supplémentaires                                                                                                                                     |    |
| Détails des revenus pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 5                                                                                                                       | 9  |
| Tableau complémentaire 4 : Fonds extrabudgétaires                                                                                                                                    |    |
| Détails des revenus pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021                                                                                                                         | 61 |
| <b>Partie IV : Information de gestion</b>                                                                                                                                            | 61 |
| Tableau 4 : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2020-2021 : allocations, dépenses et créances approuvées pour l'exercice financier clos 31 le Décembre 2021 | 62 |

Tableau 5 : Fonds supplémentaires

Résumé des fonds disponibles, des dépenses et des créances par source de revenu pour l'exercice clos le 31  
Décembre 2021 ..... 64

Tableau 6 : Fonds extrabudgétaires

Fonds disponibles, résumé des dépenses et des charges par source de revenus  
Pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021..... 65

Tableau 7 : Dépenses et créances nationales et régionales par toutes les sources de

fonds pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 ..... 66

Tableau 8 : Allocations, dépenses et créances des enveloppes de pays

pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 ..... 68

## PARTIE I

### INTRODUCTION

1. Conformément au modus operandi du Conseil de coordination du programme, fonction 5 (vi) du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Secrétariat de l'ONUSIDA soumet le rapport financier pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 au Conseil de coordination du programme (CCP) pour examen, conformément aux procédures établies.
2. Les états financiers, les méthodes comptables et les notes afférentes aux états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (AISP) et aux Règlements financiers et aux Règles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
3. C'est la 10ème année que les états financiers de l'ONUSIDA sont préparés sur la base des normes IPSAS, ce qui continue à renforcer la transparence, à accroître la redevabilité et à améliorer les rapports financiers de l'ONUSIDA.
4. La redevabilité des gestionnaires, la transparence et la gestion des risques sont des aspects essentiels du programme de réforme de l'ONUSIDA et les progrès se poursuivent sans relâche à cet égard. Conformément aux meilleures pratiques, une déclaration relative au contrôle interne est incluse dans les états financiers audités. La déclaration relative au contrôle interne est un document de redevabilité publique signé par le Directeur exécutif, qui décrit l'efficacité des contrôles internes de l'ONUSIDA et fournit des détails sur les principaux problèmes et risques relatifs au contrôle au cours de l'année, ainsi que sur les mesures prises en réponse. La déclaration relative au contrôle interne continuera d'être révisée chaque année pour assurer les parties prenantes et faire preuve de redevabilité.
5. La mise en œuvre des normes IPSAS n'a pas actuellement d'incidence sur la préparation du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF), qui continue d'être préparé sur la base d'une trésorerie modifiée. Comme cette base diffère de la comptabilité d'exercice appliquée aux états financiers, un rapprochement entre le budget et les principaux états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.
6. Les points saillants des revenus, des dépenses, de l'actif net/situation nette, de l'actif et du passif du programme sont fournis, ainsi que des informations sur les flux de trésorerie, les liquidités et les capitaux propres. Ceci afin de fournir une image complète de la situation financière de l'ONUSIDA en date du 31 décembre 2021.

### Budget et plan de travail approuvés

7. L'UBRAF 2016-2021 est l'instrument du Programme commun pour mettre en œuvre la stratégie de l'ONUSIDA pour 2016-2021, adopté par le CCP lors de la 37<sup>ème</sup> réunion en octobre 2015. Il a pour but de promouvoir les progrès afin d'atteindre la vision à long terme de l'ONUSIDA, à savoir zéro nouveau cas d'infection par le VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida.
8. Lors de sa 44e réunion en juin 2019, le Conseil de Coordination du Programme a approuvé le budget 2020-2021 de 484 millions de dollars (soit un budget annuel de 242 millions de dollars) et la répartition proposée entre les 11 Coparrainants et le Secrétariat sur la base du modèle révisé de mobilisation et d'allocation des ressources. Il a approuvé un budget de base annuel de 187 millions de dollars réparti entre une allocation de 140 millions de dollars pour que le Secrétariat de l'ONUSIDA dispose de ressources suffisantes, et une allocation de 47 millions de dollars aux Coparrainants (22 millions de dollars, dont 2 millions pour chaque Coparrainant alloués de façon centralisée, et une

allocation supplémentaire de 25 millions de dollars à l'échelle des pays sous la forme d'enveloppes nationales, pour dynamiser une action

9. Il a également approuvé une allocation annuelle de ressources additionnelles sous la forme de fonds supplémentaires d'un total de 55 millions de dollars (40 millions de dollars pour les Coparrainants et 15 millions de dollars pour le Secrétariat) afin de s'attaquer aux contextes épidémiques et nationaux particuliers, ce qui porte les ressources totales au niveau d'un UBRAF pleinement financé à 242 millions de dollars par an ou 484 millions pour l'exercice biennal 2020-2021.

## Revenu

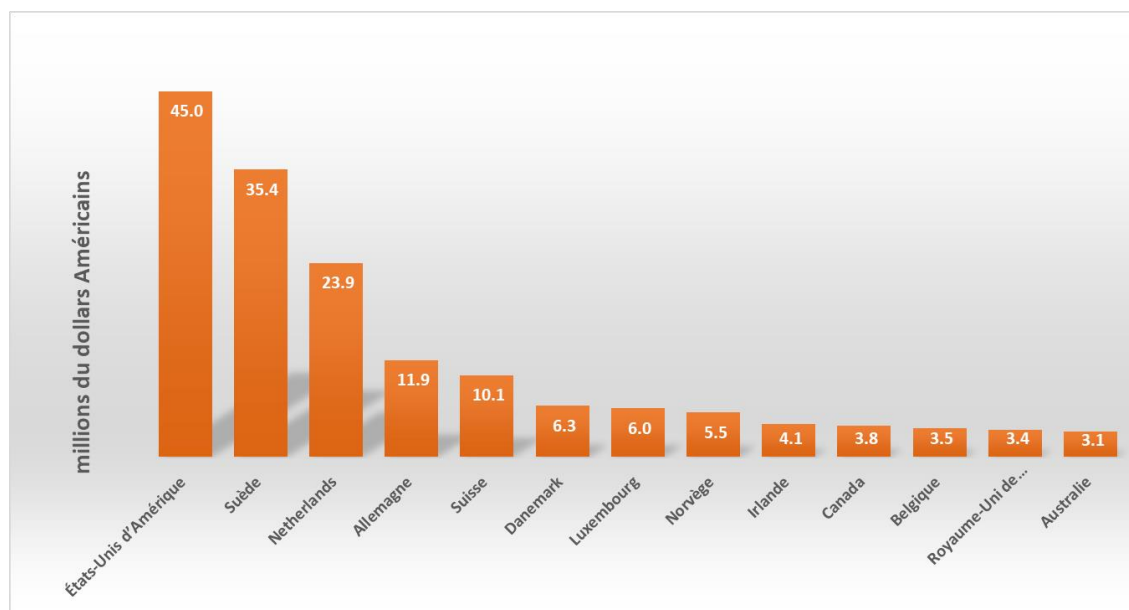
10. Le total des revenus (y compris les revenus financiers) pour l'exercice clos en 2020 pour les fonds de base et hors budget de base s'est élevé à 244,9 (contre 269,5 millions de dollars pour 2020). Une réduction de 24,6 millions de dollars par rapport au total des divertissements mobilisés en 2020.
11. Sur ce montant, 171,4 millions de dollars ont été mis à la disposition de l'UBRAF et 73,5 millions de dollars américains aux fonds non essentiels. Les fonds non essentiels ont été mis à la disposition de l'ONUSIDA pour fournir un appui à un certain nombre d'activités mondiales, régionales et nationales et sont destinés à des pays ou à des fins spécifiques. Le tableau 1 fournit des détails sur les recettes de 2021 et 2020.

**Tableau 1. Détails des revenus : Tous les fonds (en dollars des États-Unis)**

| Revenu                                        | Fonds de base UBRAF |                    | Fonds non essentiels |                   | TOTAL              |                    |
|-----------------------------------------------|---------------------|--------------------|----------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
|                                               | 2021                | 2020               | 2021                 | 2020              | 2021               | 2020               |
| Gouvernements                                 | 165 886 216         | 192 079 177        | 65 302 871           | 65 737 033        | 231 189 087        | 257 816 210        |
| Organisations coparrainantes                  | -                   | -                  | 5 991 574            | 6 343 310         | 5 991 574          | 6 343 310          |
| Autrui                                        | 52 808              | 34 109             | 4 559 688            | 3 667 160         | 4 612 496          | 3 701 269          |
| Divers                                        | 266 607             | 227 019            | 2 874                | 14 637            | 269 481            | 241 656            |
| <b>Sous-total des recettes d'exploitation</b> | <b>166 205 631</b>  | <b>192 340 305</b> | <b>75 857 007</b>    | <b>75 762 140</b> | <b>242 062 638</b> | <b>268 102 445</b> |
| <i>Recettes financières/(coût)</i>            | <i>5 153 003</i>    | <i>1 718 474</i>   | <i>(2 329 918)</i>   | <i>( 352 806)</i> | <i>2 823 085</i>   | <i>1 365 668</i>   |
| <b>Total général</b>                          | <b>171 358 634</b>  | <b>194 058 779</b> | <b>73 527 089</b>    | <b>75 409 334</b> | <b>244 885 723</b> | <b>269 468 113</b> |

12. Comme le résume le tableau 1 ci-dessus, des recettes d'un montant total de 171,4 millions de dollars ont été mobilisées et mises à la disposition de l'UBRAF de base. Cela représentait 70,8 % de l'objectif de mobilisation des ressources du Secrétariat de 242 millions de dollars pour l'année 2021 (contre 194,1 millions de dollars ou 80,2 % pour 2020), ce qui s'est traduit par un déficit de 70,6 millions de dollars américains par rapport au budget approuvé par le CCP. Le déficit de 2021 est supérieur de 22,7 millions de dollars américains au déficit de 47,9 millions de dollars américains enregistré en 2020.
13. La figure 1 (ci-dessous) fournit des détails sur les recettes reçues des principaux donateurs de l'ONUSIDA pour l'UBRAF pour l'année 2021.

**Graphique 1. Détails des revenus reçus des principaux donateurs pour le Cadre unifié du budget, des résultats et de responsabilité pour l'année 2021 (en millions de dollars américains)**



## Dépense

14. Les charges totales pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 se sont élevées à 279,9 millions de dollars américains (contre 272,1 millions de dollars américains pour 2020), dont 182,8 millions de dollars américains liés aux dépenses liées au noyau UBRAF pour 2020-2021 ; 71,2 millions de dollars américains représentaient des charges au titre des fonds non essentiels; 9,4 millions de dollars américains représentant une accumulation supplémentaire au titre de la Caisse d'assurance maladie après service (AIC), des paiements terminaux et du Fonds spécial d'indemnisation sur la base de l'étude actuarielle et conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel) et 16,5 millions de dollars américains liés à la provision pour restructuration établie conformément à la norme IPSAS 19, pour financer le coût du personnel qui a opté pour la séparation d'un commun accord (SMA) et le coût de la résiliation en raison de la suppression de postes pour suivre l'alignement organisationnel. Le tableau 2 fournit des détails sur les dépenses par type de fonds pour 2021 et 2020.

**Tableau 2. Détails de la dépense : tous les fonds (en dollars américains)**

| Dépense                                                                   | 2021               | 2020               |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Fonds de base UBRAF                                                       | 182 811 787        | 179 313 405        |
| Fonds non essentiels                                                      | 71 206 992         | 52 210 126         |
| Dépenses de la période antérieure                                         | -                  | 2 424 351          |
| <b>Sous-total</b>                                                         | <b>254 018 779</b> | <b>233 947 882</b> |
| Accumulation supplémentaire pour les avantages sociaux du personnel       | 9 424 446          | 38 156 288         |
| Fonds de restructuration (coût de la séparation d'un commun accord (SMA)) | 16 500 000         | -                  |
| <b>Total des dépenses</b>                                                 | <b>279 943 225</b> | <b>272 104 170</b> |

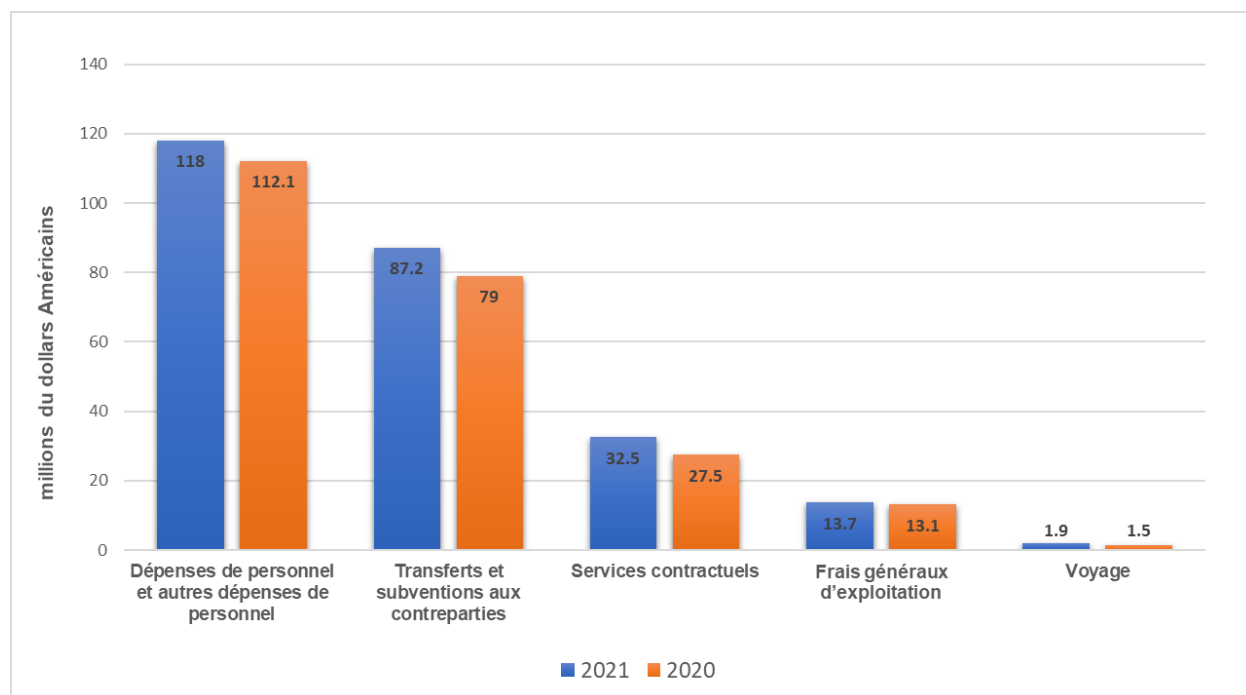
15. Grâce aux initiatives et mesures mises en place pour réduire les coûts et augmenter la rentabilité et l'efficacité, les dépenses du Secrétariat sont restées dans les limites de la part approuvée de l'UBRAF de 140 millions de dollars américains. Les dépenses et charges de base du Secrétariat de 2021 de 140 millions de dollars sont conformes à celles de 136,3 millions de dollars américains en 2020.
16. La charge de 2021 de 254 millions de dollars a représenté une augmentation nette de 20 dollars américains. 1 million ou 8,6% par rapport à la charge pour l'exercice clos le 2020 qui s'est élevée à 233,9 millions de dollars. Cela est reflété dans le tableau 3 et le graphique 2 (ci-dessous), qui montrent une augmentation des coûts de 5,9 millions de dollars dans la catégorie des dépenses de personnel; 8,2 millions de dollars au titre de la catégorie des dépenses de transferts et de subventions aux contreparties; 5,3 millions de dollars dans la catégorie des frais de services contractuels et 0,6 millions de dollars et 0,3 million de dollars dans la catégorie des frais généraux d'exploitation et de voyage, respectivement. Les autres charges des autres grandes catégories de dépenses sont inférieures à celles de 2020.
17. L'augmentation des frais du personnel de 5,9 millions de dollars américains, est principalement due à l'augmentation des postes de base et non de base et à l'augmentation des provisions pour frais de personnel.
18. Les transferts et les subventions aux contreparties de 79 millions de dollars sur 2020 à 87,2 millions de dollars en 2021 sont presque entièrement liées à des projets non essentiels financés par l'USAID pour le financement Robert Carr du réseau Stichting AIDS Fonds et de la treatment action en Afrique australe, et L'USAID a financé des projets visant à fournir un soutien technique essentiel aux villes prioritaires des pays Fast-Track.
19. L'augmentation des dépenses de services contractuels de 27,3 millions de dollars en 2020 à 32,5 millions de dollars en 2021 est liée à l'expansion continue des demandes d'appui technique aux pays fournies par l'intermédiaire du Mécanisme d'appui technique de l'ONUSIDA financé par l'USAID et à l'intensification des travaux préparatoires liés au processus d'alignement, à la conception et à la mise en œuvre de deux centres virtuels d'évaluation des DCE, des consultants en gestion du changement et une évaluation des capacités du programme conjoint.
20. Les frais de déplacement sont restés faibles par rapport aux frais de voyage de 7,8 millions de dollars en 2019. Les faibles frais de déplacement en 2021 et 2020 sont principalement dus aux restrictions résultant de la pandémie de Covid 19, mais aussi à l'amélioration de la planification des voyages en 2021.

**Tableau 3. Détails des dépenses par catégorie (en dollars des États-Unis)**

| Dépense                                                       | 2021               | 2020               | Incr/(Déc)        |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Frais de personnel et autres frais de personnel <sup>a/</sup> | 118 013 734        | 112 120 520        | 5 893 214         |
| Transferts et subventions aux contreparties                   | 87 202 982         | 78 971 493         | 8 231 489         |
| Services contractuels                                         | 32 506 982         | 27 254 494         | 5 252 488         |
| Frais généraux d'exploitation                                 | 13 725 026         | 13 136 679         | 588 347           |
| Voyage                                                        | 1 856 094          | 1 509 515          | 346 579           |
| Équipement, mobilier et véhicules                             | 167 201            | 405 672            | ( 238 471)        |
| Dépréciation                                                  | 546 760            | 549 510            | ( 2 750)          |
| <b>Total des dépenses</b>                                     | <b>254 018 779</b> | <b>233 947 882</b> | <b>20 070 897</b> |

<sup>a/</sup> Exclut 9,4 millions de dollars américains pour 2021 et 38,2 millions de dollars américains pour 2020 liés aux charges de l'assurance maladie après le personnel (AIC) et du fonds spécial d'indemnisation en raison de l'évolution du passif actuariel.  
Il exclut également 16,5 millions de dollars représentant une provision pour restructuration.

**Graphique 2. Détails des dépenses par catégorie principale pour les années 2021 et 2020**  
(En millions de dollars américains)



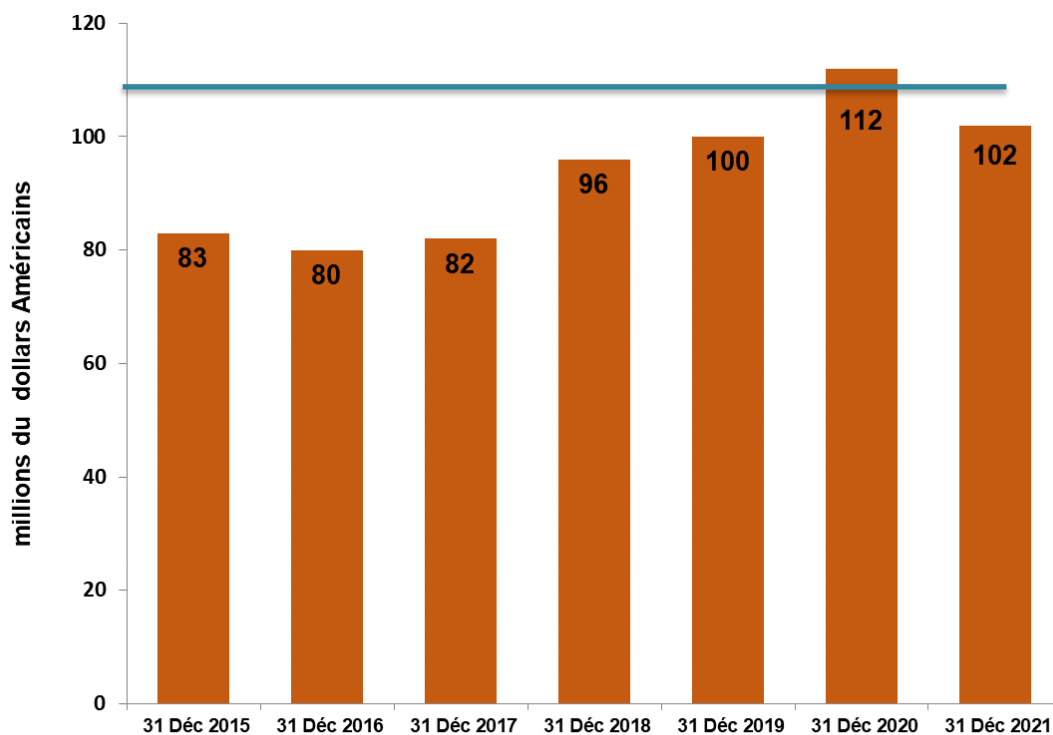
## Balance de Fonds

21. La nature de l'ONUSIDA en tant que programme financé par des contributions volontaires exige un solde de fonds qui sert de fonds de roulement pour lancer et mettre en œuvre des activités en attendant la réception de promesses de dons fermes/contributions. Afin de garantir la continuité des activités d'une année à l'autre, y compris le transfert de fonds aux coparrains, un solde suffisant des fonds à la fin de chaque année est nécessaire pour assurer le bon démarrage et la mise en œuvre du FBRAF au cours de l'exercice/exercice biennal suivant.
22. Lors de sa 26<sup>e</sup> réunion, tenue à Genève du 22 au 24 juin 2010, le CCP a approuvé un niveau maximal pour le solde net du fonds UBRAF équivalant à 35% (soit 170 millions de dollars) du budget biennal de l'ONUSIDA. En outre, à sa 36<sup>e</sup> réunion, tenue à Genève du 30 juin au 2 juillet 2015, le Conseil d'administration a approuvé le niveau minimum pour le solde net des fonds de l'ONUSIDA équivalant à 22 % (soit 107 millions de dollars) du budget biennal de l'ONUSIDA.
23. Au 31 Décembre 2021, le solde net des fonds de l'UBRAF s'élevait à 101,8 millions de dollars, soit 21 % du budget biennal (contre 112 millions de dollars, soit 23,1 %, au 31 Décembre 2020 et 100,3 millions de dollars, soit 20,7 %, au 31 Décembre 2019). Ce montant est inférieur au niveau minimum de 22 % (ou 107 millions de dollars) du budget biennal approuvé par le Conseil d'administration en juin 2015.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> En plus de la dépense de US\$ 182.8 millions en 2021 sous les 2020–2021 UBRAF, ÉTATS-UNIS \$2,3 millions ont été grevés au cours des 2021 (représentant des engagements fermes de biens et de services à livrer en 2022). En conséquence, le solde net du fonds au 31 Décembre 2021 dans le cadre de l'UBRAF pour couvrir 2020. Les activités de l'UBRAF étaient 101.8 millions dollars (US\$ 104.1 millions moins US\$ 2.3 millions réservés pour 2021 charges).

24. Le solde net du fonds de l'UBRAF au 31 Décembre 2021 est inférieur de 5,2 millions de dollars au niveau minimum approuvé et représente une diminution de 10,2 millions de dollars par rapport au solde du fonds au 31 Décembre 2020 de 112 millions de dollars.
25. Comme indiqué au paragraphe 18, le solde du fonds de l'UBRAF est le fonds de roulement du programme conjoint. Il permet le transfert de fonds aux coparrains au début de chaque année et permet au programme commun de fonctionner sans interruption. Toutefois, étant donné que le niveau du solde du fonds au 31 Décembre 20 21 reste inférieur au niveau minimal établi par le CCP, le Secrétariat continuera de suivre de près l'équilibre du fonds et intensifiera la mobilisation des ressources pour s'assurer que le solde du fonds est maintenu à un niveau qui permet à la mise en œuvre efficace de l'UBRAF.

**Graphique 3. Gestion du solde du fonds de base pour les années 2015 à 2021**  
(en millions de dollars américains)



## **PARTIE II**

### **DÉCLARATION DE CONTRÔLE INTERNE 2021**

#### **Champ de responsabilité**

En tant que Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), je suis redevable, conformément aux responsabilités qui me sont attribuées, en particulier l'article 12.1 du Règlement financier, du maintien d'un système de contrôle interne solide pour « garantir la réalisation des objectifs et des buts fixés pour les opérations, l'utilisation économique et efficace des ressources, la fiabilité et l'intégrité des informations, le respect des politiques, des plans, des procédures, des règles et des règlements, et la sauvegarde des actifs ».

#### **Objectif du contrôle interne**

Le système de contrôle interne est conçu pour réduire et gérer, plutôt qu'éliminer, le risque d'échec dans la réalisation des objectifs et des politiques connexes du Secrétariat de l'ONUSIDA. Par conséquent, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et non absolue de l'efficacité. Il s'agit d'un processus continu visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'étendue de ces risques et à les gérer de manière efficace, efficiente et économique.

Le contrôle interne est un processus, mis en œuvre par le Conseil de Coordination du Programme, le Directeur exécutif, la direction générale et d'autres membres du personnel, et conçu pour fournir une assurance raisonnable sur la réalisation des objectifs suivants :

- l'efficacité des opérations et la sauvegarde des actifs.
- la fiabilité des rapports financiers ; et
- le respect des règles et règlements en vigueur.

D'un point de vue opérationnel, le système de contrôle interne de l'ONUSIDA fonctionne en permanence à tous les niveaux du Secrétariat par le biais de processus de contrôle interne afin de garantir les objectifs ci-dessus.

Ma déclaration actuelle sur les processus de contrôle interne de l'ONUSIDA, telle que décrite ci-dessus, s'applique à l'exercice clos le 31 décembre 2020, et jusqu'à la date d'approbation des états financiers 2020 de l'Organisation.

#### ***Environnement opérationnel de l'ONUSIDA***

L'ONUSIDA opère dans des environnements difficiles et est donc exposé à des situations présentant un niveau élevé de risque inhérent, notamment en ce qui concerne la sécurité de ses employés et, dans certains cas, sa capacité à maintenir les normes les plus élevées de contrôle interne. La situation en matière de sécurité dans chaque pays dans lequel l'ONUSIDA (et les Nations Unies en général) opère est étroitement surveillée, et des décisions stratégiques sont prises si nécessaire pour adapter les opérations de l'ONUSIDA et pour gérer et atténuer l'exposition aux risques de son personnel. Tous les risques sont consignés dans un registre officiel des risques et feront l'objet d'un examen régulier par les responsables.

## ***Le Cadre de contrôle interne et la Gestion des risques***

Le Cadre des responsabilités de gestion de l'ONUSIDA fonctionne en tandem avec le Cadre de gestion des risques et le Cadre de contrôle interne. Ces cadres sont essentiels à la réalisation des objectifs et des buts du Programme commun avec une redevabilité accrue et une plus grande transparence.

Le cadre de gestion des risques vise à intégrer une approche systématique et efficace pour identifier, évaluer et gérer les risques et les opportunités. La direction générale a identifié les risques et les opportunités de haut niveau qui ont été compilés dans un Univers de risque de l'ONUSIDA. Les directeurs/responsables de département, de région, de liaison et de bureau de pays élaborent des registres de risques, y compris des plans d'action d'atténuation, sur la base de leur analyse des risques. L'assurance qualité des registres est entreprise avant leur évaluation par le Comité de gestion des risques.

Outre un ensemble de règles, de procédures et de processus, le cadre de contrôle interne comprend des mécanismes permettant d'évaluer son efficacité globale. Chaque année, les gestionnaires ayant des pouvoirs financiers et administratifs délégués remplissent une liste de contrôle d'auto-évaluation afin d'évaluer et de suivre les contrôles internes globaux, ainsi que les domaines de contrôle fonctionnels clés, dans leurs bureaux ou départements respectifs. Les résultats des listes de contrôle d'auto-évaluation sont analysés à la lumière des résultats d'audits récurrents et des principaux risques identifiés pour alimenter un examen global de l'efficacité et des plans d'action d'amélioration continue.

## **Examen de l'efficacité des contrôles internes**

Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne est principalement éclairé par :

- Mes cadres supérieurs, en particulier les directeurs exécutifs adjoints, les directeurs de l'équipe d'appui régional et du bureau de liaison, les directeurs de bureau de pays, les directeurs de département et les directeurs fonctionnels, qui jouent un rôle important et sont responsables des résultats, du rendement, des activités de contrôle relevant de leur compétence et des ressources qui leur sont confiées.
- Je tire mon assurance des attestations de contrôle interne signées par le Département/les directeurs régionaux. Ces lettres confirment l'importance de s'assurer que des contrôles internes adéquats sont en place, ainsi que d'autres assurances.
- La liste de contrôle interne d'auto-évaluation remplie par les gestionnaires. L'exercice d'auto-évaluation de 2021 a jugé que les contrôles internes étaient globalement adéquats. Le domaine de contrôle opérationnel de la gestion des risques a été considéré comme présentant la plus grande marge d'amélioration. Pour les domaines du contrôle fonctionnel, les ressources humaines et la sécurité, en particulier la planification de la relève et la santé et la sécurité au travail, ont également été répertoriées comme nécessitant un renforcement. Les résultats de l'exercice d'auto-évaluation seront examinés attentivement et des plans d'action seront élaborés pour aborder les domaines à améliorer, le cas échéant.
- Les évaluations des risques effectuées par les gestionnaires. L'exercice de 2021 a révélé que les principaux risques en termes d'occurrence concernent les risques politiques, de ressources humaines, programmatiques, de financement et de gouvernance.

- Rapports publiés par le Bureau du contrôle interne, qui comprennent des informations indépendantes et objectives sur l'adéquation et l'efficacité du système de contrôles internes de l'ONUSIDA, ainsi que des recommandations d'amélioration.
- Rapports publiés par l'auditeur externe qui assurent une surveillance indépendante et rendent compte de la conformité de l'ONUSIDA aux règles et règlements financiers. L'auditeur externe présente une mise à jour de ses travaux et des principales conclusions au Conseil de coordination du programme.
- Observations du Conseil de coordination du programme.

## Exercice d'alignement de l'ONUSIDA – une nouvelle structure organisationnelle pour le Secrétariat

Un important exercice d'alignement a été lancé en 2021 pour veiller à ce que les ressources financières et humaines de l'ONUSIDA soient déployées de la meilleure façon possible pour répondre aux défis actuels et à ceux de l'avenir de la riposte au sida.

Le processus d'alignement a été guidé par les 5 objectifs principaux suivants :

- L'ONUSIDA est alignée sur la nouvelle stratégie de lutte contre le sida et atteint son impact le plus élevé ;
- L'ONUSIDA est financièrement viable et plus rentable ;
- L'ONUSIDA est diversifiée et inclusive et donc légitime et crédible ;
- L'ONUSIDA est axée sur les connaissances et optimise l'expertise et le personnel de son secrétariat à l'échelle mondiale grâce à l'utilisation des technologies numériques dans ses travaux ;
- L'ONUSIDA est alignée sur la réforme des Nations Unies, principalement dans le cadre de ses travaux sur la préparation aux pandémies.

Le 12 juillet 2021, la haute direction de l'ONUSIDA a approuvé une structure organisationnelle de haut niveau et des propositions de dotation en personnel pour la nouvelle structure ont été approuvées le 23 novembre 2021.

La nouvelle structure s'appuie sur la valeur ajoutée unique de l'ONUSIDA, augmente l'accent et les ressources sur les domaines prioritaires de la stratégie mondiale de lutte contre le sida pour 2021-2026, permet de passer à une organisation fondée sur le savoir et permet une meilleure collaboration avec les responsables de la lutte contre le sida. Les centres de services mondiaux décentralisés garantissent que l'ONUSIDA est plus proche des besoins des personnes vivant avec le VIH et touchées par le VIH et mieux équipée pour s'acquitter de son mandat.

La mise en œuvre de la nouvelle structure organisationnelle débutera à la mi-2022 et se fera de manière progressive. Une attention particulière sera accordée à la continuité des activités, à la prise en compte des besoins du personnel et à l'accroissement de la diversité et de l'égalité des sexes. En plus d'un soutien dédié au personnel touché, une équipe de gestion du changement a été mise en place pour soutenir les changements.

### Problèmes de risque importants notés

Après que les départements, les régionaux et les pays ont achevé le registre des risques en 2021, les conclusions consolidées ont été examinées et approuvées par les supérieurs. Les risques les plus importants auxquels l'Organisation est actuellement confrontée sont résumés ci-dessous.

| Principaux risques                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Financement insuffisant pour atteindre les objectifs et les engagements aux niveaux national et régional (diminution du financement des donateurs pour le sida et l'ONUSIDA, réduction du financement aux niveaux national et régional en raison de perspectives économiques et budgétaires négatives) | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une stratégie renforcée de mobilisation des ressources pour parvenir à un UBRAF entièrement doté de ressources, calibré pour fournir à l'ONUSIDA son plein avantage comparatif en matière de soutien aux pays.</li> <li>• Assurer le suivi du dialogue sur le financement structuré (DSE) de 2021 et le plan pour le DDF de 2022 et l'alignement des contributions des donateurs sur la nouvelle stratégie et l'UBRAF.</li> <li>• Poursuivre les efforts visant à élargir et à diversifier la base de donateurs conventionnels et explorer des financements novateurs, y compris le financement du secteur privé.</li> </ul> |

| Principaux risques                                                                                                                                                                                                              | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à une reconstitution solide et efficace de la reconstitution des ressources du Fonds mondial. Approfondissement de la collaboration avec le Fonds mondial, y compris l'accord de financement, afin d'aider à aligner le travail et les attentes, et d'accroître la visibilité des contributions de l'ONUSIDA à l'impact et à la durabilité des investissements du Fonds mondial.</li> <li>• Continuer à travailler en étroite collaboration avec le PEPFAR, en fonction des domaines d'avantage comparatif, en orientant les investissements conformément à la stratégie mondiale de lutte contre le sida et en soutenant l'appropriation par les pays et la durabilité des résultats.</li> <li>• Renforcer la confiance des donateurs grâce à une transparence accrue et à l'établissement de rapports sur les mesures de responsabilité de la direction (par exemple, rapports de suivi de la performance de qualité, résultats à jour et portail de transparence, respect continu de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) et rapports sur le Pacte de financement des ODD).</li> <li>• Conclusions positives des évaluations menées par les donateurs, démontrant l'utilité et l'impact du programme conjoint.</li> </ul> |
| <p>L'ONUSIDA est lente ou incapable d'aligner le personnel et les capacités humaines sur les objectifs prioritaires et les besoins émergents</p>                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une surveillance rigoureuse de la part de la haute direction à l'égard de l'exercice d'harmonisation afin de s'assurer que les structures et les compétences/aptitudes sont introduites à temps et aptes à mettre en œuvre la Stratégie.</li> <li>• Améliorer les pratiques de recrutement pour attirer des personnes possédant les compétences et l'expérience appropriées.</li> <li>• Revoir et repenser la politique de mobilité du personnel, la planification de la main-d'œuvre et les modalités de développement de carrière.</li> <li>• Renforcer les délégations de pouvoir et le rôle de l'équipe régionale dans les ressources humaines et le soutien opérationnel aux Bureaux des Pays.</li> <li>• Poursuivre les efforts visant à développer de nouvelles méthodes de travail, à simplifier les processus et à utiliser les TIC pour réaliser des gains d'efficacité.</li> <li>• Évaluation planifiée de la capacité des coparrains afin de formuler des recommandations visant à optimiser les capacités humaines et autres pour mettre en œuvre la Stratégie.</li> <li>• Simplification du processus de conseil et de sélection du personnel de projet.</li> </ul>                                                                               |
| <p>Érosion des connaissances institutionnelles, retards dans les activités prévues et augmentation du stress du personnel pendant la transition vers la nouvelle structure organisationnelle du Secrétariat et réduction et</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien au personnel touché par l'abolition et la réinstallation</li> <li>• Mise en place d'une fonction de gestion du changement dotée de capacités internes et externes renforcées, avec une attention prioritaire axée sur la gestion des connaissances, les quatre domaines de pratique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

| Principaux risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| relocalisation des postes du personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>parallèlement au travail de transformation de la culture en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre progressive de la nouvelle structure organisationnelle, avec un soutien étroit pour la formation et l'intégration du personnel nouveau et existant.</li> <li>• Maintenir une communication et une interaction étroites avec le personnel afin de comprendre les points de vue émergents et de faire de la « détection de fumée » sur les questions préoccupantes.</li> <li>• Le devoir de diligence et les services sociaux du personnel doivent continuer à être soutenus et décentralisés davantage pour se rapprocher du personnel.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Les contextes juridiques et socioéconomiques ne sont pas propices à l'élimination des obstacles à l'accès équitable aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien en matière de VIH/sida, exempts de stigmatisation et de discrimination.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Convoquer, défendre et soutenir le développement continu d'orientations en matière de droits de l'homme, ainsi que l'engagement politique et le financement d'interventions et d'approches en matière de droits de l'homme.</li> <li>• Fournir un soutien technique et des conseils aux gouvernements, aux communautés et aux autres parties prenantes pour l'élaboration, la mise en œuvre, la mise à l'échelle et le suivi de programmes durables et fondés sur des données probantes en matière de droits de la personne.</li> <li>• Tirer parti des partenariats pour promouvoir l'accès à la justice, la création d'environnements juridiques et politiques favorables, notamment en supprimant les lois et les politiques punitives et discriminatoires et en réduisant la stigmatisation et la discrimination.</li> <li>• Suivre les progrès accomplis dans l'élimination des obstacles aux droits de l'homme et aider les communautés et les gouvernements à suivre les progrès et les violations des droits.</li> </ul> |
| <p>Impacts négatifs multifactoriels des ondes successives de Covid-19 sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbations continues des modalités de travail affectant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée du personnel</li> <li>• Programmes de dépistage et de prévention du VIH</li> <li>• Paysage du financement, y compris la réorientation des ressources nationales et régionales pour répondre à d'autres besoins</li> <li>• Discrimination accrue, stigmatisation, inégalités entre les sexes et violence fondée sur le sexe</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer de promouvoir de nouvelles méthodes de travail qui peuvent soutenir des approches flexibles en matière d'équilibre travail-vie personnelle et réduire l'impact du bien-être du personnel et de la santé mentale</li> <li>• Examen des conséquences de la Covid 19 par un groupe interne de gestion de crise.</li> <li>• Plans de continuité des activités mis à jour et examinés</li> <li>• Poursuivre les innovations en matière de TIC pour aider le personnel à opérer dans un nouveau contexte.</li> <li>• Continuer à être le fer de lance des innovations en matière de prestation de services et de nouvelles technologies afin que les services puissent être maintenus pendant les périodes perturbatrices causées par la Covid ou d'autres crises.</li> <li>• Mobilisation des coparrains, des gouvernements, des donateurs, des organisations de la société civile et des communautés en partenariat pour les réponses à la Covid-19.</li> </ul>                                                            |

| Principaux risques                                                                                                                                                                           | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La faiblesse des pratiques de gestion expose l'ONUSIDA à la perte de personnel essentiel et/ou à la sous-performance</p>                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Centres d'évaluation intégrant des méthodes et des outils élargis pour évaluer les candidats sur les compétences managériales des membres du personnel.</li> <li>• Évaluations 360 élargies et liées au programme de coaching.</li> <li>• Accent renforcé et continu de la haute direction sur le devoir de diligence et la mise en œuvre du plan d'action de gestion, des recommandations de l'UCM et du programme de transformation de la culture.</li> <li>• Politiques de base révisées et mises à jour en matière de gestion des talents – pour le recrutement, la mobilité, ainsi que les politiques de lutte contre les comportements abusifs, la diversité et l'inclusion.</li> <li>• Priorités identifiées par et pour l'équipe de direction de l'enquête mondiale auprès du personnel discutées et traitées par des actions concrètes.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p>L'évolution du programme et des priorités des partenaires stratégiques, y compris les coordonnateurs et les autres parties prenantes, diminue l'attention portée à la riposte au sida</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître les efforts de plaidoyer, en s'engageant auprès des gouvernements, des décideurs et des donateurs dans le pays.</li> <li>• Transmettre des messages solides et cohérents à l'interne et à l'externe (par le biais de communications et d'engagement de ressources) sur les principales priorités.</li> <li>• Accroître la visibilité sur le travail des coparrains en matière de VIH et intégrer davantage le VIH dans leur mandat et leur expertise plus larges.</li> <li>• Démontrer la pertinence et les leçons de la riposte au VIH par rapport aux priorités concurrentes, telles que Covid-19 et / ou aux programmes connexes pertinents tels que la SDSR.</li> <li>• Renforcer la capacité dans les domaines clés d'influencer le programme, y compris l'information et le positionnement stratégique et une meilleure intégration de la riposte au sida dans les cadres plus larges de santé, de société et de développement, d'initiatives (par exemple, la CSU, l'éducation pour tous) et le financement durable connexe.</li> <li>• Renforcer la capacité des équipes mixtes à mobiliser des ressources supplémentaires et à renforcer la capacité de mobilisation des ressources au niveau des pays.</li> </ul> |
| <p>La sécurité et le bien-être du personnel compromis</p>                                                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la conformité aux recommandations de l'UNDSS afin de limiter les risques pour les personnels.</li> <li>• Veiller à ce que les obligations de diligence envers le personnel soient pleinement respectées, en particulier en ce qui concerne la pandémie de Covid-19 en cours et en évolution.</li> <li>• S'assurer que les modalités de travail alternatives / flexibles sont soutenues par l'organisation.</li> <li>• Fournir au personnel de l'information et l'accès à des services pour promouvoir et protéger la santé mentale et le bien-être.</li> <li>• S'assurer que tous les bureaux ont mis en place des plans de continuité des activités à jour.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

| Principaux risques | Exemples d'activités d'atténuation en cours ou prévues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                    | <ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller à ce que tout le personnel prenne au moins le nombre minimum de jours de congé par an, comme indiqué dans le Règlement du personnel.</li><li>• Garantir l'accès à l'information sur la disponibilité des soins médicaux d'urgence dans le pays et sur les établissements de santé qui reconnaissent l'assurance maladie du personnel de l'OMS.</li></ul> |

## Déclaration

Le contrôle interne, tout en fonctionnant efficacement, a des limites inhérentes, y compris la possibilité de contournement, aussi bien conçu soit-il, et ne peut donc fournir qu'une assurance raisonnable. De plus, en raison de changements de conditions, l'efficacité du contrôle interne peut varier au fil du temps. Je m'engage à remédier à toute faiblesse des contrôles internes qui pourrait être constatée au cours de l'année et portée à mon attention.

Sur la base de ce qui précède, je conclus que, au meilleur de ma connaissance et de mes informations, il n'y a pas de faiblesses importantes qui empêcheraient l'auditeur externe de fournir une opinion sans réserve sur les états financiers de l'ONUSIDA, ni d'autres questions importantes qui devraient être soulevées dans le présent document pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 et jusqu'à la date d'approbation des états financiers.



Winnie Byanyima

Executive Director

Genève, le 29 mars 2022

### PARTIE III

#### ÉTATS FINANCIERS, TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES ET NOTES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Cette section du rapport financier présente la situation financière globale de l'ONUSIDA au 31 Décembre 2021 et pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021. Les états financiers pertinents, les notes d'accompagnement et les tableaux d'appui ont été établis conformément aux exigences du Règlement financier de l'OMS, des Règles financières et des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Les tableaux fournissent des détails et des explications à l'appui des fonds et comptes individuels administrés par l'ONUSIDA, par l'intermédiaire des systèmes financiers de l'OMS, pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021.

#### **Certification des états financiers pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**

Les états financiers, les méthodes comptables et les notes afférentes aux états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Les états financiers sont également établis conformément au Règlement financier et aux Règles financières de l'OMS, qui assure l'administration à l'appui de l'ONUSIDA conformément à la résolution 1994/24 de l'ECOSOC, et à l'article XI du Mémoire d'accord entre les coparrains établissant l'ONUSIDA.

Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que les notes annexes et les tableaux justificatifs sont approuvés.



George Farhat  
Director, Finance  
and Accountability



Winnie Byanyima  
Executive Director  
UNAIDS

Genève, le 29 mars 2022

## LETTRE DE TRANSMISSION



**Krishna Subramaniam**  
Director External Audit  
World Health Organisation

M 19, World Health Organisation  
Avenue Appia, 1211 Geneva

30 May 2022

### Letter of Transmittal

Dear Sir,

I have the honour to present to the Programme Coordinating Board, the External Auditor's Audit Report and Opinion on the financial statements of the Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS) for the financial year ended 31 December 2021.

I record my appreciation to the Programme Coordinating Board for the honour and privilege to serve as the External Auditor of UNAIDS

Yours Sincerely

**K Subramaniam**

**The Chair**  
**Programme Coordinating Board**  
**Joint United Nations Programme on HIV/AIDS**  
**Geneva, Switzerland**

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE**

### **Rapport de l'auditeur externe sur les états financiers : opinion d'audit**

#### **Opinion**

Nous avons audité les états financiers du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 Décembre 2020, l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net/la situation nette (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (état V) pour l'exercice clos à ladite date, ainsi que les notes afférentes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables. À notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de l'ONUSIDA au 31 Décembre 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à ladite date, conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

#### **Base de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section ci-dessous intitulée « Responsabilités de l'auditeur au titre de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'ONUSIDA conformément aux exigences déontologiques pertinentes pour notre audit des états financiers et nous avons honoré nos autres responsabilités déontologiques conformément auxdites exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### **Informations autres que les états financiers et le rapport d'audit sur ceux-ci**

La direction est responsable des autres informations, qui comprennent les informations de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ceux-ci. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations, et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à leur sujet. Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, de considérer si les autres informations sont matériellement en contradiction avec les états financiers ou avec les connaissances acquises dans le cadre de l'audit, ou si elles semblent être matériellement erronées. Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons à l'existence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance au titre des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers sans anomalie significative due à un acte frauduleux ou à une erreur. ONUSIDA/CCP (48)/20.12 Page 21/72 Lors de la préparation des états financiers, la direction est responsable de l'évaluation de la capacité de l'ONUSIDA à poursuivre son activité, de la publication, le cas échéant, des questions liées à la continuité de son activité et de l'utilisation du principe comptable de continuité d'activité, sauf si la direction a l'intention de liquider l'ONUSIDA ou de cesser ses activités, ou si elle n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire. Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus de rapport financier de l'ONUSIDA.

### **Responsabilités de l'auditeur au titre de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent aucune anomalie significative due à un acte frauduleux ou à une erreur et de publier un rapport d'audit comprenant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit permettra de détecter toute anomalie significative, le cas échéant. Des anomalies peuvent résulter d'un acte frauduleux ou d'une erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base desdits états financiers. Dans le cadre d'un audit conforme aux normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre, nous :

(a) identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dues à un acte frauduleux ou à une erreur dans les états financiers, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées auxdits risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'un acte frauduleux est plus élevé que le risque de ne pas détecter une anomalie résultant d'une erreur, car un acte frauduleux peut impliquer une collusion, une falsification, une omission intentionnelle, une fausse déclaration ou le contournement d'un contrôle interne ;

(b) obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas afin d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'ONUSIDA;

(c) évaluons le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations associées fournies par la Directrice exécutive ;

(d) tirons des conclusions sur le caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe de continuité d'activité et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'ONUSIDA à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les informations associées fournies dans les états financiers ou, si lesdites informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont étayées par les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, de futurs ONUSIDA/CCP (48)/20.12 Page 22/72 événements ou de futures conditions peuvent amener l'ONUSIDA à cesser son activité ;

(e) évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et déterminons si les états financiers représentent les transactions et événements sous-jacents de manière à obtenir une présentation fidèle. Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance en ce qui concerne, entre autres, le cadre et le calendrier prévus de l'audit et les principales conclusions de l'audit, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit. Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires En outre, à notre avis, les transactions de l'ONUSIDA portées à notre connaissance ou que nous avons testées dans le cadre de notre audit ont été, à tous égards importants, conformes au Règlement financier de l'OMS. Conformément à l'article XIV du Règlement financier de l'OMS, nous avons également publié un rapport détaillé sur notre audit de l'ONUSIDA.



**Girish Chandra Murmu**  
**Comptroller and Auditor General of India**

**30 May 2022**

**Etat I**

**État de la situation financière**

**Toutes les sources de financement au 31 décembre 2021**

(en dollars américains)

|                                                             | Note | 31 Décembre 2021   | 31 Décembre 2020   |
|-------------------------------------------------------------|------|--------------------|--------------------|
| <b>ACTIFS</b>                                               |      |                    |                    |
| <b>Actifs courants</b>                                      |      |                    |                    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus             | 4.1  | 176 226 258        | 198 093 402        |
| Comptes débiteurs - courants                                | 4.2  | 106 631 802        | 109 737 473        |
| Créances du personnel                                       | 4.3  | 2 094 160          | 2 176 889          |
| Palements anticipés                                         | 4.4  | 952 167            | 1 016 724          |
| Autres créances courantes                                   | 4.5  | 367 270            | 273 438            |
| <b>Total des actifs courants</b>                            |      | <b>286 271 657</b> | <b>311 297 926</b> |
| <b>Actifs non courants</b>                                  |      |                    |                    |
| Comptes débiteurs - non courants                            | 4.2  | 11 323 585         | 3 180 317          |
| Immobilisations corporelles                                 | 4.8  | 19 619 018         | 19 880 852         |
| <b>Total des actifs non courants</b>                        |      | <b>30 942 603</b>  | <b>23 061 169</b>  |
| <b>TOTAL DES ACTIFS</b>                                     |      | <b>317 214 260</b> | <b>334 359 095</b> |
| <b>PASSIFS</b>                                              |      |                    |                    |
| <b>Passifs courants</b>                                     |      |                    |                    |
| Comptes créditeurs                                          | 4.9  | 3 560 424          | 4 709 986          |
| Personnel à payer                                           | 4.10 | 307 968            | 240 768            |
| Avantages sociaux accumulés - actuel                        | 4.11 | 23 769 193         | 11 172 401         |
| Revenus reportés - courants                                 | 4.12 | 9 320 678          | 21 007 545         |
| Emprunts à long terme - courants                            | 4.13 | 653 552            | 677 237            |
| Autres passifs courants                                     | 4.14 | 235 975            | 147 582            |
| <b>Total des passifs courants</b>                           |      | <b>37 847 790</b>  | <b>37 955 519</b>  |
| <b>Passifs non courants</b>                                 |      |                    |                    |
| Avantages sociaux accumulés - non courants                  | 4.11 | 140 397 535        | 164 439 125        |
| Produits reportés - non courants                            | 4.12 | 8 143 267          | 3 109 883          |
| Emprunts à long terme - non courants                        | 4.13 | 22 220 764         | 23 703 283         |
| <b>Total des passifs non courants</b>                       |      | <b>170 761 566</b> | <b>191 252 291</b> |
| <b>TOTAL DES PASSIFS</b>                                    |      | <b>208 609 356</b> | <b>229 207 810</b> |
| <b>ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>                           |      |                    |                    |
| <b>Actifs/réserves nets</b>                                 |      |                    |                    |
| Fonds de réserve de fonctionnement                          | 4.16 | 35 000 000         | 35 000 000         |
| Capitaux propres en immobilisations                         |      | 9 747 735          | 9 094 183          |
| Fonds commun                                                |      | (17 536 288)       | (15 585 609)       |
| Fonds non restreints                                        |      | 104 129 517        | 116 012 670        |
| Fonds restreints                                            |      | 65 144 173         | 68 985 287         |
| Fonds de rénovation des bâtiments                           | 4.17 | 6 865 248          | 6 450 892          |
| Avantages pour le personnel                                 |      | (102 036 645)      | (119 506 979)      |
| Fonds pour les droits du personnel non salarié              |      | 7 291 164          | 4 700 841          |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>                |      | <b>108 604 904</b> | <b>105 151 285</b> |
| <b>TOTAL DES PASSIFS ET DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b> |      | <b>317 214 260</b> | <b>334 359 095</b> |

L'état des principales méthodes comptables et les notes qui l'accompagnent font partie des états financiers.

**État II**

**État de la performance financière**

**Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**

(en dollars américains)

|                                                       | <b>Notes</b> | <b>31 December 2021</b> | <b>31 December 2020</b> |
|-------------------------------------------------------|--------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>Revenu</b>                                         | 5.2          |                         |                         |
| Contributions volontaires                             |              |                         |                         |
| Gouvernements                                         |              | 231 189 087             | 257 816 210             |
| Organisations coparrainantes                          |              | 5 991 574               | 6 343 310               |
| Autrui                                                |              | 4 612 496               | 3 701 269               |
| <b>Contribution volontaire sous-totale</b>            |              | <b>241 793 157</b>      | <b>267 860 789</b>      |
| Divers                                                |              | 269 481                 | 241 656                 |
| <b>Total des revenus</b>                              |              | <b>242 062 638</b>      | <b>268 102 445</b>      |
| <b>Dépense</b>                                        | 5.3          |                         |                         |
| Dépenses de personnel et autres dépenses de personnel |              | 143 938 180             | 150 276 808             |
| Transferts et subventions aux contreparties           |              | 87 202 982              | 78 971 493              |
| Services contractuels                                 |              | 32 506 982              | 27 254 494              |
| Frais généraux d'exploitation                         |              | 13 725 026              | 13 136 679              |
| Voyage                                                |              | 1 856 094               | 1 509 515               |
| Équipements, véhicules et mobilier                    |              | 167 201                 | 405 672                 |
| Dépréciation                                          |              | 546 760                 | 549 510                 |
| <b>Total des dépenses</b>                             |              | <b>279 943 225</b>      | <b>272 104 170</b>      |
| <b>Recettes financières</b>                           | 5.4          | <b>2 823 085</b>        | <b>1 365 668</b>        |
| <b>Excédent total/(déficit) pour l'année</b>          |              | <b>(35 057 501)</b>     | <b>(2 636 057)</b>      |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

**État III**

**État des variations de l'actif net/des capitaux propres**

**Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**

(en dollars américains)

|                                                      | Notes | 31 Décembre<br>2021  | 2021<br>Mouvements  | 2021<br>Ajustements | 31 Décembre<br>2020  |
|------------------------------------------------------|-------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| <b>Actifs/réserves nets</b>                          | 4.15  |                      |                     |                     |                      |
| <b>Fonds de réserve de fonctionnement</b>            | 4.16  | <b>35 000 000</b>    |                     |                     | <b>35 000 000</b>    |
| <b>Capitaux propres en immobilisations</b>           |       | 4 458 270            |                     |                     | 4 458 270            |
| Ajustements de prêts                                 |       | 5 289 465            | 653 552             |                     | 4 635 913            |
| <b>Total des capitaux propres en immobilisations</b> |       | <b>9 747 735</b>     | <b>653,552</b>      | -                   | <b>9 094 183</b>     |
| <b>Fonds commun</b>                                  |       |                      |                     |                     |                      |
| Amortissement sur la propriété,<br>l'usine           |       | (8 340 822)          | ( 546 760)          |                     | (7 794 062)          |
| Réserve de réévaluation                              |       | (9 195 466)          | (1 403 919)         |                     | (7 791 547)          |
| <b>Total du Fonds commun</b>                         |       | <b>(17 536 288)</b>  | <b>(1 950 679)</b>  | -                   | <b>(15 585 609)</b>  |
| <b>Fonds non restreints</b>                          |       |                      |                     |                     |                      |
| UBRAF Core sans restriction                          |       | 104 129 517          | (11 453 153)        | ( 430 000)          | 116 012 670          |
| <b>Fonds restreints</b>                              |       |                      |                     |                     |                      |
| UBRAF Supplément restreint                           |       | 58 696 482           | 9 559 667           |                     | 49 136 815           |
| Fonds extrabudgétaires                               |       | 6 447 691            | (6 900 780)         | (6 500 000)         | 19 848 471           |
| Total restreint                                      |       | 65 144 173           | 2 658 887           | (6,500,000)         | 68 985 286           |
| <b>Autres fonds</b>                                  |       |                      |                     |                     |                      |
| Fonds de rénovation des bâtiments                    | 4.17  | 6 865 248            | ( 15 644)           | 430 000             | 6 450 892            |
| <b>Fonds d'avantages sociaux du personnel</b>        |       |                      |                     |                     |                      |
| Paiements terminaux                                  |       | 1 386 106            | (1 590 038)         | (5 200 000)         | 8 176 144            |
| Assurance maladie du personnel                       |       | (96 195 890)         | (9 148 844)         | 38 515 249          | (125 562 295)        |
| Fonds spécial d'indemnisation                        |       | (2 426 861)          | ( 301 905)          | ( 4 128)            | (2 120 828)          |
| Fonds de restructuration                             |       | (4 800 000)          | (16 500 000)        | 11 700 000          |                      |
| <b>Total des prestations du personnel</b>            |       | <b>(102 036 645)</b> | <b>(27 540 787)</b> | <b>45 011 121</b>   | <b>(119 506 979)</b> |
| <b>Fonds pour les droits du personnel non salari</b> |       | <b>7 291 164</b>     | <b>2 590 323</b>    |                     | <b>4 700 841</b>     |
| <b>Actifs nets/capitaux propres</b>                  |       | <b>108 604 904</b>   | <b>(35 057 501)</b> | <b>38 511 121</b>   | <b>105 151 284</b>   |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

**État IV**

**État des flux de trésorerie**

**Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**

(en dollars américains)

|                                                                                        | <b>2021</b>         | <b>2020</b>        |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------|
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>                       |                     |                    |
| Excédent/(déficit) pour l'année                                                        | (35 057 501)        | (2 636 057)        |
| Dépréciation                                                                           | 546 760             | 549 510            |
| Non réalisés (gains)/Pertes sur réévaluation d'emprunts à long terme                   | 1 403 919           | 1 255 764          |
| (Augmentation)/diminution des comptes débiteurs - courants                             | 3 105 671           | 9 036 174          |
| (Augmentation)/diminution des comptes débiteurs - non courants                         | (8 143 268)         | 17 174 384         |
| (Augmentation)/diminution des créances du personnel                                    | 82 729              | ( 53 464)          |
| (Augmentation)/diminution des prépaiement                                              | 64 557              | ( 355 208)         |
| (Augmentation)/diminution des autres créances courantes                                | ( 93 833)           | ( 2 028)           |
| Augmentation/diminution des comptes créditeurs                                         | (1 149 562)         | 2 842 657          |
| Augmentation/diminution des créditeurs de personnel                                    | 67 200              | 73 398             |
| Augmentation/diminution des avantages sociaux accumulés - actuel                       | 12 596 792          | 2 813 858          |
| Augmentation/diminution des revenus reportés - courants                                | (11 686 867)        | (12 061 859)       |
| Augmentation/diminution des avantages sociaux accumulés - actuel                       | 88 393              | 147,582            |
| Augmentation/diminution des produits reportés - non courants                           | 5 033 384           | (17 187 834)       |
| Augmentation/diminution des avantages sociaux accumulés - non courants                 | (24 041 590)        | 117 249 413        |
| Ajustements directs de l'actif net/des capitaux propres                                | 38 511 121          | (78 316 367)       |
| <i>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</i>                       | <u>(18 672 095)</u> | <u>40 529 923</u>  |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>                     |                     |                    |
| (Augmentation)/diminution des immobilisations corporelles                              | ( 284 925)          | ( 50 615)          |
| <i>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</i>                | <u>( 284 925)</u>   | <u>( 50 615)</u>   |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>                       |                     |                    |
| Augmentation/(diminution) des emprunts à long terme - courant                          | ( 23 685)           | 63 904             |
| Augmentation/(diminution) des emprunts à long terme -non courants                      | (1 482 519)         | 1 623 283          |
| <i>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</i>                  | <u>(1 506 204)</u>  | <u>1 687 187</u>   |
| <b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b> | <u>(20 463 224)</u> | <u>42 166 495</u>  |
| Nets non réalisés (gains)/Pertes sur réévaluation                                      | (1 403 919)         | (1 255 764)        |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice</b>                     | <u>198 093 402</u>  | <u>157 182 670</u> |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>                  | <u>176 226 258</u>  | <u>198 093 402</u> |

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

État V

État de comparaison du budget et du montant réel

Budget, cadre de résultats et de responsabilisation unifiés 2020-2021  
pour la période terminée le 31 Décembre 2021

(en dollars américains)

|                                                                    | Budget de base<br>approuvé pour 2020-<br>2021 | Dépense<br>2020    | Dépense<br>2021    | Dépense<br>2020-2021 | Balance           | Pourcentage de<br>mise en œuvre |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|-------------------|---------------------------------|
|                                                                    | (a)                                           | (b)                | (c)                | (d) = (b+c)          | (e) = (a-d)       | (f) = (d / a)                   |
| <b>I. Zones de résultats</b>                                       |                                               |                    |                    |                      |                   |                                 |
| 1 Dépistage et traitement du VIH                                   | 28 245 000                                    | 14 144 150         | 13 904 933         | 28 049 083           | 195 917           | 99.3%                           |
| 2 Élimination de la transmission de la mère à l'enfant             | 4 544 200                                     | 2 223 000          | 2 414 206          | 4 637 206            | ( 93 006)         | 102.0%                          |
| 3 Prévention du VIH chez les jeunes                                | 14 374 000                                    | 7 021 950          | 7 077 099          | 14 099 049           | 274 952           | 98.1%                           |
| 4 Prévention du VIH auprès des populations clés                    | 16 509 800                                    | 8 533 550          | 7 651 465          | 16 185 015           | 324 785           | 98.0%                           |
| 5 Inégalité entre les genres et VFS                                | 7 054 000                                     | 3 572 200          | 3 482 075          | 7 054 275            | ( 275)            | 100.0%                          |
| 6 Droits de l'homme, stigmatisation et discrimination              | 10 196 700                                    | 4 851 950          | 5 432 438          | 10 284 389           | ( 87 689)         | 100.9%                          |
| 7 Investissement et efficacité                                     | 5 252 400                                     | 2 670 250          | 1 840 037          | 4 510 287            | 742 113           | 85.9%                           |
| 8 Intégration du VIH et des services de santé                      | 7 823 900                                     | 3 982 950          | 3 197 747          | 7 180 697            | 643 203           | 91.8%                           |
| <b>Total des coparrains</b>                                        | <b>94 000 000</b>                             | <b>47 000 000</b>  | <b>45 000 000</b>  | <b>92 000 000</b>    | <b>2 000 000</b>  | <b>97.9%</b>                    |
| <b>II. Fonctions de base</b>                                       |                                               |                    |                    |                      |                   |                                 |
| 1 Leadership, plaidoyer et communication                           | 64 298 000                                    | 30 954 121         | 31 219 629         | 62 173 751           | 2 124 249         | 96.7%                           |
| 2 Partenariats, mobilisation et innovation                         | 55 131 000                                    | 26 188 638         | 27 551 877         | 53 740 515           | 1 390 485         | 97.5%                           |
| 3 Information stratégique                                          | 39 985 000                                    | 18 100 609         | 19 461 839         | 37 562 448           | 2 422 552         | 93.9%                           |
| 4 Coordination, convocation et soutien à la mise en œuvre par pays | 64 282 000                                    | 30 788 961         | 31 884 610         | 62 673 571           | 1 608 429         | 97.5%                           |
| 5 Gouvernance et responsabilité mutuelle                           | 56 304 000                                    | 26 331 531         | 27 526 691         | 53 858 222           | 2 445 778         | 95.7%                           |
| <b>Total secrétariat</b>                                           | <b>280 000 000</b>                            | <b>132 363 860</b> | <b>137 644 646</b> | <b>270 008 506</b>   | <b>9 991 494</b>  | <b>96.4%</b>                    |
| <b>Total général</b>                                               | <b>374 000 000</b>                            | <b>179 363 860</b> | <b>182 644 646</b> | <b>362 008 506</b>   | <b>11 991 494</b> | <b>96.8%</b>                    |

Différences de base

Capitalisation des actifs

( 50 615)

( 284 925)

Remboursement du prêt

( 677 237)

( 653 552)

Différences totales sur la base

( 727 852)

( 938 477)

Différences de temps

Dépenses engagées au cours de la période  
précédente sur l'ensemble des fonds

4 364 883

-

Différences d'entité

Dépenses au titre d'autres fonds

89 103 279

98 237 057

Total des charges selon l'état de la performance  
financière (état II)

272 104 170

279 943 225

L'énoncé des principales conventions comptables et les notes annexes font partie des états financiers.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### 1. DECLARATION DES OBJECTIFS

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a été créé par la résolution 1994/24 du Conseil économique et social (ECOSOC) du 26 juillet 1994 pour « entreprendre un Programme des Nations Unies sur le VIH/sida coparrainé sur la base de la copropriété, de la planification et de l'exécution collaboratives et d'un partage équitable des responsabilités ». L'ONUSIDA se compose actuellement de onze organisations des Nations Unies appelées Coparrains.<sup>2</sup>

Le programme est dirigé par un directeur exécutif, nommé par le Secrétaire général de l'ONU sur recommandation des coparrains, qui relève du Conseil de coordination du programme, qui fait office de conseil d'administration du programme.

Les objectifs de l'ONUSIDA figurent dans le Mémoire d'accord entre les coparrains portant création de l'ONUSIDA et dans les résolutions 1994/24 et 1995/2 du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Les objectifs de l'ONUSIDA ont été affinés et mis à jour dans la nouvelle vision et l'énoncé de mission de l'ONUSIDA qui ont été approuvés par le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA à sa 26e réunion tenue à Genève, du 22 au 24 juin 2010. Il s'agit de :

- **Unir les efforts** des Nations Unies, de la société civile, des gouvernements, du secteur privé, des institutions internationales et des personnes les plus touchées par le VIH ;
- **S'exprimer franchement en faveur** des populations les plus touchées par le VIH pour défendre la dignité humaine, les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes ;
- **Mobiliser les ressources** (acteurs du monde politique, technique, scientifique et financier), ainsi que rappeler sans cesse les responsabilités de chacun en matière de résultats ;
- **Accorder une importance accrue aux facteurs de changement** grâce à des faits et des informations stratégiques, afin de faire en sorte et de garantir que les ressources soient utilisées pour un impact optimal ;
- **Soutenir un leadership national inclusif** destiné à apporter des réponses durables, à la fois intégrales et intégrées à la politique sanitaire nationale et aux efforts de développement.

### 2. BASE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

Les comptes de l'ONUSIDA sont tenus conformément au Règlement financier et aux Règles financières de l'OMS, qui assurent l'administration à l'appui de l'ONUSIDA conformément à la résolution 1994/24 de l'ECOSOC, et à l'article XI du Mémoire d'accord entre les coparrains établissant l'ONUSIDA. Les méthodes comptables et les pratiques d'information financière appliquées par l'ONUSIDA sont donc fondées sur le Règlement financier et les Règles financières de l'OMS.

---

<sup>2</sup> Lorsque l'ONUSIDA a été créée en 1994, le programme était composé de six organisations du système des Nations Unies : le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS, l'UNESCO et la Banque mondiale. Depuis lors, cinq autres agences des Nations Unies, à savoir l'ONUSDC, l'OIT, le PAM, le HCR et ONU Femmes, sont devenues l'ONUSIDA Coparrainants.

Les états financiers ont été préparés selon la comptabilité d'exercice et la continuité de l'exploitation et conformément aux exigences des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) en utilisant la convention sur les coûts historiques. Les investissements et les prêts sont toutefois comptabilisés à la juste valeur ou au coût amorti. Lorsqu'une question spécifique n'est pas couverte par les normes IPSAS, les normes internationales d'information financière (IFRS) appropriées ont été appliquées.

Les états financiers et les notes sont présentés en dollars américains et toutes les valeurs sont arrondies au dollar américain le plus proche.

### **Période financière**

L'exercice financier du Programme à des fins budgétaires est un exercice biennal composé de deux années consécutives. Les états financiers sont préparés annuellement.

### **Monnaie fonctionnelle et conversion de devises étrangères**

La monnaie fonctionnelle et de déclaration du Programme est le dollar américain.

Les opérations en devises sont converties en dollars américains au taux de change opérationnel en vigueur des Nations Unies, qui correspond approximativement aux taux de change aux dates de la transaction. Les taux de change opérationnels sont fixés une fois par mois et révisés en milieu de mois s'il y a des fluctuations importantes des taux de change liés à des devises individuelles.

Les actifs et les passifs libellés dans des devises autres que le dollar américains sont convertis en dollars américains au taux de clôture de fin d'exercice en vigueur aux taux opérationnels de change des Nations Unies. Les gains ou pertes qui en résultent sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

### **Importance relative et utilisation de jugements et d'estimations**

L'importance relative est essentielle à la préparation des états financiers de l'ONUSIDA. Le processus d'examen de l'importance relative de la comptabilité fournit une approche systématique de l'identification, de l'analyse, de l'évaluation, de l'approbation et de l'examen périodique des décisions prises concernant l'importance relative de l'information répartie dans de nombreux domaines de la comptabilité.

Les états financiers comprennent des montants fondés sur le jugement, les estimations et les hypothèses de la direction. Les changements dans les estimations sont reflétés dans la période où ils sont connus. Les estimations comprennent, sans toutefois s'y limiter, l'assurance médicale à prestations déterminées et d'autres obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant); le risque financier sur les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **États financiers**

Conformément à la norme IPSAS 1, un ensemble complet d'états financiers a été établi comme suit :

- Déclaration de la situation financière
- Déclaration de la performance financière
- Déclaration des variations de l'actif net/des capitaux propres
- Déclaration des flux de trésorerie
- Déclaration de comparaison du budget et des montants réels : et

- Notes afférentes aux états financiers, comprenant une description de la base d'établissement et de présentation des états, un résumé des principales méthodes comptables et d'autres renseignements pertinents.

Les conventions comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente dans la préparation des états financiers tout au long de la période.

### 3. PRINCIPALES POLITIQUES COMPTABLES

#### 3.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités disponibles, les dépôts en transit, les espèces en banque et les soldes détenus par l'OMS pour le compte de l'ONUSIDA. Ces soldes sont gérés de manière centralisée par l'OMS et investis pour le compte de l'ONUSIDA conformément aux règles et pratiques de l'OMS. L'ONUSIDA a adopté les notes d'information de l'OMS pour refléter les méthodes comptables applicables aux investissements.

Les instruments financiers sont reconnus lorsque l'OMS/ONUSIDA devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument jusqu'à ce que les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant de ces actifs aient expiré ou aient été transférés et que l'OMS/ONUSIDA ait transféré pour l'essentiel tous les risques et avantages de la propriété. Les placements peuvent être classés comme des actifs financiers ou des passifs financiers à la juste valeur par l'intermédiaire de l'excédent ou du déficit, de la détention jusqu'à l'échéance, des dépôts disponibles de vente et des dépôts bancaires et autres créances. Tous les achats et ventes d'investissements sont comptabilisés sur la base de leur date d'échange.

Les actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par l'intermédiaire d'un excédent ou d'un déficit sont des instruments financiers qui remplissent l'une des conditions suivantes : (i) ils sont détenus à des fins de négociation ; ou (ii) ils sont désignés par l'entité lors de la comptabilisation initiale à la juste valeur par l'intermédiaire d'un excédent ou d'un déficit. Les instruments financiers qui appartiennent à cette catégorie sont évalués à leur juste valeur et tous les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés en excédent ou en déficit et inclus dans l'État de la performance financière de l'OMS/ONUSIDA au cours de la période au cours de laquelle ils surviennent. Tous les instruments dérivés, tels que les swaps, les contrats à terme sur devises et les options, sont classés comme détenus à des fins de négociation, à l'exception des instruments de couverture désignés et efficaces définis dans la norme IPSAS 29. Les actifs financiers des portefeuilles gérés à l'extérieur désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par l'intermédiaire d'un excédent ou d'un déficit sont classés comme actifs courants ou actifs non courants en fonction de l'horizon temporel des objectifs de placement de chaque portefeuille. Si l'horizon temporel est inférieur ou égal à un an, ils sont classés comme actifs courants, et s'il est supérieur à un an, ils sont classés comme actifs non courants.

Les placements détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers non dérivés dont le salaire fixe ou déterminable et l'échéance fixe sont des actifs à échéance fixe que l'OMS a à la fois l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Les placements détenus jusqu'à l'échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, les produits d'intérêts étant comptabilisés sur la base du rendement effectif dans l'état de la performance financière.

Les investissements disponibles à la vente sont classés comme étant disponibles à la vente lorsque l'OMS ne les a pas désignés comme détenus à des fins de négociation ou comme détenus jusqu'à l'échéance. Les éléments disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur (y compris les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier) et les variations de valeur sont comptabilisées dans l'actif net et les capitaux propres. Les charges de dépréciation et les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans l'État de la performance

financière de l'OMS. Au 31 Décembre 2021, aucun actif financier disponible à la vente n'était détenu par l'OMS.

Les dépôts bancaires et autres créances sont des actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les produits courus liés aux intérêts et aux dividendes et les liquidités en attente à recevoir des investissements à régler sont inclus ici. Les dépôts et créances bancaires sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite de toute dépréciation. Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, à l'exception des créances à court terme pour lesquelles la comptabilisation des intérêts serait sans importance. Les intérêts courus sont détenus globalement par l'OMS, ce qui comprend la part de l'ONUSIDA attribuable à la part dans la partie des dépôts bancaires détenue par l'OMS au nom de l'ONUSIDA.

### **3.2 Comptes débiteurs**

Les comptes débiteurs sont comptabilisés à leur valeur de réalisation nette estimée après provision pour non-recouvrement et après un examen minutieux de la créance impayée. Les créances courantes s'entendent pour les montants dus dans les douze mois suivant la date de déclaration, tandis que les créances non courantes sont exigibles plus de douze mois après la date de publication des états financiers.

Une provision pour créances douteuses est comptabilisée lorsqu'il existe un risque que la créance soit dépréciée. Les variations de la provision pour créances douteuses sont comptabilisées dans l'état de la performance financière.

### **3.3 Inventaires**

L'inventaire de l'ONUSIDA ne comprend que des publications en main pour distribution, gratuites, et n'a aucune valeur.

### **3.4 Paiements anticipés**

Les paiements anticipés se rapportent aux montants payés aux fournisseurs pour des biens et des services qui n'ont pas encore été reçus. Des avances sont faites au PNUD pour couvrir les paiements effectués au nom de l'ONUSIDA conformément à l'Accord de travail entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) couvrant la fourniture de services d'appui administratif par le PNUD, signé en avril 1996 et mis à jour en juin 2008. En outre, des avances pourraient être faites aux coparrains de l'ONUSIDA pour leur permettre de s'acquitter de leurs mandats au titre du Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilité de l'ONUSIDA 2016-2021, si nécessaire.

### **3.5 Immobilisations corporelles (PP&E)**

Les immobilisations corporelles d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 dollars américains sont comptabilisées à l'actif non courant dans l'état de la situation financière. Ils sont initialement comptabilisés au coût, à moins qu'ils ne soient acquis par le biais d'une opération non boursière, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Le PP&E est comptabilisé aux coûts historiques moins les amortissements et dépréciations cumulés. Les biens patrimoniaux n'ont pas été évalués et ne sont pas pris en compte dans les états financiers.

Les gains et pertes sur cessions sont déterminés en comparant le produit avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans l'état de la performance financière. Des examens de dépréciation sont effectués pour tous les PP&E chaque année et toutes les pertes sont comptabilisées dans l'état de la performance financière. Les indicateurs de dépréciation comprennent également l'obsolescence et la détérioration du PP&E.

L'amortissement est calculé sur une base linéaire sur la durée de vie utile de l'actif, à l'exception des terrains, qui ne sont pas assujettis à l'amortissement. Les immobilisations corporelles font l'objet d'un examen annuel de la dépréciation afin de s'assurer que la valeur comptable est toujours considérée comme recouvrable. La durée de vie utile estimée des catégories d'actifs qui composent les immobilisations corporelles est présentée dans le tableau ci-dessous.

| Type d'Actifs                | Durée de vie utile estimative (en années) |
|------------------------------|-------------------------------------------|
| Territoires                  | N/A                                       |
| Bâtiments-permanents         | 60                                        |
| Bâtiments – mobiles          | 5                                         |
| Equipements - Accessoires    | 5                                         |
| Véhicules et transports      | 5                                         |
| Equipement de bureau         | 3                                         |
| Equipements de communication | 3                                         |
| Equipements audiovisuel      | 3                                         |
| Equipements informatique     | 3                                         |
| Equipements de réseau        | 3                                         |
| Equipements de sécurité      | 3                                         |
| Autres équipements           | 3                                         |

Les améliorations sont capitalisées sur la durée de vie restante de l'actif lorsque l'amélioration entraîne une augmentation de la durée de vie utile de l'actif ou ajoute de l'espace utilisable. La valeur résiduelle de l'actif et le coût de l'amélioration seront amortis sur la durée de vie utile ajustée (durée de vie restante). Les coûts normaux de réparation et d'entretien sont passés en charges dans l'année où les coûts sont engagés.

### 3.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et la dépréciation accumulés. L'ONUSIDA ne comptabilise les actifs incorporels que si la durée de vie utile de l'actif est supérieure à un an et que sa valeur est supérieure à 100 000 dollars américains. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimée selon la méthode linéaire. La durée de vie utile estimée des « logiciels acquis à l'extérieur » est comprise entre deux et six ans.

Les immobilisations incorporelles sont supposées avoir une valeur résiduelle de zéro, car les immobilisations incorporelles ne sont pas vendues ou transférées à la fin de leur vie utile. Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un examen annuel de la dépréciation.

### 3.7 Baux

Un bail est un contrat par lequel le bailleur cède au locataire, en échange d'un paiement ou d'une série de paiements, le droit d'utiliser un actif pendant une période convenue. L'ONUSIDA examine tous les contrats de location sur une base annuelle pour déterminer s'il s'agit d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-exploitation.

### 3.8 Contributions reçues à l'avance

Les contributions reçues à l'avance découlent d'accords juridiquement contraignants entre l'ONUSIDA et ses donateurs en vertu desquels les fonds sont reçus avant que les montants concernés ne soient dus à l'Organisation.

### **3.9 Comptes à payer et charges à payer**

Les comptes créditeurs sont des passifs pour des biens et services reçus par le programme mais qui n'ont pas encore été payés. Les charges à payer sont des passifs pour lesquels des biens et des services ont été reçus par le programme mais n'ont pas été payés et pour lesquels une facture de paiement à effectuer n'a pas encore été reçue. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont comptabilisés au coût en raison du fait que l'actualisation est considérée comme non significative.

### **3.10 Avantages sociaux**

L'ONUSIDA reconnaît les catégories suivantes d'avantages sociaux :

- Les avantages sociaux à court terme qui sont entièrement exigibles dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice comptable au cours duquel les employés rendent le service connexe ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi ;
- D'autres avantages sociaux à long terme ; et
- Indemnités de cessation d'emploi

#### **3.10 a Avantages sociaux à court terme**

Les passifs sont établis pour les avantages sociaux à court terme des employés, y compris des éléments tels que les salaires, les traitements et les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés et les congés de maladie payés, et les avantages non monétaires (tels que les soins médicaux) pour les employés actuels. Des hypothèses et des évaluations actuarielles ont été utilisées pour mesurer les congés annuels accumulés. En outre, des passifs sont établis pour la valeur des congés accumulés, des congés différés dans les foyers et des heures supplémentaires gagnées mais non rémunérées à la date de déclaration et pour les subventions d'études payables à la date de déclaration qui n'ont pas été incluses dans les dépenses courantes.

#### **3.10 b Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les régimes de retraite, les soins médicaux après l'emploi et l'assurance après l'emploi. Sont également inclus les avantages auxquels les fonctionnaires éligibles ont droit à la résiliation de leur contrat et comprennent les subventions de rapatriement, le déplacement de rapatriement et les voyages de rapatriement. Les prestations postérieures à l'emploi dans le cadre des régimes à prestations déterminées sont mesurées à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (DBO), ajustée pour tenir compte des gains et pertes actuariels non comptabilisés et des coûts de services passés non comptabilisés.

#### **Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies**

L'ONUSIDA est une organisation membre qui participe à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (UNJSPF), qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour fournir des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et connexes au personnel. La Caisse de retraite est un régime à prestations déterminées par capitalisation et multi-employeurs. Conformément à l'article 3 b) du Règlement du Fonds, l'adhésion au Fonds est ouverte aux institutions spécialisées et à toute autre organisation internationale intergouvernementale qui participe au système commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le régime expose les organisations participantes à des risques actuariels associés au personnel actuel et ancien d'autres organisations participant au Fonds, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs du régime et les coûts entre les organisations individuelles participant au régime. L'ONUSIDA et le FSNU, à l'instar des autres organisations participantes au Fonds, ne sont pas en mesure d'identifier la part proportionnelle de l'ONUSIDA dans l'obligation au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime avec une fiabilité suffisante à des fins comptables. Par conséquent, l'ONUSIDA a traité ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées conforme aux exigences de la norme IPSAS 39 (Avantages sociaux). Les contributions de l'ONUSIDA au régime au cours de l'exercice financier sont comptabilisées comme charges dans l'État de la performance financière.

### **3.11 Coûts d'emprunt**

L'ONUSIDA a contracté un prêt sans intérêt du Gouvernement suisse et du Canton de Genève conjointement avec l'OMS pour la construction du bâtiment ONUSIDA/OMS à Genève. Il n'y a pas de frais d'emprunt associés à ce prêt. Les emprunts sont actuellement comptabilisés au coût amorti ; toute différence entre le produit et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état de la performance financière sur la période des emprunts selon la méthode de l'intérêt effectif. Étant donné que le prêt reçu par l'ONUSIDA est un prêt sans intérêt, l'avantage accordé à l'ONUSIDA dans le cadre de cet arrangement a été traité comme une contribution en nature.

### **3.12 Revenus différés**

Les produits reportés sont comptabilisés lorsque des accords juridiquement contraignants entre le Programme et ses donateurs (y compris les gouvernements, les organisations internationales et les institutions privées et publiques) sont confirmés et que les fonds sont affectés et exigibles dans les périodes futures. Les produits reportés qui sont exigibles après un an à compter de la date de déclaration ont été classés comme non courants.

### **3.13 Provisions et passifs éventuels**

Des provisions sont comptabilisées pour les passifs et charges futurs lorsque l'ONUSIDA a une obligation légale ou implicite actuelle à la suite d'événements passés et qu'il est probable que le Programme sera tenu de régler cette obligation. Les provisions sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière et un passif correspondant est établi dans l'état de la situation financière lorsque la survenance de l'obligation de règlement a été établie et peut raisonnablement être estimée.

Les autres engagements qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation des passifs sont indiqués dans l'annexe aux états financiers en tant que passifs éventuels lorsque leur existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de l'ONUSIDA.

### **3.14 Actifs éventuels**

Les actifs éventuels seront divulgués lorsqu'un événement donne lieu à un afflux probable d'avantages économiques ou de potentiel de service et qu'il y a suffisamment d'informations pour évaluer la probabilité de l'afflux d'avantages économiques ou de potentiel de service.

### **3.15 Reconnaissance des revenus**

**Contributions volontaires** - L'ONUSIDA ne reçoit que des contributions volontaires. Les contributions volontaires sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les contributions

volontaires qui sont appuyées par des ententes de financement officielles signées par les deux parties sont comptabilisées comme des produits au moment où l'entente devient exécutoire et lorsque le contrôle de l'actif sous-jacent est obtenu. Lorsqu'il n'y a pas de conditions de paiement spécifiées par le contributeur ou que les conditions de paiement se trouvent dans l'exercice comptable en cours, les produits sont comptabilisés immédiatement.

Les accords qui sont soumis à des conditions telles que l'exécution et / ou la réception de fonds sont subordonnés à une certaine date future, ces accords sont établis en comptabilisant une créance et un produit différé correspondant comme un passif. Les produits sont comptabilisés lorsque la condition est libérée.

**Contributions en nature et en service** - Les contributions de biens ou de services en nature ou en service sont enregistrées au cours de la période au cours de laquelle la contribution a été reçue par l'ONUSIDA. Ils sont comptabilisés en produits et en charges dans les fonds non essentiels à la meilleure estimation de la juste valeur.

### **3.16 Reconnaissance des dépenses**

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment où les biens ont été livrés ou les services rendus et non lorsque de l'argent comptant ou son équivalent est payé.

### **3.17 Information sectorielle - comptabilité des fonds**

La comptabilité des fonds est une méthode de séparation des ressources en catégories (c.-à-d. les fonds) afin d'identifier à la fois la source et l'utilisation des fonds. La création de tels fonds permet d'assurer une meilleure déclaration des revenus et des dépenses ainsi qu'un groupe d'activités distinct pour atteindre ses objectifs et prendre des décisions pour l'allocation future des ressources. Les cinq types de fonds de l'ONUSIDA sont les fonds de base du Budget unifié, les Fonds du Cadre de résultats et de responsabilité, le Budget unifié supplémentaire, les Fonds du Cadre de résultats et de responsabilité, les fonds extrabudgétaires, les fonds communs et les avantages sociaux du personnel et d'autres fonds. Tout transfert entre fonds qui entraînerait un dédoublement des recettes et/ou des dépenses (y compris les coûts d'appui au programme) est éliminé lors de la consolidation. Les actifs et passifs de l'ONUSIDA ne sont pas affectés à des fonds individuels puisque la propriété appartient au Programme, mais les soldes par rapport aux fonds respectifs et à la réserve de fonds de roulement sont comptabilisés.

### **3.18 Déclaration**

L'état des flux de trésorerie (état IV) est préparé selon la méthode indirecte.

### **3.19 Comparaison budgétaire**

Le Cadre unifié pour le budget, les résultats et la responsabilité continue d'être préparé selon une comptabilité de caisse modifiée et est présenté dans les états financiers sous la forme de l'état V, État de comparaison du budget et des montants réels. Le Conseil de coordination du programme approuve le Cadre unifié pour le budget, les résultats et la responsabilité et les états financiers de l'ONUSIDA englobent toutes les activités du Programme.

Comme stipulé dans la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable au budget sont, lorsque les états financiers et le budget ne sont pas établis sur une base comparable, rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers, en identifiant séparément les différences de base, de calendrier, de présentation et d'entité. Il peut également y avoir des différences dans les formats et les schémas de classification adoptés pour la présentation des états financiers et du budget. Étant donné que les bases utilisées pour établir le budget et les états financiers diffèrent, et afin de faciliter une comparaison entre le budget et les états financiers, le rapprochement entre les

montants réels présentés dans l'état V et les montants réels présentés dans les états II et IV est inclus dans les notes afférentes aux états financiers.

## 4. RENSEIGNEMENTS À L'APPUI DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### 4.1 Cas et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie disponible, les soldes des comptes bancaires d'avances, la petite caisse, les dépôts en espèces en transit et les soldes détenus par l'OMS pour le compte de l'ONUSIDA. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus pour respecter des engagements de trésorerie à court terme plutôt qu'à des fins d'investissement ou autres. Le solde reflète également la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans les portefeuilles gérés par les gestionnaires de placements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient au 31 Décembre 2021 à 176 226 258 dollars américains (198 093 402 dollars américains au 31 Décembre 2020).

|                                                                                  | 31 Décembre 2021<br>(en dollars américains) | 31 Décembre 2020<br>(en dollars américains) |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Espèces disponibles et à la banque (régies d'avances)                            | 109 715                                     | 114 703                                     |
| Espèces détenues au nom de l'ONUSIDA par l'OMS                                   | 176 116 543                                 | 197 978 699                                 |
| <b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par l'OMS</b> | <b>176 226 258</b>                          | <b>198 093 402</b>                          |

### Investissements

Les détails des principales méthodes comptables et des méthodes adoptées pour les critères de comptabilisation et de décomptabilisation, la base d'évaluation et la base sur laquelle les gains et les pertes sont comptabilisés, sont énoncés dans les méthodes comptables.

Les principaux objectifs des investissements sont la préservation du capital, le maintien d'une liquidité suffisante pour faire face à tous les paiements de passifs à temps et l'optimisation du rendement des revenus. La Politique d'investissement reflète la nature des fonds, qui peuvent être détenus à court terme, en attendant la mise en œuvre du programme, ou à plus long terme afin de faire face aux engagements au titre des autres fonds à long terme de l'Organisation.

Les investissements à court terme sont des fonds liés à la mise en œuvre en cours du programme, qui sont investis en espèces et en obligations de haute qualité, à court terme, gouvernementales, d'agence, d'entreprises et de dépôts à terme tels que définis dans la politique d'investissement approuvée. Les investissements inclus dans les « actifs financiers à la juste valeur par l'intermédiaire de l'excédent et du déficit » comprennent les titres à revenu fixe et les instruments dérivés détenus pour couvrir les passifs projetés et les besoins de trésorerie imprévus. Les actifs financiers des portefeuilles gérés de l'extérieur, désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par l'intermédiaire d'un excédent ou d'un déficit, sont classés comme des placements à court terme lorsque l'objectif d'horizon de placement de ces portefeuilles est inférieur ou égal à un an. Pour des raisons d'investissement tactique à court terme, les gestionnaires externes de ces portefeuilles peuvent de temps à autre décider d'allonger temporairement la durée moyenne de ces portefeuilles à un peu plus d'un an. Cela ne changera pas la classification à court terme de ces actifs financiers à moins que l'objectif d'horizon de placement du portefeuille et la durée de son indice de référence n'aient été modifiés à plus d'un an. Les investissements dans le portefeuille « détenu jusqu'à l'échéance » d'une durée inférieure à un an sont classés comme actifs courants dans la catégorie « actifs financiers aux coûts amortis ».

Les placements à long terme sont destinés aux fonds gérés dans le cadre du compte de paiement terminal tel que défini dans la politique de placement approuvée et sont investis dans des obligations de haute qualité, à moyen et à long terme, d'État, d'agence et d'entreprise. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit lors de leur comptabilisation initiale dans le portefeuille d'investissement du Fonds de paiements terminaux sont classés comme des investissements à long terme conformément à l'objectif d'horizon de placement du portefeuille et à la durée de son indice de référence, qui sont tous deux supérieurs à un an.

## **Exposition au risque**

L'ONUSIDA partage le risque de l'OMS qui est exposée à des risques financiers, y compris le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix d'investissement. Les instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir une partie de ses expositions au risque. Conformément au Règlement financier de l'OMS, des fonds qui ne sont pas nécessaires à une utilisation immédiate peuvent être investis. Tous les investissements sont réalisés dans le cadre de la politique d'investissement approuvée par le Directeur général de l'OMS. Certains portefeuilles sont gérés par des gestionnaires externes nommés par l'OMS pour gérer les fonds conformément à un mandat défini. Le Comité consultatif d'investissement examine régulièrement les politiques d'investissement, le rendement des placements et le risque d'investissement pour chaque portefeuille de placements. Le Comité est composé de spécialistes de l'investissement extérieur qui peuvent faire des recommandations d'investissement au Directeur général de l'OMS.

### **Risque de crédit**

L'ONUSIDA partage des risques de crédit similaires à ceux de l'OMS et fait des divulgations complètes à ce sujet. Les investissements de l'OMS sont largement diversifiés afin de limiter son exposition au risque de crédit à toute contrepartie d'investissement individuelle. Les investissements sont placés auprès d'un large éventail de contreparties en utilisant des limites minimales de qualité de crédit et des limites d'exposition maximales par contrepartie (et par groupes de contreparties liées) établies dans les mandats d'investissement. Ces limites s'appliquent à la fois aux portefeuilles gérés en interne par le Groupe du Trésor de l'OMS et aux portefeuilles gérés par des gestionnaires de placements externes. Le Groupe du Trésor de l'OMS surveille l'exposition totale aux contreparties dans tous les portefeuilles gérés à l'interne et à l'externe afin de s'assurer que l'exposition totale des contreparties dans tous les portefeuilles est suivie et gérée.

Le risque de crédit et de liquidité pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie est minimisé en investissant uniquement dans les grandes institutions financières qui ont reçu de solides cotes de crédit de qualité d'investissement de la part des principales agences de notation de crédit. Le Groupe du Trésor de l'OMS examine régulièrement les notations de crédit des contreparties approuvées et prend rapidement des mesures chaque fois qu'une notation de crédit est abaissée.

### **Risque de taux d'intérêt**

L'ONUSIDA est exposée au risque de taux d'intérêt par le biais de placements à court et à long terme dans le cadre de placements à revenu fixe. La durée de l'investissement est une mesure de la sensibilité aux variations des taux d'intérêt du marché, et la durée moyenne effective de l'investissement de l'OMS au 31 Décembre 2021 était de 0,8 an pour les investissements à court terme (à l'exclusion des dépôts bancaires) et de 7 ans pour les investissements à long terme. Une augmentation de 1 % du taux d'intérêt entraînerait une diminution de 0,8 % de la valeur des placements à court terme (à l'exclusion des dépôts bancaires) et une diminution de 7 % de la valeur des placements à long terme. Les taux d'intérêt sur les dépôts bancaires à court terme sont fixés au moment de l'investissement ; leurs valeurs ne sont pas affectées par un mouvement ultérieur des taux d'intérêt.

Les instruments dérivés à revenu fixe peuvent être utilisés par des gestionnaires de placements externes pour gérer le risque de taux d'intérêt selon des directives d'investissement strictes. En règle générale, les instruments de taux d'intérêt sont utilisés pour la gestion de la durée du portefeuille et le positionnement stratégique des taux d'intérêt.

## Risque de change

L'ONUSIDA reçoit des contributions volontaires et effectue des paiements dans des devises autres que le dollar américain et elle est exposée au risque de change découlant des fluctuations des taux de change. Les gains et pertes de change sur l'achat et la vente de devises, la réévaluation des soldes comptables de trésorerie et toutes les autres différences de change sont ajustés par rapport aux fonds et aux comptes pouvant recevoir des intérêts dans le cadre du programme de répartition des intérêts. La conversion en dollars des transactions exprimées dans d'autres devises est effectuée aux taux de change opérationnels des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont convertis au taux de clôture de fin d'exercice des taux opérationnels de change des Nations Unies. Les contrats de change à terme sont négociés pour couvrir les expositions aux devises étrangères et pour gérer les flux de trésorerie à court terme. Les gains et pertes réalisés et non réalisés résultant du règlement et de la réévaluation des opérations en devises sont comptabilisés dans l'état de la performance financière (état II).

### Couverture des risques de change sur les coûts salariaux futurs

La valeur des dépenses salariales hors dollar (c'est-à-dire en francs suisses) en 2021 a été protégée de l'impact des fluctuations des taux de change par rapport au dollar américain. La protection a été affectée par la transaction de contrats de devises à terme en 2021. Au 31 Décembre 2021, les contrats de couverture de change à terme s'élevaient à CHF 17,6 millions. Le gain net non réalisé sur ces contrats s'élevait à 0,03 million de dollars américains au 31 Décembre 2021 (gain non réalisé de 0,8 million de dollars américains au 31 Décembre 2020). Les gains ou pertes réalisés sur ces contrats seront comptabilisés à l'échéance des contrats et appliqués au cours de l'année 2022.

### Couverture des risques de change sur les créances et les dettes

Le risque de change résulte des différences entre les taux de change auxquels les créances ou les dettes en devises étrangères sont enregistrées et les taux de change auxquels le reçu ou le paiement est ensuite enregistré. Un programme mensuel de couverture de change est en place pour se protéger contre ce risque de change. Sur une base mensuelle, les expositions relatives aux comptes débiteurs et aux expositions sur comptes créditeurs sont compensées par devise et chaque exposition nette significative aux devises est achetée ou vendue à terme au moyen d'un contrat de change à terme égal et opposé à l'exposition nette aux devises.

Ces expositions sont rééquilibrées à chaque fin de mois pour coïncider avec les paramètres des taux de change opérationnels mensuels des Nations Unies. Grâce à ce processus, les gains ou pertes de change réalisés sur les contrats de change à terme correspondent aux pertes de change non réalisées correspondantes et aux gains sur les mouvements des comptes débiteurs et créditeurs nets. Au 31 Décembre 2021, le total des contrats de couverture de change à terme par devise pour l'ONUSIDA était le suivant :

| Devises vendues à terme | Montant total | Montant total        | Net non réalisé      |
|-------------------------|---------------|----------------------|----------------------|
|                         | vendu         | acheté               | gain/(perte)         |
|                         |               | (dollars américains) | (dollars américains) |
| Dollar Australien       | 4 500 000     | 3 258 261            | ( 13 913)            |
| Euro                    | 9 750 000     | 11 060 862           | 19 887               |
| <b>Total</b>            |               | <b>14 319 123</b>    | <b>5 974</b>         |

## 4.2 Comptes à recevoir

Au 31 Décembre 2021, 118 millions de dollars de contributions à recevoir étaient en souffrance (112,9 millions de dollars au 31 Décembre 2020). Au total, 100 millions de dollars de cette créance sont dus à des lettres de crédit en cours auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ; et 18 millions de dollars représentent les créances dues au cours des exercices futurs (ventilées entre 2023 et au-delà).

|                                                               | 31 Décembre 2021   | 31 Décembre 2020   |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Comptes débiteurs - courants</b>                           |                    |                    |
| Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilisation | 52 495 532         | 68 085 292         |
| Fonds supplémentaires                                         | 44 044 582         | 39 406 973         |
| Fonds extrabudgétaires                                        | 10 091 688         | 2 245 208          |
| Provision pour créance douteuse sur fonds extrabudgétaires    | -                  | -                  |
| <b>Total des comptes débiteurs - courants</b>                 | <b>106 631 802</b> | <b>109 737 473</b> |
| <b>Comptes débiteurs - non courants</b>                       |                    |                    |
| Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilisation | 10 185 355         | 3 109 883          |
| Fonds supplémentaires                                         | 1 067 797          | -                  |
| Fonds extrabudgétaires                                        | -                  | -                  |
| Autrui                                                        | 70 434             | 70 434             |
| <b>Total des comptes débiteurs - non courants</b>             | <b>11 323 585</b>  | <b>3 180 317</b>   |
| <b>Total des comptes débiteurs</b>                            | <b>117 955 387</b> | <b>112 917 790</b> |

### 4.3 Créances du personnel

Conformément au Règlement du personnel de l'OMS, les fonctionnaires ont droit à certaines avances, notamment des avances de salaire, de loyer, d'allocations d'études et de voyage. Les avances sont récupérées périodiquement sur les salaires du personnel par le biais de la masse salariale, à l'exception des bourses d'études qui sont fixées à la fin de l'année scolaire. Les membres du personnel international peuvent recevoir une avance égale au montant estimé de la bourse d'études pour chaque enfant au début de l'année scolaire et sont fixés à la fin de l'année scolaire.

Au 31 Décembre 2021, 2,1 millions de dollars de créances sur le personnel étaient en souffrance, y compris des avances salariales, des avances de loyer, des avances de voyage et des avances de subventions pour études (2,2 millions de dollars au 31 Décembre 2020). Les avances de bourses d'études représentent les avances faites aux membres du personnel pour l'année scolaire 2021-2022.

|                                                  | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|--------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                  | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>Créances du personnel</b>                     |                         |                         |
| Avances salariales                               | 64 489                  | 31 950                  |
| Avances de loyer                                 | 93 222                  | 115 962                 |
| Avances de subventions d'études                  | 1 622 099               | 1 680 638               |
| Avances de voyage                                | ( 1 412)                | 44 254                  |
| Cotisation prévue à l'assurance congé de maladie | 225 440                 | 270 993                 |
| Autres créances du personnel                     | 90 323                  | 33 091                  |
| <b>Total des créances du personnel</b>           | <b>2 094 160</b>        | <b>2 176 889</b>        |

### 4.4 Paiements anticipés

La valeur totale des paiements anticipés au 31 Décembre 2021 s'élevait à 1,0 million de dollars (1,0 million de dollars au 31 Décembre 2020). Sur ce montant, 0,5 million de dollars représentent les paiements aux fournisseurs avant la réception des biens ou des services qui seront imputés aux dépenses en 2022. Le montant restant de 0,5 million de dollars américains concerne les avances faites au PNUD pour couvrir les paiements effectués pour le compte de l'ONUSIDA.

|                                | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>Pré Paiements</b>           |                         |                         |
| Avancées vers le PNUD          | 417 361                 | 493 133                 |
| Avances aux fournisseurs       | 534 806                 | 523 591                 |
| <b>Total des pré paiements</b> | <b>952 167</b>          | <b>1 016 724</b>        |

### 4.5 Autres créances courantes

Au 31 Décembre 2021, 0,4 million de dollars d'autres créances étaient en souffrance (0,3 million de dollars au 31 Décembre 2020), représentant principalement des créances de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

## 4.6 Inventaires

Le Secrétariat ne détenait que des publications destinées à être distribuées sans valeur réalisable. Le coût des publications passées en charges en 2021 était nul.

## 4.7 Immobilisations incorporelles

Le Secrétariat n'a pas d'actifs incorporels à déclarer.

## 4.8 Immobilisations corporelles (PP&E)

### Bâtiment

La valeur comptable du bâtiment de l'ONUSIDA au siège a été calculée au coût moins l'amortissement. Le bâtiment a été construit conjointement avec l'OMS et la propriété est reconnue à la valeur de 50% avec l'OMS. Le terrain sur lequel le bâtiment a été construit a été mis gratuitement à disposition par le gouvernement suisse. La valeur du terrain n'a donc pas été évaluée et divulguée dans les états financiers. La durée de vie utile estimée du bâtiment a été déterminée à 60 ans et a été amortie à l'aide de la méthode linéaire.

### Installations et équipements

L'ONUSIDA a capitalisé toutes les installations et tous les équipements achetés en 2021 d'une valeur de 5 000 dollars ou plus.

Au 31 Décembre 2021, la valeur totale des immobilisations corporelles comptabilisées (nette des amortissements cumulés) s'élevait à 19,6 millions de dollars américains (19,9 millions de dollars américains au 31 Décembre 2020).

Donc la valeur totale des biens (nette des amortissements cumulés) s'élevait à 19,2 millions de dollars américains (19,6 millions de dollars US au 31 Décembre 2020) et la valeur totale des équipements (nette des amortissements cumulés) était de 0,4 million de dollars américains (0,24 million de dollars US au 31 Décembre 2020).

La valeur des actifs achetés en 2021 s'élevait à 284 926 dollars américains et ont été amortis pour un montant de 27 207 dollars américains au prorata de leur mise en service selon la méthode linéaire.

Le matériel d'une valeur initiale de 1,6 million de dollars a été entièrement amorti et est toujours utilisé par le Secrétariat.

|                                               | Bâtiment                | Meubles et luminaires   | Véhicules               | Équipement de communication et de TI | Autres équipements      | Total                   |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                               | (en dollars américains) | (en dollars américains) | (en dollars américains) | (en dollars américains)              | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Coût ou juste valeur                          | 25 613 445              | 11 298                  | 1,275,374.68            | 362 645                              | 412 152                 | 27 674 915              |
| Amortissement cumulé                          | (5 976 474)             | ( 11 298)               | (1 077 870)             | ( 340 578)                           | ( 387 843)              | (7 794 062)             |
| Coût total de portage au 31 Décembre 2020     | 19 636 971              | - 0                     | 197 505                 | 22 067                               | 24 309                  | 19 880 852              |
| Mouvements du 1er Janvier au 31 Décembre 2021 |                         |                         |                         |                                      |                         |                         |
| Ajouts                                        | -                       | -                       | 274 448                 | 10 477                               |                         | 284 926                 |
| Cessions                                      |                         |                         |                         |                                      |                         | -                       |
| Dépréciation                                  | ( 426 891)              | -                       | ( 88 451)               | ( 13 994)                            | ( 17 425)               | ( 546 760)              |
| Total des immobilisations corporelles         | 19 210 080              | - 0                     | 383 502                 | 18 551                               | 6 884                   | 19 619 018              |

## 4.9 Comptes créditeurs

Cela représente le montant total restant dû aux fournisseurs pour les biens et services. Le total des comptes créditeurs pour les activités du programme de l'ONUSIDA au 31 Décembre 2021 s'élevait à 3,6 millions de dollars (4,7 millions de dollars au 31 Décembre 2020).

|                                                                      | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                                      | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>Comptes créditeurs</b>                                            |                         |                         |
| Dettes envers les fournisseurs                                       | 1 504 531               | 2 887 575               |
| Les participants non membres du personnel à la réunion sont payables | 58 637                  | 10 854                  |
| Accumulation de biens et de services                                 | 1 997 256               | 1 811 557               |
| <b>Total - comptes créditeurs</b>                                    | <b>3 560 424</b>        | <b>4 709 986</b>        |

#### 4.10 Sommes à verser pour le Personnel

Le solde total du personnel à payer au 31 Décembre 2021 s'élevait à 0,31 million de dollars (0,24 million de dollars au 31 Décembre 2020). Ces montants se rapportent aux salaires payables et aux autres passifs du personnel.

|                                    | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                    | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>Dettes du personnel</b>         |                         |                         |
| Salaires payables                  | 230 511                 | 162 079                 |
| Autres dettes du personnel         | 77 457                  | 78 689                  |
| <b>Total - dettes de personnel</b> | <b>307 968</b>          | <b>240 768</b>          |

#### 4.11 Avantages du personnel à payer

Les avantages sociaux accumulés comprennent les paiements terminaux, l'assurance maladie et l'assurance maladie du personnel et les passifs dus à un décès ou à une invalidité encourue par le service (Fonds spécial d'indemnisation). En outre, il comprend des provisions pour restructuration.

Les passifs au titre des avantages sociaux du personnel de l'ONUSIDA (à l'exclusion du fonds de restructuration) sont déterminés par des actuaires professionnels. Les études actuarielles commandées ont déterminé divers passifs à établir pour couvrir différents avantages du personnel conformément aux normes IPSAS pour l'OMS, l'ONUSIDA et les autres entités non consolidées au 31 Décembre 2021. Les études actuarielles professionnelles ont été calculées en fonction des données sur le personnel et de l'expérience de paiement antérieure.

|                                                             |                                               | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                             |                                               | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>I. Avantages sociaux accumulés - courant</b>             |                                               |                         |                         |
|                                                             | Paielements terminaux                         | 12 045 537              | 11 157 724              |
|                                                             | Fonds spécial d'indemnisation                 | 23 656                  | 14 677                  |
| <b>Total des avantages sociaux accumulés - courant</b>      |                                               | <b>12 069 193</b>       | <b>11 172 401</b>       |
| <b>Avantages sociaux accumulés - non courants</b>           |                                               |                         |                         |
|                                                             | Paielements terminaux                         | 11 587 853              | 11 360 092              |
|                                                             | Assurance maladie après service               | 121 328 806             | 150 695 211             |
|                                                             | Fonds spécial d'indemnisation                 | 2 680 876               | 2 383 822               |
| <b>Total des avantages sociaux accumulés - non courants</b> |                                               | <b>135 597 535</b>      | <b>164 439 125</b>      |
| <b>Avantages sociaux accumulés</b>                          |                                               |                         |                         |
|                                                             | Paielements terminaux                         | 23 633 390              | 22 517 816              |
|                                                             | Assurance maladie après service               | 121 328 806             | 150 695 211             |
|                                                             | Fonds spécial d'indemnisation                 | 2 704 532               | 2 398 499               |
| <b>Total des avantages sociaux accumulés</b>                |                                               | <b>147 666 728</b>      | <b>175 611 526</b>      |
| <b>II. Fonds de restructuration</b>                         |                                               |                         |                         |
|                                                             | Provision pour restructuration -courant       | 11 700 000              | -                       |
|                                                             | Provision pour restructuration - non courante | 4 800 000               | -                       |
| <b>Provision totale pour restructuration</b>                |                                               | <b>16 500 000</b>       | <b>-</b>                |
| <b>Total général</b>                                        |                                               | <b>164 166 728</b>      | <b>175 611 526</b>      |

## Paielements terminaux

Le Fonds des paielements terminaux a été créé pour financer les émoluments terminaux des membres du personnel, y compris les subventions de rapatriement, les congés annuels accumulés, les voyages de rapatriement et le déplacement en cours de rapatriement. Il est financé par une provision budgétaire salariale et postérieure à l'ajustement.

Les passifs découlant des prestations de rapatriement et des congés annuels sont déterminés par des actuaires-conseils indépendants. Cependant, le congé accumulé est calculé sur une base de débrayage – c'est-à-dire comme si tout le personnel se séparait immédiatement – et, par conséquent, n'est pas actualisé.

L'étude actuarielle au 31 Décembre 2021 a estimé le passif total des paielements terminaux (hors congés annuels) à 12,7 millions de dollars (12,5 millions de dollars au 31 Décembre 2020). Ce calcul n'incluait pas le coût de l'octroi de fin de service et de la séparation d'un commun accord.

Les droits au congé annuel s'élevaient à 10,9 millions de dollars au 31 Décembre 2021 (9,9 millions de dollars au 31 Décembre 2020), ce qui représente une augmentation de 1 million de dollars.

## Assurance maladie après la cessation de service

L'ONUSIDA participe à un régime d'assurance maladie qui est géré comme une entité distincte, l'assurance maladie du personnel de l'OMS, et qui a sa propre gouvernance. Il prévoit le remboursement des frais de soins de santé médicalement reconnus engagés par les membres du personnel, les personnes à charge reconnues et le personnel retraité. Il est financé par les contributions des participants et du Programme.

L'ONUSIDA a reconnu les obligations d'assurance maladie du personnel comme une prestation postérieure à l'emploi. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans l'actif net / capitaux propres conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

Les obligations au titre des prestations définies au 31 Décembre 2021 déterminées par les actuaires professionnels sur la base des données relatives au personnel et de l'expérience de paiement antérieure fournie par l'OMS s'élevaient à 236,4 millions de dollars américains (252 millions de dollars au 31 Décembre 2020), dont 115,1 millions de dollars américains sont financés (y compris les réserves encourues mais non payées), ce qui donne un passif net non capitalisé de 121,3 millions de dollars, qui est reflété dans l'état de la situation financière (état I). Vous trouverez de plus amples détails sur l'assurance maladie du personnel dans le rapport annuel de l'assurance maladie du personnel.

Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages sociaux), le gain actuariel de 38,5 millions de dollars américains a été transféré directement à l'actif net / capitaux propres en 2021 et une accumulation supplémentaire de 9,1 millions de dollars américains a été imputée aux frais de personnel dans l'état de la performance financière (état II).

Il convient de noter que, bien que l'étude actuarielle de l'ACHI reflète un passif non capitalisé de 121,3 millions de dollars au 31 Décembre 2021, à la suite de la décision du Conseil de coordination du programme à sa 30<sup>e</sup> réunion (tenue en juin 2012) de financer entièrement les passifs liés au personnel organisationnel à partir du solde du fonds, un total de 25,1 millions de dollars a été attribué jusqu'à présent au financement du passif de l'ASHI. Par conséquent, le passif non capitalisé de l'ACHI au 31 Décembre 2021 s'élevait à 96,2 millions de dollars (soit 121,3 millions de dollars américains selon l'étude actuarielle moins le financement de 25,1 millions de dollars).

### **Fonds spécial d'indemnisation**

En cas de décès ou d'invalidité imputable à l'exercice des fonctions officielles d'un membre du personnel éligible, le Fonds spécial d'indemnisation couvre tous les frais médicaux, hospitaliers et directement liés raisonnables, ainsi que les frais funéraires. En outre, le fonds versera également une indemnisation au membre du personnel handicapé (pour la durée de l'invalidité) ou aux membres de la famille survivants.

L'ONUSIDA comptabilise le Fonds spécial d'indemnisation en tant qu'allocation postérieure à l'emploi. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans l'actif net / capitaux propres conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

Selon l'étude actuarielle, le passif total s'élevait à 2,7 millions de dollars au 31 Décembre 2021 (2,4 millions de dollars au 31 Décembre 2020). Conformément à la norme IPSAS 39, la perte actuarielle de 0,004 million de dollars américains a été transférée directement à l'actif net / capitaux propres en 2021 et une accumulation supplémentaire de 0,3 million de dollars américains a été comptabilisée par nature des charges dans l'état de la performance financière (état II).

### **Fonds de restructuration**

Une provision pour restructuration a été établie conformément à la norme IPSAS 19, afin de financer le coût du personnel qui a opté pour la séparation d'un commun accord (SMA) et le coût de la résiliation en raison de la suppression de postes à la suite de l'alignement organisationnel. La provision pour restructuration s'est élevée à 16,5 millions de dollars américains, répartis entre courants et non courants.

## Calculs actuariels

Avantages du personnel selon l'évaluation actuarielle  
Tableaux de divulgation IPSAS au 31 Décembre 2021

| Description                                                                          | Assurance maladie<br>après service | Paiements terminaux<br>excluant les congés<br>annuels accumulés | Fonds spécial<br>d'indemnisation |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------|
|                                                                                      | (en dollars américains)            | (en dollars américains)                                         | (en dollars américain)           |
| <b>RAPPROCHEMENT DES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉRNIÉS</b>                |                                    |                                                                 |                                  |
| Obligation au titre des prestations définies au 31 Décembre 2020                     | 252 003 319                        | 12 465 007                                                      | 2 398 499                        |
| Coût du service pour 2021                                                            | 16 423 863                         | 626 357                                                         | 275 602                          |
| Intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies pour 2021                | 503 624                            | 250 103                                                         | 26 303                           |
| (Paiements effectifs de prestations brutes en 2021)                                  | ( 410 313)                         | ( 832 325)                                                      |                                  |
| (Dépenses réelles d'administration après service en 2021)                            | ( 29 771)                          |                                                                 |                                  |
| Contributions réelles des participants après le service en 2021                      | 137 830                            |                                                                 |                                  |
| Modifications au plan adoptées en 2021                                               | -                                  |                                                                 |                                  |
| (Gain)/Perte sur DBO en raison de changements d'hypothèses financières               | (9 562 000)                        | 37 756                                                          | 64 318                           |
| (Gain)/Perte sur DBO en raison d'autres changements d'hypothèse                      | (22 629 784)                       | 158 655                                                         | ( 60 190)                        |
| <b>Obligation au titre des prestations définies au 31 Déc 2021</b>                   | <b>236 436 768</b>                 | <b>12 705 553</b>                                               | <b>2 704 532</b>                 |
| <b>RAPPROCHEMENT DES ACTIFS</b>                                                      |                                    |                                                                 |                                  |
| Valeur marchande des actifs de l'ASHI au 31-12-2020, brute de la réserve IBNP        | 102 888 108                        |                                                                 |                                  |
| (Total réel des paiements bruts de prestations pour 2021)                            | (3 714 669)                        | ( 832 325)                                                      |                                  |
| (Total réel des dépenses administratives de SHI en 2021)                             | ( 269 516)                         |                                                                 |                                  |
| Total réel des contributions des participants à l'SHI en 2021                        | 3 691 170                          |                                                                 |                                  |
| Contributions totales réelles de l'organisation en 2021                              | 7 560 375                          | 832 325                                                         |                                  |
| Intérêts sur les actifs NETs de SHI administrés par l'OMS pour 2021                  | 212 189                            |                                                                 |                                  |
| Gain/(Perte) sur l'actif du régime en 2021                                           | 6 068 305                          |                                                                 |                                  |
| <b>Actifs au 31-Déc-2021, pour SHI Net de 470.1 Reserve</b>                          | <b>116 435 962</b>                 | <b>-</b>                                                        | <b>-</b>                         |
| <b>RAPPROCHEMENT de la réserve engagée mais non payée, compensée à l'actif</b>       |                                    |                                                                 |                                  |
| Réserve engagée mais non payée au 31-12-2020                                         | 1,580,000                          |                                                                 |                                  |
| Intérêts sur la réserve encourue mais non payée pour 2021                            | 3,160                              |                                                                 |                                  |
| (Gain)/Perte sur la réserve encourue mais non payée                                  | ( 255 160)                         |                                                                 |                                  |
| Réserve engagée mais non payée au 31-12-2021                                         | 1 328 000                          |                                                                 |                                  |
| <b>Actif net (actifs bruts moins réserve engagée mais non payée au 31-12-2021)</b>   |                                    |                                                                 |                                  |
| <b>RAPPROCHEMENT DE L'ÉTAT DE CAPITALISATION</b>                                     |                                    |                                                                 |                                  |
| Obligation au titre des prestations définies (DBO)                                   |                                    |                                                                 |                                  |
| Actif                                                                                | 195 518 106                        | 12 705 553                                                      | 1 986 186                        |
| Inactif                                                                              | 40 918 662                         | -                                                               | 718 346                          |
| <b>Total DBO</b>                                                                     | <b>236 436 768</b>                 | <b>12 705 553</b>                                               | <b>2 704 532</b>                 |
| <b>Actifs du régime</b>                                                              |                                    |                                                                 |                                  |
| (Actif brut du régime)                                                               | (116 435 962)                      |                                                                 |                                  |
| Compensation pour la réserve OMS 470.1                                               |                                    |                                                                 |                                  |
| <b>(Actif net du régime)</b>                                                         | <b>(116 435 962)</b>               | <b>-</b>                                                        |                                  |
| Net (Excédent)/Déficit                                                               | 121 328 806                        | 12 705 553                                                      | 2 704 532                        |
| Courant (actif)/passif                                                               |                                    | 1 117 700                                                       | 23 656                           |
| Non courant (actif)/passif                                                           | 121 328 806                        | 11 587 853                                                      | 2 680 876                        |
| Gain/(Perte) non reconnu                                                             |                                    | 196 411                                                         | 4 128                            |
| <b>Passif net (actif)/passif comptabilisé dans l'état de la situation financière</b> | <b>121 328 806</b>                 | <b>12 705 553</b>                                               | <b>2 680 876</b>                 |
| <b>(Gain)/Perte sur l'obligation au titre des prestations définies</b>               | <b>(38 515 249)</b>                |                                                                 |                                  |
| Courant (actif)/passif                                                               |                                    | 1 117 700                                                       | 23 656                           |
| Non courant (actif)/passif                                                           | 121 328 806                        | 11 587 853                                                      | 2 680 876                        |
| <b>Passif net (actif)/passif comptabilisé dans l'état de la situation financière</b> | <b>121 328 806</b>                 | <b>12 705 553</b>                                               | <b>2 704 532</b>                 |
| <b>Dépenses annuelles pour 2021</b>                                                  |                                    |                                                                 |                                  |
| Coût du service                                                                      | 16 423 863                         | 626 357                                                         | 275 602                          |
| Frais d'intérêt                                                                      | 294 595                            | 250 103                                                         | 26 303                           |
| Réévaluations                                                                        |                                    | 196 411                                                         |                                  |
| Service passé (crédit)/coût                                                          | 0                                  |                                                                 |                                  |
| <b>Contributions comptables attendues en 2021</b>                                    | <b>16 718 458</b>                  | <b>1 072 871</b>                                                | <b>301 905</b>                   |
| Contributions prévues de l'organisation en 2022                                      | 8 399 000                          | 1 131 585                                                       | 23 845                           |
| Contributions de l'ONUSIDA au personnel actif                                        | 962 000                            |                                                                 |                                  |
| Contributions de l'ONUSIDA pour les inactifs                                         |                                    |                                                                 |                                  |
| <b>Total des contributions prévues pour 2022</b>                                     | <b>9 361 000</b>                   | <b>1 131 585</b>                                                | <b>23 845</b>                    |
| <b>Analyse de sensibilité</b>                                                        |                                    |                                                                 |                                  |
| <b>31 décembre 2021 Obligation au titre des prestations définies</b>                 |                                    |                                                                 |                                  |
| Hypothèse actuelle d'inflation médicale moins 1 %                                    | 168 506 373                        |                                                                 |                                  |
| Hypothèse actuelle de l'inflation médicale                                           | 237 764 768                        |                                                                 |                                  |
| Hypothèse actuelle d'inflation médicale plus 1 %                                     | 332 659 163                        |                                                                 |                                  |
| Hypothèse actuelle du taux d'actualisation moins 1 %                                 | 322 153 101                        | 13 771 806                                                      | 3 506 939                        |
| Hypothèse actuelle du taux d'actualisation                                           | 237 764 768                        | 12 705 553                                                      | 2 704 532                        |
| Hypothèse actuelle du taux d'actualisation plus 1 %                                  | 178 841 821                        | 11 772 889                                                      | 2 133 412                        |

## **Méthodes et hypothèses actuarielles**

Chaque année, le Programme identifie et sélectionne les hypothèses et les méthodes qui seront utilisées par les actuaires dans l'évaluation de fin d'exercice pour déterminer les exigences en matière de dépenses et de contributions pour les avantages sociaux du Personnel du Programme. Les hypothèses actuarielles doivent être divulguées dans les états financiers conformément à la norme IPSAS 39. De plus, chaque hypothèse actuarielle doit être divulguée en termes absolus.

#### Date de mesure

|                |                  |
|----------------|------------------|
| Tous les plans | 31 Décembre 2021 |
|----------------|------------------|

#### Taux d'escompte

| Paiements terminaux (autres que les congés accumulés) | <p>Le taux d'actualisation utilisé est de 2,1 % (diminution par rapport à 3 % dans l'évaluation précédente). Sur la base des paiements de prestations projetés avec des pondérations de 100% sur la courbe Aon AA au-dessus de la médiane en dehors de la Suisse. Le taux d'actualisation qui en résulte est arrondi au 0,1 % le plus proche.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                     |  |  |        |           |            |     |     |    |
|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--|--|--------|-----------|------------|-----|-----|----|
| Assurance maladie après service                       | <p>Europe — 0,4 % (augmentation par rapport à 0,2 % de l'évaluation précédente).</p> <p>Amériques – 3,2 % (augmentation par rapport à 2,9 % de l'évaluation précédente).</p> <p>Autres pays : 2,9 % (augmentation par rapport à 2,7 % de l'évaluation antérieure).</p> <p>Les taux d'actualisation sont basés sur les rendements des obligations d'entreprises de haute qualité. L'approche de la courbe de rendement est utilisée pour refléter les flux de trésorerie attendus et l'exposition présumée aux devises propres à l'ASHI.</p> <p>Le passif est assumé en francs suisses, en euros et en dollars américains, sur la base de la composition approximative du passif de l'ONUSIDA et des courbes de rendement suivantes:</p> <p style="text-align: right;">Suisse - SIX</p> <p>Courbe de la Bourse Suisse Zone Euro - iBoxx Courbe zone Euro Etats-Unis - Aon Hewitt AA Bond Universe</p> <p>Les taux d'actualisation pour l'évaluation au 31 décembre 2021 sont basés sur la combinaison de devises des allégations de santé après service et non sur les emplacements géographiques des bureaux de l'ONUSIDA. Les taux résultants qui sont arrondis au 0,1 % le plus proche sont indiqués dans le tableau ci-dessous :</p> <table><tr><th colspan="3">% du taux pour 2021</th></tr><tr><th>Suisse</th><th>Zone Euro</th><th>États-Unis</th></tr><tr><td>80%</td><td>20%</td><td>0%</td></tr></table> | % du taux pour 2021 |  |  | Suisse | Zone Euro | États-Unis | 80% | 20% | 0% |
| % du taux pour 2021                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                     |  |  |        |           |            |     |     |    |
| Suisse                                                | Zone Euro                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | États-Unis          |  |  |        |           |            |     |     |    |
| 80%                                                   | 20%                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 0%                  |  |  |        |           |            |     |     |    |
| Fonds spécial d'indemnisation                         | <p>Le taux d'actualisation utilisé est de 1,1 % (diminution par rapport à 1,6 % de l'évaluation précédente). Sur la base des paiements d'avantages projetés combinés de l'évaluation précédente avec des pondérations de 75% sur la courbe de rendement Aon Hewitt AA Bond Universe et de 25% sur la courbe de rendement SIX Swiss Exchange au 31 décembre 2019. Le taux d'actualisation qui en résulte est arrondi au 0,1 % le plus proche.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                     |  |  |        |           |            |     |     |    |

#### Inflation générale annuelle

|                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Paiements terminaux (autres que les congés accumulés) | Le taux d'inflation moyen pondéré utilisé est de 2 %. Les pondérations régionales utilisées sont de 100% sur les taux non suisses. Arrondissement des taux d'inflation moyens pondérés qui en résultent pour chaque régime au 0,1 % le plus proche.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Assurance maladie après service                       | <p>Europe — 1,2 % (Augmentation par rapport à 1,1 % de l'évaluation précédente).</p> <p>Amériques – 2,5 % (Augmentation de 2% de l'évaluation précédente)</p> <p>Autres pays : 2,4 % (augmentation par rapport à 1,9 % de l'évaluation antérieure).</p> <p>Les taux d'inflation sont fondés sur une moyenne pondérée des hypothèses communes des Nations Unies (pour les régimes de longue durée). Ceux-ci sont de 0,9% pour la Suisse, de 2,2% pour la zone euro et de 2,5% pour les États-Unis selon les directives du Groupe de travail du système des Nations Unies sur les normes comptables en utilisant la même méthodologie moyenne pondérée que le taux d'actualisation.</p> |
| Fonds spécial d'indemnisation                         | Le taux d'inflation moyen pondéré utilisé est de 1,5 %. Les pondérations régionales utilisées sont de 75% sur le taux non suisse et de 25% sur le taux suisse. Arrondissement des taux d'inflation moyens pondérés qui en résultent pour chaque régime au 0,1 % le plus proche.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### Échelle salariale annuelle

|                |                                                                                                                                                                     |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tous les plans | Comprend les augmentations au mérite et les promotions, plus les augmentations statiques de 3,5 % pour l'inflation générale, plus la croissance de la productivité. |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### Méthode actuarielle

|                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Voyage de rapatriement et déménagement lors du rapatriement                                  | Calculé à l'aide du crédit unitaire projeté avec prorata de service, avec une période d'attribution allant de la « date d'entrée en service » à la séparation. Plus une augmentation de 2 % est appliquée pour les prestations encourues mais non encore versées (IBNP)               |
| Allocation de rapatriement, indemnité de résiliation et allocation en cas de décès           | Calculé à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées avec prorata du taux d'exercice. Plus une augmentation de 2 % est appliquée pour les prestations encourues mais non encore versées (IBNP)                                                                               |
| Congés accumulés                                                                             | La responsabilité est égale à la responsabilité du départ comme si tout le personnel se séparait immédiatement. Plus une augmentation de 2 % est appliquée pour les prestations encourues mais non encore versées (IBNP)                                                              |
| Abolition de l'octroi de postes, de la fin de service et de la séparation d'un commun accord | Ces avantages sont considérés comme des indemnités de cessation d'emploi en vertu de la norme IPSAS 39 et, par conséquent, exclus de l'évaluation.                                                                                                                                    |
| Fonds spécial d'indemnisation                                                                | Calculé à l'aide du crédit unitaire projeté, avec une période d'attribution allant de la « date d'entrée en service » à la séparation.                                                                                                                                                |
| Assurance maladie après service                                                              | Les passifs sont attribués selon la méthode du crédit unitaire projeté de façon linéaire, de la « date d'entrée en service » à la date d'admissibilité complète (la plus récente des 55 ans, 10 ans de service et cinq ans de service continu) et de la date de départ à la retraite. |



#### Annual Salary Scale

|           |                                                                                                                   |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| All Plans | Includes merit/promotional increases, plus 3.5% static increases for general inflation, plus productivity growth. |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### Actuarial Method

|                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Repatriation Travel and Removal on Repatriation                             | Calculated using projected unit credit with service prorate, with an attribution period from the "entry on duty date" to separation. Plus 2% increase is applied for incurred but not yet paid benefits (IBNP)                                              |
| Repatriation Grant, Termination Indemnity, and Grant in Case of Death       | Calculated using the projected unit credit method with accrual rate proration. Plus 2% increase is applied for incurred but not yet paid benefits (IBNP)                                                                                                    |
| Accrued Leave                                                               | The liability is set equal to the walk-away liability as if all staff separated immediately. Plus 2% increase is applied for incurred but not yet paid benefits (IBNP)                                                                                      |
| Abolition of Post, End-of-Service Grant, and Separation by Mutual Agreement | These benefits are considered termination benefits under IPSAS 39 and, therefore, excluded from the valuation.                                                                                                                                              |
| Special Fund for Compensation                                               | Calculated using projected unit credit, with an attribution period from the "entry on duty date" to separation.                                                                                                                                             |
| After- Service Health Insurance                                             | Liabilities are attributed using the projected unit credit method linearly from the "entry on duty date" to the earlier of the full eligibility date (the latest of age 55, 10 years of service, and five years of continuous service) and retirement date. |

### Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

L'ONUSIDA est une organisation membre qui participe à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la « Caisse »), qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour fournir des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et connexes aux employés. Le Fonds est un régime à prestations déterminées multi-employeurs par capitalisation. Conformément à l'article 3 b) du Règlement du Fonds, l'adhésion au Fonds est ouverte aux institutions spécialisées et à toute autre organisation internationale intergouvernementale qui participe au système commun de traitements, d'indemnités et d'autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le Fonds expose les organisations participantes à des risques actuariels associés aux employés actuels et anciens d'autres organisations participant au Fonds, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs du régime et les coûts entre les organisations individuelles participant au Fonds. L'ONUSIDA et le Fonds, à l'instar des autres organisations participantes au Fonds, ne sont pas en mesure d'identifier la part proportionnelle de l'ONUSIDA dans l'obligation au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime avec une fiabilité suffisante à des fins comptables. Par conséquent, l'ONUSIDA a traité ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations déterminées conforme aux exigences de la norme IPSAS 39, Avantages sociaux. Les contributions de l'ONUSIDA au Fonds au cours de l'exercice sont comptabilisées comme charges dans l'État de la performance financière.

Le Règlement de la Caisse stipule que la Commission des pensions doit faire faire une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans par l'actuaire-conseil. La pratique de la Commission des pensions a été d'effectuer une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode de l'agrégat de groupe ouvert. L'objectif principal de l'évaluation actuarielle est de déterminer si l'actif actuel et l'actif futur estimatif du Fonds seront suffisants pour faire face à ses passifs.

L'obligation financière de l'ONUSIDA envers le FSNU comprend sa contribution obligatoire, au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations membres) ainsi que toute part de tout paiement pour insuffisance actuarielle en vertu de l'article 26 du Règlement de la Caisse de pensions. Ces paiements compensatoires ne sont payables que si et quand l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26, après avoir déterminé qu'il existe une exigence de paiements compensatoires fondée sur une évaluation de

la suffisance actuarielle de la Caisse de pensions à la date d'évaluation. Chaque organisation membre contribue à cette insuffisance d'un montant proportionnel au total des cotisations que chacune a versées au cours des trois années précédant la date d'évaluation.

La dernière évaluation actuarielle du Fonds a été achevée au 31 Décembre 2019 et l'évaluation au 31 Décembre 2021 est en cours. Un report des données de participation du 31 Décembre 2019 au 31 Décembre 2020 sera utilisé par le Fonds pour ses états financiers 2020.

L'évaluation actuarielle au 31 Décembre 2019 a donné lieu à un ratio capitalisé des actifs actuariels aux passifs actuariels, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustements futurs des régimes de retraite, de 144,2 % (139,2 % dans l'évaluation de 2017). Le ratio de capitalisation était de 107,1 % (102,7 % dans l'évaluation de 2017) lorsque le système actuel d'ajustement des pensions a été pris en compte.

Après avoir évalué la suffisance actuarielle du Fonds, l'actuaire-conseil a conclu qu'il n'y avait aucune exigence, au 31 Décembre 2019, de paiements compensatoires en vertu de l'article 26 du Règlement du Fonds, car la valeur actuarielle des actifs dépassait la valeur actuarielle de tous les passifs courus dans le cadre du régime. De plus, la valeur marchande des actifs dépassait également la valeur actuarielle de tous les passifs courus à la date d'évaluation. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 était invoqué en raison d'une insuffisance actuarielle, soit pendant l'opération en cours, soit en raison de la fin du régime de retraite de la CSNUSPF, les paiements compensatoires exigés de chaque organisation membre seraient fondés sur la proportion des cotisations de cette organisation membre dans le total des cotisations versées au Fonds au cours des trois années précédant la date d'évaluation. Le total des contributions versées au CSNU au cours des trois années précédentes (2018, 2019 et 2020) s'est élevé à 7 993,15 millions USD, dont 0,78 % ont été versés par l'Agence.

En 2021, les contributions versées à la COMMISSION SPF se sont élevées à 22,9 millions de dollars (22 millions de dollars en 2020). Les contributions attendues en 2022 s'élèvent à environ 22,9 millions de dollars.

La qualité de membre du Fonds peut prendre fin par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation affirmative du Conseil des pensions. Une part proportionnelle de l'actif total du Fonds à la date de résiliation est versée à l'ancien organisme membre au bénéfice exclusif de son personnel qui participait au Fonds à cette date, conformément à un arrangement convenu d'un commun accord entre l'organisation et le Fonds. Le montant est déterminé par le Conseil mixte des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies sur la base d'une évaluation actuarielle de l'actif et du passif de la Caisse à la date de cessation d'activité ; aucune partie de l'actif qui excède le passif n'est incluse dans le montant.

Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies procède chaque année à un audit du Fonds et fait rapport à l'Office des pensions et à l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'audit chaque année. Le Fonds publie des rapports trimestriels sur ses investissements, et ceux-ci peuvent être consultés en visitant le Fonds à [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org).

#### **4.12 Revenus Différés**

Au 31 Décembre 2021, les revenus différés s'élevaient à 17,5 millions de dollars (24,1 millions de dollars au 31 Décembre 2020). Il s'agit d'engagements pluriannuels pris en 2021 pour lesquels la comptabilisation des produits a été reportée aux exercices futurs. Sur ce montant, 8,1 millions de dollars américains représentent des revenus reportés non courants pour 2022 et les exercices futurs.

|                                                               | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                               | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Revenus reportés - courants                                   |                         |                         |
| Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilisation | 7 532 052               | 17 010 238              |
| Fonds supplémentaires                                         | 1 788 626               | 1 843 787               |
| Fonds extrabudgétaires                                        | -                       | 2 153 520               |
| Total des revenus reportés - courant                          | 9 320 678               | 21 007 545              |
| Deferred revenue - non-current                                |                         |                         |
| Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilisation | 7 075 472               | 3 109 883               |
| Fonds supplémentaires                                         | 1 067 797               | -                       |
| Total des produits reportés - non courants                    | 8 143 269               | 3 109 883               |
| <b>Total des revenus reportés</b>                             | <b>17 463 947</b>       | <b>24 117 428</b>       |

#### 4.13 Emprunts à long terme

Lors de sa 12<sup>e</sup> réunion en mai 2004, le Conseil de coordination du programme a approuvé la négociation par l'ONUSIDA d'un prêt direct avec la Confédération suisse pour la construction d'un nouveau bâtiment à Genève pour l'ONUSIDA et l'OMS pour un coût estimé à 66 millions de francs, dont la part de l'ONUSIDA était estimée à 33 millions de francs. En Décembre 2003, la Confédération suisse a accepté d'accorder un prêt sans intérêt de 59,8 millions de francs, dont 29,9 millions de francs pour l'ONUSIDA. Le remboursement sur une période de 50 ans de la part de l'ONUSIDA dans le prêt sans intérêt accordé par la Confédération suisse s'effectue par la réaffectation de fonds autrement dépensés pour la location de bureaux à compter de la première année de l'achèvement du bâtiment. Le bâtiment a été achevé en novembre 2006. Le montant au titre des bâtiments comprend 25,6 millions de dollars américains, ce qui représente la part de 50 pour cent des dépenses engagées par l'ONUSIDA sur le bâtiment jusqu'au 31 Décembre 2007.

Le taux des obligations à 30 ans de la Confédération était de -0,095% en Décembre 2021 (-0,356% pour 2020). Par conséquent, conformément aux principes comptables prudents, l'encours non courant de 22,2 millions de dollars américains pour le prêt à la construction de l'ONUSIDA n'a pas été actualisé. Sur l'encours total du prêt, qui s'élève à 22,9 millions de dollars, 0,7 million de dollars américains sera dû au cours des 12 prochains mois et est présenté comme un passif courant, qui est indiqué séparément.

#### 4.14 Autres passifs courants

Au 31 Décembre 2021, 0,24 million de dollars américains sont dus pour d'autres engagements courants (0,15 million de dollars au 31 Décembre 2020). Ceux-ci représentent les charges à payer au titre des pensions accumulées par l'ONUSIDA pour le compte d'agents temporaires.

|                                        | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|----------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                        | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>Autre passif courant</b>            |                         |                         |
| Responsabilité de la pension accumulée | 222 061                 | 147 582                 |
| Responsabilité financière              | 13 913                  | -                       |
| <b>Total - Autres passifs courants</b> | <b>235 975</b>          | <b>147 582</b>          |

#### **4.15 Variations de l'actif net/situation nette**

Pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021, l'actif net/situation nette a augmenté de 3,4 millions de dollars US, dont 38,5 millions de dollars US liés au gain actuariel au titre de l'ASHI et de la SFFC qui ont été transférés directement à l'actif net/situation nette conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages sociaux) et 35,1 millions de dollars US liés à un déficit en 2021 (contre un déficit de 2,6 millions USD en 2020).

Conformément à l'approbation par le Conseil de coordination du programme pour financer la reconstitution annuelle du Fonds pour la rénovation des bâtiments, le Directeur exécutif a autorisé en 2021 le transfert d'un total de 0,43 million de dollars du solde du Fonds vers le Fonds pour la rénovation des bâtiments. Lors de sa 48e réunion tenue du 29 juin au 2 juillet 2021, le Conseil de coordination du programme a pris note de la décision du Directeur exécutif.

Les passifs non financés liés au personnel s'élevaient à 102 millions de dollars au 31 Décembre 2021 (119,5 millions de dollars au 31 Décembre 2020), soit une baisse nette de 17,5 millions de dollars. Le fonds pour les droits du personnel non salarié s'élevait à 7,3 millions de dollars au 31 Décembre 2021 (4,7 millions de dollars au 31 Décembre 2020), soit une augmentation de 2,6 millions de dollars.

#### **4.16 Fonds de réserve d'exploitation**

En attendant la réception des contributions de base, l'exécution du cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilité peut être financée par le Fonds de réserve pour le fonctionnement (ORF), qui a été créé par le Conseil de coordination du programme en juin 1996. Les règles et procédures régissant l'utilisation du BLR par le Directeur exécutif ont été arrêtées par le Conseil de coordination du programme lors de sa sixième réunion tenue à Genève en mai 1998.

#### **4.17 Fonds pour la rénovation des bâtiments**

Le Fonds pour la rénovation des bâtiments a été créé par le Conseil de coordination du programme lors de sa 30<sup>e</sup> réunion en juin 2012. Ce fonds a été créé pour couvrir les coûts futurs des réparations majeures, des modifications et des investissements dans l'immeuble de bureaux de l'ONUSIDA.

Le Conseil de coordination du programme a également approuvé la reconstitution annuelle du fonds pour un montant équivalent à l'amortissement cumulé du bâtiment de l'ONUSIDA. Conformément à la décision du programme de coordination, le Fonds pour la rénovation des bâtiments a été augmenté de 0,43 million de dollars en 2021 (même montant que l'année dernière).

## 5. RENSEIGNEMENTS À L'APPUI DE L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

### 5.1 Aperçu de la déclaration

L'État de la performance financière consolide les recettes et les dépenses de toutes les activités du Programme. L'état sépare les activités d'exploitation de celles découlant des opérations de financement.

### 5.2 Revenus

Les contributions volontaires au Programme se sont élevées à 241,8 millions de dollars (267,9 millions de dollars pour 2020). Dont 231,2 millions de dollars des gouvernements ; 6 millions de dollars des coparrainants de l'ONUSIDA ; et un montant net de 4,6 millions de dollars provenant d'autres recettes de fonctionnement provenant d'organisations intergouvernementales, d'autres organismes des Nations Unies, d'institutions et du secteur privé. (Ce chiffre comprend un montant de 2,2 millions de dollars représentant des contributions en cours d'emploi) et des recettes diverses de 0,3 million de dollars.

| Revenu                                        | 2021                                              |                                                     |                                                      | Total 2021         | Total 2020<br>(in US dollars) |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------------|
|                                               | Fonds de base<br>UBRAF<br>(en dollars américains) | Fonds<br>supplémentaires<br>(en dollars américains) | Fonds<br>extrabudgétaires<br>(en dollars américains) |                    |                               |
| <b>Contributions volontaires</b>              |                                                   |                                                     |                                                      |                    |                               |
| Gouvernements                                 | 165 886 216                                       | 45 983 767                                          | 19 319 104                                           | 231 189 087        | 257 816 210                   |
| Coparrainants                                 | -                                                 | 5 914 460                                           | 77 114                                               | 5 991 574          | 6 343 310                     |
| Autrui                                        | 52 808                                            | 4 545 105                                           | 14 583                                               | 4 612 496          | 3 701 269                     |
| <b>Contributions volontaires sous-totales</b> | <b>165 939 024</b>                                | <b>56 443 332</b>                                   | <b>19 410 801</b>                                    | <b>241 793 157</b> | <b>267 860 789</b>            |
| Divers                                        | 266 198                                           | 3 283                                               | -                                                    | 269 481            | 241 656                       |
| <b>Total des revenus</b>                      | <b>166 205 222</b>                                | <b>56 446 615</b>                                   | <b>19 410 801</b>                                    | <b>242 062 638</b> | <b>268 102 445</b>            |

### 5.3 Dépenses

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment où les biens ont été livrés ou les services rendus. Une charge représente un engagement ou une obligation ferme pour des biens et des services qui n'ont pas été livrés. Les charges ne sont pas déclarées dans l'état de la performance financière (état II).

#### 5.3.1 Dépenses de personnel et autres dépenses de personnel

Les dépenses de personnel et autres dépenses de personnel représentent le coût total de l'emploi du personnel sur tous les sites, y compris la rémunération du salaire de base, l'ajustement après le poste et tout autre type de droits (par exemple, pension et assurance) payés par le programme. Les charges de personnel comprennent également l'augmentation du passif actuariel de SHI qui est comptabilisé en charges dans l'état de la performance financière. Il comprend également le coût du personnel qui a opté pour la séparation par accord mutuel (SMA) et la résiliation.

| Description                                                         | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                                     | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Coût salarial                                                       | 107 606 613             | 102 008 965             |
| Coût actuariel                                                      | 9 424 466               | 37 596 250              |
| Coût de la séparation d'un commun accord (SMA) et de la résiliation | 16 500 000              | 1 220 630               |
| Autres frais de personnel                                           | 10 407 101              | 9 450 963               |
| <b>Coût total du personnel</b>                                      | <b>143 938 180</b>      | <b>150 276 808</b>      |

### 5.3.2 Transferts et subventions aux contreparties

Les transferts et les subventions aux contreparties représentent les subventions accordées aux homologues nationaux, les lettres d'accords signées avec des entités des Nations Unies, des organisations non gouvernementales à but non lucratif et des établissements universitaires pour mener des activités visant à atteindre les objectifs spécifiques du Secrétariat de l'ONUSIDA et les transferts aux coparrains de l'ONUSIDA pour leur part du Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilité pour 2020-2021. Les transferts et les subventions aux gouvernements sont appelés coopération financière directe. Les fonds sont normalement dépensés au moment du transfert au partenaire contractuel.

| Description                                             | 31 Décembre 2021        | 31 Décembre 2020        |
|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                         | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Coopération financière directe                          | 2 915 587               | 3 204 426               |
| Lettre d'entente                                        | 84 287 395              | 75 767 066              |
| <b>Total Transfert et subventions aux contreparties</b> | <b>87 202 982</b>       | <b>78 971 492</b>       |

### 5.3.3 Services contractuels

Les services contractuels représentent des dépenses pour les fournisseurs de services. Les principales composantes sont les accords d'exécution des travaux (APM), des contrats de consultation donnés à des particuliers pour effectuer des activités pour le compte du programme.

| <b>Description</b>                                       | <b>31 Décembre 2021</b> | <b>31 Décembre 2020</b> |
|----------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                          | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Services contractuels                                    | 29 447 041              | 25 059 913              |
| Frais de sécurité                                        | 1 856 508               | 1 627 505               |
| Formation                                                | 1 067 001               | 471 496                 |
| Mise en œuvre directe et<br>Contrats de service spéciaux | 136 432                 | 95 580                  |
| <b>Total des services contractuels</b>                   | <b>32 506 982</b>       | <b>27 254 494</b>       |

#### **5.3.4 Frais généraux d'exploitation**

Les frais généraux d'exploitation représentent les dépenses liées aux opérations générales à l'appui du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays. Cela comprend les coûts tels que les services publics, les télécommunications et le loyer.

| <b>Description</b>            | <b>31 Décembre 2021</b> | <b>31 Décembre 2020</b> |
|-------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                               | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Frais généraux d'exploitation | 13 725 026              | 13 136 679              |

#### **5.3.5 Déplacements**

Les déplacements du personnel, des participants aux réunions et des consultants payés par l'ONUSIDA sont inclus dans les frais de voyage totaux. Les frais de déplacement comprennent les billets d'avion, les indemnités journalières et les autres frais liés aux voyages.

| <b>Description</b> | <b>31 Décembre 2021</b> | <b>31 Décembre 2020</b> |
|--------------------|-------------------------|-------------------------|
|                    | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Voyage             | 1 856 094               | 1 509 515               |

#### **5.3.6 Équipement, véhicules et mobilier**

L'équipement, les véhicules et le mobilier sont facturés à titre de frais au point de livraison. Les PP&E achetés en 2021 ont été comptabilisés et capitalisés conformément à la norme IPSAS 17.

| <b>Description</b>                 | <b>31 Décembre 2021</b> | <b>31 Décembre 2020</b> |
|------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                    | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Équipements, véhicules et mobilier | 167 201                 | 405 672                 |

### 5.3.7 Amortissement

L'amortissement a été imputé sur les immobilisations corporelles (PP&E) selon la méthode linéaire. L'amortissement est la dépense résultant de l'allocation systématique des montants sur le PP&E sur leur durée de vie utile. La durée de vie utile du bâtiment a été estimée à 60 ans. La durée de vie utile des meubles et des véhicules a été estimée à 5 ans et celle de l'équipement à 3 ans.

| Description  | 31 Décembre 2021<br>(en dollars américains) | 31 Décembre 2020<br>(en dollars américains) |
|--------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Dépréciation | 546 760                                     | 549 510                                     |

### 5.4 Revenus financiers (coût)

Le total des intérêts s'est élevé à 1,9 millions de dollars américains pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021; les gains de change nets réalisés se sont élevés à 1,6 millions de dollars américains; Les pertes de change nettes latentes sur réévaluation des comptes débiteurs et les ajustements de prêts suisses se sont élevées à 1,4 millions de dollars américains et comprennent également les frais d'intérêts actuariels liés à l'évaluation des paiements terminaux et du Fonds spécial d'indemnisation pour 0,3 million de dollars américains. Cela s'est traduit par un montant total net des recettes financières de 2,8 millions de dollars au 31 Décembre 2021 (1,4 million de dollars au 31 Décembre 2020).

|                                                                                    | 31 Décembre 2021<br>(en dollars américains) | 31 Décembre 2020<br>(en dollars américains) |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| <b>Recettes financières</b>                                                        |                                             |                                             |
| Intérêt                                                                            | 1 867 055                                   | 4 381 397                                   |
| Gains ou (pertes) de change nets réalisés                                          | 1 614 003                                   | ( 898 661)                                  |
| Gains ou (pertes) de réévaluation actuarielle sur les fonds de paiements terminaux | ( 196 411)                                  | -                                           |
| Frais bancaires et frais de gestion des investissements                            | ( 2 290)                                    | ( 1 313)                                    |
| Gains ou (pertes) nets de change non réalisés lors de la réévaluation              | (1 403 920)                                 | (1 255 764)                                 |
| Gains ou pertes de change réalisés sur la couverture du bilan                      | 1 221 054                                   | -                                           |
| Frais d'intérêt actuariels liés à l'évaluation des paiements terminaux             | ( 276 406)                                  | ( 859 990)                                  |
| Fonds et Fonds spécial d'indemnisation                                             |                                             |                                             |
| <b>Total des recettes financières nettes</b>                                       | <b>2 823 085</b>                            | <b>1 365 668</b>                            |

## 6. RAPPORTS SECTORIELS

### Annexe 1

#### État de la performance financière par segments

Toutes les sources de financement pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021

(en dollars américains)

|                                                       | Fonds de base<br>UBRAF | Fonds non essentiels              |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | TOTAL                                |              |
|-------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|---------------------------|----------------------|------------------------------|----------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------|--------------|--------------------------------------|--------------|
|                                                       |                        | Fonds<br>supplémentaires<br>UBRAF | Fonds<br>extrabudgétaires | Terminal<br>Payments | Droits non liés<br>à la paie | Fonds spécial<br>d'indemnisation | Staff Health<br>Insurance | Assurance<br>maladie du<br>personnel | Fonds<br>Commun | Éliminations | Sous-total<br>non essentiel<br>fonds |              |
| Revenu                                                |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              |                                      |              |
| Contributions volontaires                             |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              |                                      |              |
| Gouvernements                                         | 165 886 216            | 45 983 767                        | 19 319 104                |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 65 302 871                           | 231 189 087  |
| Organisations coparrainantes                          | -                      | 5 914 460                         | 77 114                    |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 5 991 574                            | 5 991 574    |
| Autrui                                                | 52 808                 | 4 545 105                         | 14 583                    |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 4 559 688                            | 4 612 496    |
| Sous-total des contributions volontaires              | 165 939 024            | 56 443 332                        | 19 410 801                |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 75 854 133                           | 241 793 157  |
| Divers                                                | 266 607                | 2 874                             |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 2 874                                | 269 481      |
| Total des revenus                                     | 166 205 631            | 56 446 206                        | 19 410 801                | -                    | -                            | -                                | -                         | -                                    | -               | -            | 75 857 007                           | 242 062 638  |
| Coûts d'appui au programme                            |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              |                                      |              |
|                                                       |                        |                                   | 4 022 824                 |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 | (4 022 824)  | -                                    | -            |
| Transferts de paie aux fonds d'exercice               |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              |                                      |              |
|                                                       |                        |                                   |                           | 1 571 785            | 9 067 525                    |                                  |                           |                                      |                 | (10 639 310) | -                                    | -            |
| Total des revenus                                     | 166 205 631            | 56 446 206                        | 23 433 625                | 1,571,785.00         | 9 067 525                    | -                                | -                         | -                                    | -               | (14 662 134) | 75 857 007                           | 242 062 638  |
| Dépense                                               |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              |                                      |              |
| Dépenses de personnel et autres dépenses de personnel | 108 435 004            | 6 013 092                         | 6 243 516                 | 2 082 037            | 5 879 395                    | 275 602                          | 9 148 844                 | 16 500 000                           |                 | (10 639 310) | 35 503 176                           | 143 938 180  |
| Transferts et subventions aux contreparties           | 50 751 259             | 19 658 986                        | 16 792 737                |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 36 451 723                           | 87 202 982   |
| Services contractuels                                 | 13 342 886             | 17 188 399                        | 1 377 890                 |                      | 597 807                      |                                  |                           |                                      |                 |              | 19 164 096                           | 32 506 982   |
| Frais généraux d'exploitation                         | 8 144 936              | 741 662                           | 4 838 428                 |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 5 580 090                            | 13 725 026   |
| Voyage                                                | 1 351 109              | 280 337                           | 28 913                    | 195 735              |                              |                                  |                           |                                      |                 |              | 504 985                              | 1 856 094    |
| Équipements, véhicules et mobilier                    | 786 593                | 34 160                            |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      | (653 552)       |              | (619 392)                            | 167 201      |
| Coûts d'appui au programme                            |                        | 2 969 903                         | 1 052 921                 |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 | (4 022 824)  | -                                    | -            |
| Dépréciation                                          |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      | 546 760         |              | 546 760                              | 546 760      |
| Coûts financiers                                      |                        |                                   |                           |                      |                              |                                  |                           |                                      |                 |              |                                      |              |
| Total des dépenses                                    | 182 811 787            | 46 886 539                        | 30 334 405                | 2 277 772            | 6 477 202                    | 275 602                          | 9 148 844                 | 16 500 000                           | (106 792)       | (14 662 134) | 97 131 438                           | 279 943 225  |
| Recettes financières                                  | 5 153 003              |                                   |                           | (884 051)            |                              | (26 303)                         |                           |                                      | (1 419 564)     |              | (2 329 918)                          | 2 823 085    |
| Excédent total/(Déficit) par fonds                    | (11 453 153)           | 9 559 667                         | (6 900 780)               | (1 590 038)          | 2 590 323                    | (301 905)                        | (9 148 844)               | (16 500 000)                         | (1 312 772)     | 0            | (23 604 349)                         | (35 057 501) |

## 7. COMPARAISON DU BUDGET ET DES MONTANTS RÉELS

Le budget-programme de l'ONUSIDA est établi selon une comptabilité de caisse modifiée et est approuvé par le Conseil de coordination du programme.

Le budget et les comptes financiers de l'ONUSIDA sont établis selon deux bases comptables différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations de l'actif net et l'état des flux de trésorerie sont préparés sur la base de la comptabilité d'exercice complète, tandis que l'état de comparaison du budget et des montants réels (état V) est préparé sur une base de trésorerie modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, un rapprochement a été fourni entre les montants réels sur une base comparable, tels qu'ils sont présentés à l'état V, et les montants réels dans les comptes financiers, en identifiant séparément les différences de base, de calendrier, de présentation et d'entité.

Différences de base - se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que la comptabilité d'exercice complète. Les différences de base comprennent l'amortissement et la capitalisation des actifs et le remboursement du principal sur le prêt en cours de la Confédération suisse.

Différences temporelles - se produisent lorsque l'exercice budgétaire diffère de l'exercice visé dans les états financiers.

Différences de présentation - sont dues à des différences dans le format et les schémas de classification adaptés pour la présentation de l'état des flux de trésorerie et de l'état de comparaison du budget et des montants réels.

Différences entre les entités - comprennent les dépenses au titre de fonds non essentiels, qui sont financées par d'autres sources et ne sont pas incluses dans le cadre unifié des résultats budgétaires et de la responsabilité approuvée par le Conseil de coordination du programme.

Le rapprochement entre les montants réels sur une base comparable dans l'état de comparaison du budget et des montants réels (état V) et les montants réels dans l'état de la performance financière (état II) et l'état des flux de trésorerie (état IV) pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 sont présentés ci-dessous.

### Rapprochement de l'utilisation budgétaire (état V) avec l'état des flux de trésorerie (état IV) au 31 Décembre 2021

|                                                                  | 2021                    |                         |                         |                         |
|------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                                  | Opérationnel            | Investir                | Financement             | Total                   |
|                                                                  | (en dollars américains) | (en dollars américains) | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| Montant réel de l'exécution du budget (état V)                   | (182 644 646)           |                         |                         | (182 644 646)           |
| Différence de base                                               | ( 938 477)              | ( 284 925)              | (1 506 204)             | (2 729 607)             |
| Différence de présentation                                       | 66 673 971              |                         |                         | 66 673 971              |
| Différence d'entité                                              | 98 237 057              |                         |                         | 98 237 057              |
| <b>Montant réel dans l'état des flux de trésorerie (état IV)</b> | <b>(18 672 095)</b>     | <b>( 284 925)</b>       | <b>(1 506 204)</b>      | <b>(20 463 225)</b>     |

## 8. RENONCIATIONS ADMINISTRATIVES, MONTANTS PASSÉS PAR PROFITS ET PERTES DE FONDS ET PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2021, il n'y a pas eu de dérogations administratives, de montants passés par profits et pertes de fonds ou de paiements à titre gracieux.

## 9. DIVULGATION DES PARTIES LIÉES ET DE LA HAUTE DIRECTION

Le personnel de gestion clé de l'ONUSIDA se compose de tous les membres du personnel classés au niveau D1 et au-dessus, car ils ont l'autorité et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de l'ONUSIDA.

La rémunération globale versée au personnel de gestion clé comprend les salaires, les indemnités, les frais de déplacement légaux et les autres droits versés conformément au Règlement du personnel et applicables à l'ensemble du personnel.

Les principaux membres de la direction sont des membres de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (UNJSPF) auxquelles le personnel et l'ONUSIDA contribuent et sont également éligibles à la participation au régime d'assurance maladie du personnel, y compris le régime d'assurance maladie après service, s'ils remplissent les conditions d'éligibilité.

Au cours de l'année, aucun prêt n'a été accordé au personnel de gestion clé au-delà de ceux disponibles pour le personnel extérieur à ce groupe.

### Personnel de gestion clé

(en dollars américains)

|                                                               |                  |
|---------------------------------------------------------------|------------------|
| Nombre de personnes                                           | 24               |
| Rémunération et après ajustement                              | 5 189 996        |
| Droits                                                        | 489 677          |
| Régimes de retraite et de santé                               | 1 514 841        |
| <b>Rémunération totale 2021</b>                               | <b>7 194 515</b> |
| Avances impayées sur droits                                   | 262 478          |
| Prêts en cours (en plus de la normale droits, le cas échéant) | -                |

## 10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE DÉCLARATION

La date de rapport du programme est le 31 Décembre 2021. A la date de la certification de ces comptes, aucun événement significatif, favorable ou défavorable, ne s'est produit entre la date de clôture du bilan et la date à laquelle les états financiers ont été autorisés pour l'émission qui aurait eu une incidence sur ces états.

## 11. PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET ACTIFS ÉVENTUELS

### Passif éventuel

Au 31 Décembre 2021, deux appels en suspens étaient pendants devant la Chambre de recours mondiale (ACS) de l'OMS concernant des anciens membres et des fonctionnaires en exercice de l'ONUSIDA. Les recommandations respectives de l'ACS pour décision du Directeur exécutif de l'ONUSIDA sont attendues dans le courant de l'année 2022. En outre, 19 (dix-neuf) affaires de personnel en suspens (plaintes), déposées au cours de la période 2019-2021, étaient pendantes auprès du Tribunal administratif de l'OIT au moment de la référence ci-dessus et ne sont donc pas en mesure de les divulguer car la probabilité de remboursement a été jugée faible. Il n'y a pas de cas de litiges contractuels qui doivent être considérés comme des passifs éventuels.

### Contrats de location-exploitation

Le Secrétariat conclut des contrats de location-exploitation pour l'utilisation des locaux des bureaux nationaux, régionaux et de liaison. Certains des contrats de location-exploitation contiennent des clauses de renouvellement qui permettent au Secrétariat de prolonger les termes des contrats de location à la fin des conditions initiales du bail et des clauses d'indexation qui peuvent augmenter les paiements annuels de loyer en fonction de l'augmentation des indices des prix du marché pertinents dans les pays respectifs où sont situés les bureaux de pays, régionaux et de liaison. Les futurs paiements minimaux de location pour les périodes prochaines sont les suivants :

|                                                    | <b>31 Décembre 2021</b> | <b>31 Décembre 2020</b> |
|----------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
|                                                    | (en dollars américains) | (en dollars américains) |
| <b>Contrats de location-exploitation</b>           |                         |                         |
| Dans un délai d'un an                              | 3 779 450               | 960 622                 |
| Plus d'un an mais au plus tard cinq ans            | 2 506 983               | 4 577 638               |
| Plus de cinq ans                                   |                         | 505 236                 |
| <b>Total des contrats de location-exploitation</b> | <b>6 286 433</b>        | <b>6 043 496</b>        |

### Omissions C

Au 31 Décembre 2021, l'ONUSIDA avait des engagements pour l'acquisition de biens et de services contractés mais n'avait pas encore été livrés pour un montant total de 11,3 millions de dollars.

Les engagements ne sont pas comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière (état II) sur la base des normes IPSAS 1 et sur la base du principe de livraison.

### Actifs éventuels

Conformément à la norme IPSAS 19, les actifs éventuels seront divulgués dans les cas où un événement entraînera un afflux probable d'avantages économiques. Au 31 Décembre 2021, il n'y avait pas d'actifs éventuels importants à divulguer.

Annexe 2

**Cadre unifié pour le budget, les résultats et la responsabilisation - détails des recettes pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**

(en dollars américains)

| Revenu                                              | Fonds mis à disposition pour<br>l'année 2021 de l'<br>Cadre unifié de budget, de<br>résultats et de responsabilisation |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Contributions volontaires</b>                    |                                                                                                                        |
| <b>Gouvernements</b>                                |                                                                                                                        |
| Andorre                                             | 34 884                                                                                                                 |
| Australie                                           | 3 109 883                                                                                                              |
| Belgique                                            | 3 537 736                                                                                                              |
| Belgique Flandre                                    | 884 434                                                                                                                |
| Canada                                              | 3 819 710                                                                                                              |
| Chine                                               | 250 000                                                                                                                |
| Danemark                                            | 6 304 177                                                                                                              |
| France                                              | 471 698                                                                                                                |
| Allemagne                                           | 11 940 303                                                                                                             |
| Irlande                                             | 4 063 703                                                                                                              |
| Japon                                               | 600 000                                                                                                                |
| Liechtenstein                                       | 27 027                                                                                                                 |
| Luxembourg                                          | 5 985 647                                                                                                              |
| Monaco                                              | 183 287                                                                                                                |
| Netherlands                                         | 23 866 348                                                                                                             |
| New Zealand                                         | 724 113                                                                                                                |
| Norvège                                             | 5 485 798                                                                                                              |
| Pologne                                             | 49 933                                                                                                                 |
| Portugal                                            | 119 332                                                                                                                |
| Fédération de Russie                                | 500 000                                                                                                                |
| Suède                                               | 35 352 345                                                                                                             |
| Suisse                                              | 10 080 645                                                                                                             |
| Thaïlande                                           | 100 000                                                                                                                |
| Turquie                                             | 10 000                                                                                                                 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 3 360 215                                                                                                              |
| États-Unis d'Amérique                               | 45 000 000                                                                                                             |
| Vietnam                                             | 25 000                                                                                                                 |
| <b>Sous-total gouvernements</b>                     | <b>165 886 216</b>                                                                                                     |
| <b>Autre</b>                                        |                                                                                                                        |
| UNFCU                                               | 17 211                                                                                                                 |
| Autrui                                              | 35 597                                                                                                                 |
| <b>Sous-total - Autre</b>                           | <b>52 808</b>                                                                                                          |
| <b>Divers</b>                                       | <b>266 607</b>                                                                                                         |
| <b>Total des revenus d'exploitation</b>             | <b>166 205 631</b>                                                                                                     |
| <b>Recettes financières</b>                         | <b>5 153 003</b>                                                                                                       |
| <b>TOTAL</b>                                        | <b>171 358 634</b>                                                                                                     |

Annexe 3  
**Supplémentaire - détails des recettes**  
**pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021** □  
(dollars américains)

| Revenu                                    | Fonds mis à disposition pour<br>Fonds supplémentaires 2021 |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| <b>Gouvernements</b>                      |                                                            |
| Australie                                 | 3 372 363                                                  |
| Chine                                     | 750 000                                                    |
| Allemagne                                 | 585 981                                                    |
| Japon                                     | 250 000                                                    |
| Kazakhstan                                | 35 000                                                     |
| Netherlands                               | 35 862                                                     |
| Fédération de Russie                      | 1 843 787                                                  |
| Suède                                     | 303 480                                                    |
| États-Unis d'Amérique (CDC)               | 5 241 387                                                  |
| États-Unis d'Amérique (USAID)             | 33 565 907                                                 |
| <b>Sous-total gouvernements</b>           | <b>45 983 767</b>                                          |
| <b>Organisations coparrainantes</b>       |                                                            |
| PNUD                                      | 213 158                                                    |
| FNUAP                                     | 5 258 806                                                  |
| UNICEF                                    | 201 558                                                    |
| PAM                                       | 37 718                                                     |
| OMS                                       | 203 220                                                    |
| <b>Sous-total Coparrains</b>              | <b>5 914 460</b>                                           |
| <b>Autre</b>                              |                                                            |
| Fondation Bill et Melinda Gates           | 2 210 007                                                  |
| EPAM Systems, Inc                         | 221 386                                                    |
| Fonds mondial                             | 1 322 549                                                  |
| Bureau MPTF                               | 534 418                                                    |
| Les régents de l'Université de Californie | ( 62 036)                                                  |
| UNOPS                                     | 356 412                                                    |
| Remboursement aux donateurs               | ( 37 630)                                                  |
| <b>Sous-total autres</b>                  | <b>4 545 105</b>                                           |
| <b>Divers</b>                             | <b>2 874</b>                                               |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>56 446 206</b>                                          |

Annexe 4

**Fonds extrabudgétaires - détails des recettes**  
**pour l'exercice clos le 31 décembre 2021**  
(dollars américains)

| Revenu                              | Fonds mis à disposition pour<br>Fonds extrabudgétaires<br>31 Décembre 2021 |                            |                   |
|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------|
|                                     | En espèces                                                                 | En nature et<br>En service | Total             |
| <b>Gouvernements</b>                |                                                                            |                            |                   |
| Belgique                            |                                                                            | 155 000                    | 155 000           |
| Danemark                            |                                                                            | 167 000                    | 167 000           |
| Finlande                            |                                                                            | 97 417                     | 97 417            |
| France                              |                                                                            | 276 000                    | 276 000           |
| Allemagne                           |                                                                            | 328 250                    | 328 250           |
| Luxembourg                          |                                                                            | 167 000                    | 167 000           |
| Netherlands                         |                                                                            | 515 000                    | 515 000           |
| Fédération de Russie                | 2 153 520                                                                  |                            | 2 153 520         |
| Suède                               |                                                                            | 385 917                    | 385 917           |
| Suisse                              |                                                                            | 74 000                     | 74 000            |
| États-Unis d'Amérique (USAID)       | 15 000 000                                                                 |                            | 15 000 000        |
| Canton de Genève, Suisse            |                                                                            |                            |                   |
| <b>Sous-total</b>                   | <b>17 153 520</b>                                                          | <b>2 165 584</b>           | <b>19 319 104</b> |
| <b>Organisations coparrainantes</b> |                                                                            |                            |                   |
| PNUD                                | 77 114                                                                     |                            | 77 114            |
| <b>Sub-total</b>                    | <b>77 114</b>                                                              | <b>-</b>                   | <b>77 114</b>     |
| <b>Autre</b>                        |                                                                            |                            |                   |
| Fondation PharmAccess               |                                                                            | 14 583                     | 14 583            |
| <b>Sous-total autres</b>            | <b>0</b>                                                                   | <b>14 583</b>              | <b>14 583</b>     |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>17 230 634</b>                                                          | <b>2 180 167</b>           | <b>19 410 801</b> |

## PARTIE IV

### INFORMATIONS DE GESTION

#### I. Fonds mis à disposition pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021

Au cours de la période considérée, des recettes d'un montant total de 171,4 millions de dollars ont été mises à la disposition de l'UBRAF. Vingt-sept gouvernements ont contribué à hauteur de 9 à 6,8 % de ce montant. Les 3,2 % restants étaient constitués de revenus financiers (principalement des revenus d'intérêts) reçus et répartis au cours de la période visée par le rapport, ainsi que de revenus divers, y compris des fonds reçus de donateurs privés et d'institutions publiques autres que les gouvernements, ainsi que de dons divers et d'honoraires. L'annexe 2 de la page 58 fournit les détails de ces revenus.

En outre, les ressources non essentielles s'élèvent à 75 dollars américains. 9 millions ont été mis à la disposition de l'ONUSIDA pour fournir un appui à un certain nombre d'activités mondiales, régionales et nationales qui sont désignées pour des pays ou des objectifs spécifiques. Les détails sur les sources de ces fonds sont présentés aux annexes 3 et 4 aux pages 59 et 60.

#### II. Fonds dépensés pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021

La charge totale pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 par rapport à l'UBRAF de base pour 2020–2021 s'est élevée à 182 USD. 6 millions de dollars et les dépenses sur les fonds non essentiels se sont élevées à 71,2 millions de dollars (hors charges).

##### A. Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilité

Au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2021, des charges (y compris les transferts aux coparrains) d'un montant total de 185 millions de dollars américains ont été encourues sur le budget de base de 187 millions de dollars approuvé pour l'exercice 2020–2021 UBRAF qui correspondait à une exécution financière de 98,9 %.

Les dépenses totales et les charges pour la mise en œuvre des activités contenues dans le Cadre unifié de budget, de résultats et de responsabilité ont été réparties comme suit :

- 45 millions de dollars américains ont été transférés aux coparrains et
- 137,6 millions de dollars ont été dépensés et 2,3 millions de dollars ont été grevés pour les activités du Secrétariat et les dépenses de personnel.

Les dépenses et charges de base de l'UBRAF pour les 2020-2021 se sont élevées à 364,4 millions de dollars américains, ce qui représente une exécution financière de 97,4% (179,4 millions de dollars américains dépensés en 2020 et 182,6 millions de dollars américains dépensés et 2,3 millions de dollars grevés en 2021). Table 4 fournit des détails sur le budget de base, les dépenses et les charges approuvés par l'UBRAF pour la période 2020-2021, ventilés par domaine de résultats, et sur les fonctions essentielles du Secrétariat pour l'exercice biennal 2020-2021.

Tableau

4

**2020–2021 Budget, résultats et responsabilité unifiés Approuvé budget de base, dépenses et charges pour la période terminée le 31 Décembre 2021**  
(En dollars américains)

État V

État de comparaison du budget et du montant réel

Budget, cadre de résultats et de responsabilisation unifiés 2020-2021

pour la période terminée le 31 Décembre 2021

(en dollars américains)

|                                                                    | Budget de base<br>approuvé pour 2020-<br>2021 | Dépense<br>2020    | Dépense<br>2021    | Charges          | a/ | Total              | Balance          | Pourcentage de<br>mise en œuvre |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|----|--------------------|------------------|---------------------------------|
|                                                                    | (a)                                           | (b)                | (c)                | (d)              |    | e = (b+c+d)        | (f) = (a-e)      | (g) = (e / a)                   |
| <b>I. Zones de résultats</b>                                       |                                               |                    |                    |                  |    |                    |                  |                                 |
| 1 Dépistage et traitement du VIH                                   | 28 245 000                                    | 14 144 150         | 13 904 933         |                  |    | 28 049 083         | 195 917          | 99.3%                           |
| 2 Élimination de la transmission de la mère à l'enfant             | 4 544 200                                     | 2 223 000          | 2 414 206          |                  |    | 4 637 206          | ( 93 006)        | 102.0%                          |
| 3 Prévention du VIH chez les jeunes                                | 14 374 000                                    | 7 021 950          | 7 077 099          |                  |    | 14 099 049         | 274 952          | 98.1%                           |
| 4 Prévention du VIH auprès des populations clés                    | 16 509 800                                    | 8 533 550          | 7 651 465          |                  |    | 16 185 015         | 324 785          | 98.0%                           |
| 5 Inégalité entre les genres et VFS                                | 7 054 000                                     | 3 572 200          | 3 482 075          |                  |    | 7 054 275          | ( 275)           | 100.0%                          |
| 6 Droits de l'homme, stigmatisation et discrimination              | 10 196 700                                    | 4 851 950          | 5 432 438          |                  |    | 10 284 389         | ( 87 689)        | 100.9%                          |
| 7 Investissement et efficacité                                     | 5 252 400                                     | 2 670 250          | 1 840 037          |                  |    | 4 510 287          | 742 113          | 85.9%                           |
| 8 Intégration du VIH et des services de santé                      | 7 823 900                                     | 3 982 950          | 3 197 747          |                  |    | 7 180 697          | 643 203          | 91.8%                           |
| <b>Total des coparrains</b>                                        | <b>94 000 000</b>                             | <b>47 000 000</b>  | <b>45 000 000</b>  | <b>0</b>         |    | <b>92 000 000</b>  | <b>2 000 000</b> | <b>97.9%</b>                    |
| <b>II. Fonctions de base</b>                                       |                                               |                    |                    |                  |    |                    |                  |                                 |
| 1 Leadership, plaidoyer et communication                           | 64 298 000                                    | 30 954 121         | 31 219 629         | 705 668          |    | 62 879 418         | 1 418 582        | 97.8%                           |
| 2 Partenariats, mobilisation et innovation                         | 55 131 000                                    | 26 188 638         | 27 551 877         | 508 978          |    | 54 249 492         | 881 508          | 98.4%                           |
| 3 Information stratégique                                          | 39 985 000                                    | 18 100 609         | 19 461 839         | 210 031          |    | 37 772 479         | 2 212 521        | 94.5%                           |
| 4 Coordination, convocation et soutien à la mise en œuvre par pays | 64 282 000                                    | 30 788 961         | 31 884 610         | 644 802          |    | 63 318 373         | 963 627          | 98.5%                           |
| 5 Gouvernance et responsabilité mutuelle                           | 56 304 000                                    | 26 331 531         | 27 526 691         | 273 279          |    | 54 131 501         | 2 172 499        | 96.1%                           |
| <b>Total secrétariat</b>                                           | <b>280 000 000</b>                            | <b>132 363 860</b> | <b>137 644 646</b> | <b>2 342 757</b> |    | <b>272 351 263</b> | <b>7 648 737</b> | <b>97.3%</b>                    |
| <b>Total général</b>                                               | <b>374 000 000</b>                            | <b>179 363 860</b> | <b>182 644 646</b> | <b>2 342 757</b> |    | <b>364 351 263</b> | <b>9 648 737</b> | <b>97.4%</b>                    |

a/ Charges représentant un engagement ferme pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis

**i) Fonds transférés aux coparrains**

Dans 2021, un montant total de 45 millions de dollars a été transféré aux coparrains. Cela représente 95,7 % de la part des coparrains pour l'année 2021 du budget de base de l'exercice biennal 2020-2021. 2 millions de dollars américains ont été transférés à chacun des onze coparrains pour couvrir leurs activités de base, à l'exception de la Banque mondiale, et 25 millions de dollars supplémentaires ont été transférés aux coparrains au niveau des pays sous forme d'enveloppes nationales.

La modalité de financement de l'enveloppe pays a été introduite pour la première fois au cours de l'exercice biennal 2018-2019 à la suite de l'approbation du modèle opérationnel affiné du Programme conjoint de l'ONUSIDA par le Conseil de coordination du programme (CCP) lors de sa 40e réunion en juin 2017.

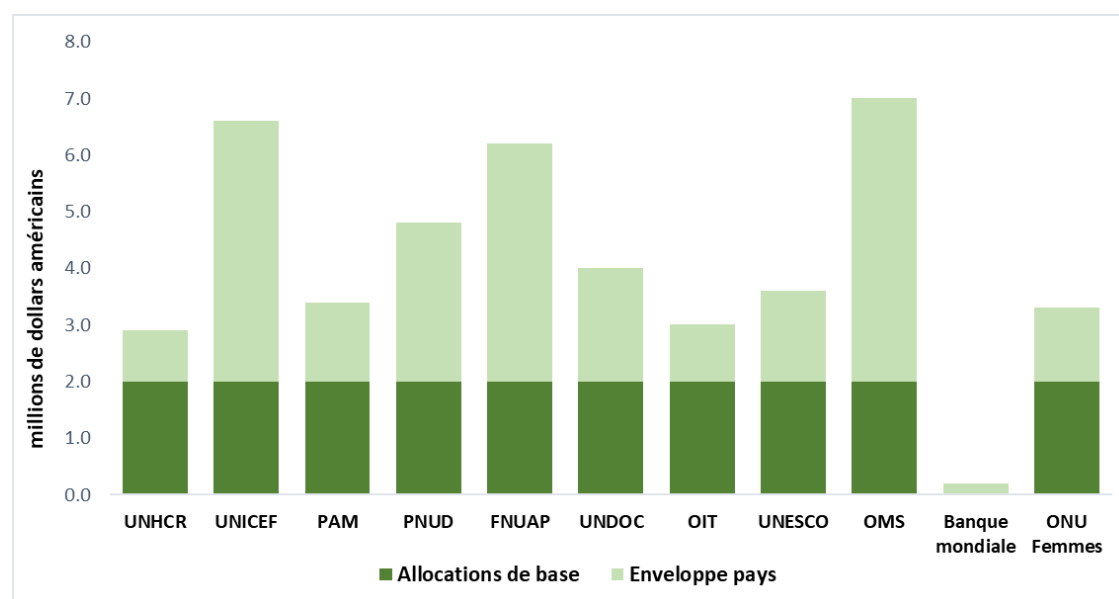
Cette approche répond à trois objectifs primordiaux : déployer les ressources humaines et financières là où elles sont le plus nécessaires ; redynamiser le travail conjoint et l'action collaborative au niveau des pays ; et renforcer la responsabilité et les résultats pour les populations.

Les enveloppes de pays ont été établies pour soixante et onze pays dans le cadre d'un processus qui a impliqué l'engagement du Coparrain à tous les niveaux pour parvenir à un consensus sur la formule, le processus, les livrables et les allocations. (Le tableau 8 des pages 68 à 69 fournit des détails sur les fonds transférés aux coparrains au niveau des pays).

La figure 4 illustre le modèle dynamique et différencié d'allocation des ressources et fournit des informations sur la proportion de fonds transférés à chaque coparrain individuel).

Graphique 4

#### Fonds transférés aux coparrains en 2021



#### ii) Fonds dépensés et grevés sur le budget du Secrétariat

Au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2021, un montant total de 137 millions de dollars. 6 millions ont été dépensés et 2,3 millions de dollars ont été grevés pour les activités du Secrétariat et les dépenses de personnel, contre un budget de base de 140 millions de dollars du Secrétariat 2021, ce qui représente un taux d'exécution financière de 100 % de la partie du Secrétariat du budget de base 20 2 1.

Le total des dépenses de base et des charges du Secrétariat pour l'exercice biennal 2020-2021 s'est élevé à 272 dollars. 3 millions représentant une exécution financière de 97,3% (132,4 millions de dollars américains dépensés en 2020 et 136 usd). 6 millions dépensés en 2021 et 2,3 millions de dollars américains grevés en 2021).

Le tableau 4 fournit des détails sur le budget de base, les dépenses et les charges approuvés par l'UBRAF pour 2020-2021, ventilés par domaine de résultats, et les fonctions de base du Secrétariat pour l'exercice biennal 2020-2021.

#### B. Charges encourues sur les fonds non essentiels

Au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2021, un montant total de 77,2 millions de dollars américains a été dépensé par le Secrétariat pour des fonds non essentiels (46,9 millions de dollars ont été dépensés sur des fonds supplémentaires et 30,3 millions de dollars sur des fonds extrabudgétaires). En plus de ce qui précède, 7,3 millions de dollars et 4 millions de

dollars ont été grevés respectivement par des fonds supplémentaires et extrabudgétaires, comme indiqué dans les tableaux 5 et 6 des pages 64 et 65.

### **Dépenses nationales et régionales par rapport à toutes les sources de financement**

Comme l'a recommandé le CCP à sa 22<sup>e</sup> réunion, tenue à Chiang Mai (Thaïlande) du 23 au 25 avril 2008, le rapport figurant dans le tableau 7 des pages 66 à 67 présente une ventilation des dépenses et des charges du Secrétariat par pays et par région pour le FBRAF et les fonds non essentiels. Les charges nationales et régionales se sont élevées à 94,8 millions de dollars américains pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021. En plus des charges susmentionnées, un total de 4,4 millions de dollars a été grevé au cours de la même période, soit un total de 99,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021.

Tableau 5  
**Fonds supplémentaires**  
**Fonds disponibles, dépenses et charges par source de revenus**  
**Pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021 (en dollars US)**

| Source of revenue                                          | 2020<br>carry-over | Funds made<br>available in<br>2021 | Total<br>available<br>funds | Expense           | Encumbrance <sup>a/</sup> | Total             |
|------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
|                                                            | (a)                | (b)                                | (c) = (a+b)                 | (d)               | (e)                       | (f) = (d + e)     |
| Australia                                                  | 150 512            | 3 372 363                          | 3 522 875                   | 1 191 600         | 44 076                    | 1 235 676         |
| China                                                      | 3 534 619          | 750 000                            | 4 284 619                   |                   |                           | -                 |
| France                                                     | 3 400              |                                    | 3 400                       | 2 787             | 556                       | 3 343             |
| Germany                                                    | 4 400              | 585 981                            | 590 381                     | 479 090           | 660                       | 479 750           |
| Italy                                                      | 13 789             |                                    | 13 789                      | 13 788            |                           | 13 788            |
| Ireland                                                    | 378 829            |                                    | 378 829                     | 360 241           | 14 670                    | 374 911           |
| Japan                                                      | 167 627            | 250 000                            | 417 627                     | 384 003           | 4 564                     | 388 567           |
| Kazakhstan                                                 | 50 000             | 35 000                             | 85 000                      | 49 047            | 1 022                     | 50 069            |
| Netherlands                                                | 853 805            | 35 862                             | 889 667                     | 300 378           | 23 237                    | 323 615           |
| Russian Federation                                         | 1 061 945          | 1 843 787                          | 2 905 732                   | 2 107 446         | 313 218                   | 2 420 664         |
| Sweden                                                     |                    | 303 480                            | 303 480                     | 255 980           |                           | 255 980           |
| Switzerland                                                | 117 363            |                                    | 117 363                     |                   |                           | -                 |
| United States of America (CDC)                             | 6 267 790          | 5 241 387                          | 11 509 177                  | 5 768 733         | 547 459                   | 6 316 192         |
| United States of America (USAID)                           | 25 768 721         | 33 565 907                         | 59 334 628                  | 27 179 197        | 5 276 228                 | 32 455 425        |
| Bill & Melinda Gates Foundation                            | 2 281 548          | 2 210 007                          | 4 491 555                   | 1 524 970         | 42 607                    | 1 567 577         |
| Children's Investment Fund Foundation (CIFF)               | 18 997             |                                    | 18 997                      | 18 996            |                           | 18 996            |
| China Social Assistance Foundation (CSAF)                  | 1 396              |                                    | 1 396                       |                   |                           | -                 |
| Global Fund                                                | 235 205            | 1 322 549                          | 1 557 754                   | 409 796           | 32 217                    | 442 013           |
| International Initiative for Impact Evaluation, Inc. (3ie) | 57 311             |                                    | 57 311                      | 19 891            | 26 000                    | 45 891            |
| EPAM Systems, Inc.                                         |                    | 221 386                            | 221 386                     | 218 153           |                           | 218 153           |
| MDTF Office                                                | 932 511            | 534 418                            | 1 466 929                   | 693 684           | 129 873                   | 823 557           |
| M.A.C. AIDS Fund                                           | 880 793            |                                    | 880 793                     |                   |                           | -                 |
| Oak Foundation                                             | 160 775            |                                    | 160 775                     | 105 602           | 50 622                    | 156 224           |
| OFID                                                       | 133 969            |                                    | 133 969                     |                   |                           | -                 |
| Open Society Foundations                                   | 339 550            |                                    | 339 550                     | 339 550           |                           | 339 550           |
| The Regents of the University of California                | 139 561            | ( 62 036)                          | 77 525                      | 76 899            |                           | 76 899            |
| WHO                                                        |                    | 203 220                            | 203 220                     | 179 728           | 22 917                    | 202 645           |
| WFP                                                        | 507 758            | 37 718                             | 545 476                     | 23 155            | 13 249                    | 36 404            |
| UNDP                                                       | 1 173 427          | 213 158                            | 1 386 585                   | 1 216 147         | 83 538                    | 1 299 685         |
| UNHCR                                                      | 10 090             |                                    | 10 090                      |                   |                           | -                 |
| UNICEF                                                     | 495 392            | 201 558                            | 696 950                     | 543 121           | 54 553                    | 597 674           |
| UNFPA                                                      | 3 229 538          | 5 258 806                          | 8 488 344                   | 3 145 145         | 590 824                   | 3 735 969         |
| UNOPS                                                      | 123 994            | 356 412                            | 480 406                     | 241 841           | 18 369                    | 260 210           |
| Miscellaneous                                              | 42 200             | 2 873                              | 45 073                      | 37 571            | 5 045                     | 42 616            |
| Refund to donors                                           |                    | ( 37 630)                          | ( 37 630)                   |                   |                           | -                 |
| <b>Total</b>                                               | <b>49 136 815</b>  | <b>56 446 206</b>                  | <b>105 583 021</b>          | <b>46 886 539</b> | <b>7 295 504</b>          | <b>54 182 043</b> |

<sup>a/</sup> Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

Tableau 6

**Fonds extrabudgétaires**

**Fonds disponibles, résumé des dépenses et des charges par source de revenus**

**Pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**

(En dollars américains)

| Source de revenus                                   | 2020<br>carry-over | Fonds mis à<br>disposition<br>en<br>2021 | Total<br>fonds<br>disponibles | Dépense           | Charge <sup>a/</sup> | Total             | Pourcentage de<br>mise en œuvre |
|-----------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|---------------------------------|
|                                                     | (a)                | (b)                                      | (c) = (a+b)                   | (d)               | (e)                  | (f) = (d + e)     | (g) = (f / c)                   |
| <b>Contributions volontaires et autres recettes</b> |                    |                                          |                               |                   |                      |                   |                                 |
| Belgique                                            | 179 354            | 155 000                                  | 334 354                       | 155 000           |                      | 155 000           | 46.4%                           |
| Danemark                                            | -                  | 167 000                                  | 167 000                       | 167 000           |                      | 167 000           | 100.0%                          |
| Finlande                                            | -                  | 97 417                                   | 97 417                        | 97 417            |                      | 97 417            | 100.0%                          |
| France                                              | -                  | 276 000                                  | 276 000                       | 276 000           |                      | 276 000           | 100.0%                          |
| Allemagne                                           | 218 601            | 328 250                                  | 546 851                       | 328 250           |                      | 328 250           | 60.0%                           |
| Japon                                               | 300 000            |                                          | 300 000                       |                   |                      | -                 | 0.0%                            |
| Luxembourg                                          | 27 341             | 167 000                                  | 194 341                       | 167 000           |                      | 167 000           | 85.9%                           |
| Netherlands                                         | 379 910            | 515 000                                  | 894 910                       | 515 000           |                      | 515 000           | 57.5%                           |
| Norvège                                             | 294 945            |                                          | 294 945                       |                   |                      | -                 | 0.0%                            |
| Fédération de Russie                                | 104 727            | 2 153 520                                | 2 258 247                     | 1 604 663         | 495 266              | 2 099 929         | 93.0%                           |
| Suède                                               | -                  | 385 917                                  | 385 917                       | 385 917           |                      | 385 917           | 100.0%                          |
| Suisse                                              | -                  | 74 000                                   | 74 000                        | 74 000            |                      | 74 000            | 100.0%                          |
| États-Unis d'Amérique (CDC)                         | 99 341             |                                          | 99 341                        |                   |                      | -                 | 0.0%                            |
| États-Unis d'Amérique (USAID)                       | 289 928            | 15 000 000                               | 15 289 928                    | 12 575 001        | 462 963              | 13 037 964        | 85.3%                           |
| Commission européenne                               | 203 761            |                                          | 203 761                       |                   |                      | -                 | 0.0%                            |
| PNUD                                                | 348 249            | 77 114                                   | 425 363                       | 99 693            |                      | 99 693            | 23.4%                           |
| Fondation OMT ST-EP                                 | 25 000             |                                          | 25 000                        |                   |                      | -                 | 0.0%                            |
| OMS                                                 | 528 927            |                                          | 528 927                       |                   |                      | -                 | 0.0%                            |
| Divers et autres                                    | 2 670 964          | 14 583                                   | 2 685 547                     | 2 683 259         |                      | 2 683 259         | 99.9%                           |
| Coûts d'appui au programme et autres                | 7 677 423          | 4 022 824                                | 11 700 247                    | 11 206 205        | 397 829              | 11 604 034        | 99.2%                           |
| <b>Total</b>                                        | <b>13 348 471</b>  | <b>23 433 625</b>                        | <b>36 782 096</b>             | <b>30 334 405</b> | <b>1 356 058</b>     | <b>31 690 463</b> | <b>86.2%</b>                    |

<sup>a/</sup> La charge équivaut à un engagement ferme pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été livrés.

Tableau 7

**Dépenses nationales et régionales et charges sur toutes les sources de financement**  
**Pour l'exercice clos le 31 Décembre 2021**  
(En dollars américains)

| Région                                  | Pays                                                   | Budget unifié, résultats et Cadre de responsabilisation |                      |                   | Fonds non essentiels |                      |                   | Total             |                      |                   |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
|                                         |                                                        | Dépense                                                 | Charge <sup>a/</sup> | Total             | Dépense              | Charge <sup>a/</sup> | Total             | Dépense           | Charge <sup>a/</sup> | Total             |
| Asie et Pacifique                       | Équipe d'assistance régionale, Asie et Pacifique       | 3 611 703                                               | 71 968               | 3 683 671         | 1 289 150            | 60 108               | 1 349 259         | 5 100 853         | 132 076              | 5 232 930         |
|                                         | Bangladesh                                             | 197 594                                                 | 82                   | 197 676           | 2 556                |                      | 2 556             | 200 150           | 82                   | 200 232           |
|                                         | Cambodge                                               | 622 271                                                 | 7 044                | 629 315           |                      |                      |                   | 622 271           | 7 044                | 629 315           |
|                                         | Chine                                                  | 1 373 880                                               | 29 579               | 1 403 459         | 30 054               | 7 204                | 37 258            | 1 403 934         | 36 783               | 1 440 717         |
|                                         | Fidji                                                  | 212 118                                                 | 16 539               | 228 657           |                      |                      |                   | 212 118           | 16 539               | 228 657           |
|                                         | Inde                                                   | 865 470                                                 | 32 188               | 897 658           | 251 884              | 60 141               | 312 025           | 1 117 354         | 92 329               | 1 209 684         |
|                                         | Indonésie                                              | 831 088                                                 | 19 289               | 850 378           | 916 132              | 208 575              | 1 124 707         | 1 747 220         | 227 864              | 1 975 084         |
|                                         | République démocratique populaire lao                  | 129 041                                                 | 9 631                | 137 672           | 25 548               |                      | 25 548            | 153 589           | 9 631                | 163 220           |
|                                         | Myanmar                                                | 733 373                                                 | 15 063               | 749 035           | 4 275 409            | 28 657               | 4 304 066         | 5 008 782         | 44 319               | 5 053 101         |
|                                         | Népal                                                  | 376 524                                                 | 23 252               | 399 776           |                      |                      |                   | 376 524           | 23 252               | 399 776           |
|                                         | Pakistan                                               | 736 968                                                 | 20 219               | 757 187           | 70 981               | 9 317                | 80 299            | 807 949           | 29 536               | 837 486           |
|                                         | Papouasie-Nouvelle-Guinée                              | 752 888                                                 | 33 571               | 786 459           | 52 573               | 9 625                | 62 198            | 805 460           | 43 196               | 848 656           |
|                                         | Philippines                                            | 400 471                                                 | 30 495               | 430 966           |                      |                      |                   | 400 471           | 30 495               | 430 966           |
|                                         | Thaïlande                                              | 413 152                                                 | 22 832               | 435 985           |                      | 5 050                | 5 050             | 413 152           | 27 882               | 441 034           |
|                                         | Vietnam                                                | 522 180                                                 | 21 738               | 543 919           | 47 702               |                      | 47 702            | 569 883           | 21 738               | 591 621           |
| <b>Total Asie et Pacifique</b>          |                                                        | <b>11 977 722</b>                                       | <b>354 090</b>       | <b>12 331 812</b> | <b>6 961 990</b>     | <b>388 678</b>       | <b>7 350 668</b>  | <b>18 939 712</b> | <b>742 767</b>       | <b>19 682 480</b> |
| Afrique de l'Est et du Sud              | Équipe d'appui régionale, Afrique de l'Est et du Sud   | 2 381 839                                               | 20 172               | 2 402 011         | 1 806 712            | 321 932              | 2 128 644         | 4 188 551         | 342 104              | 4 530 655         |
|                                         | Angola                                                 | 1 228 514                                               | 18 013               | 1 246 528         |                      |                      |                   | 1 228 514         | 18 013               | 1 246 528         |
|                                         | Botswana                                               | 748 468                                                 | 301                  | 748 769           |                      |                      |                   | 748 468           | 301                  | 748 769           |
|                                         | Erythrée                                               | 345 510                                                 | 4 039                | 349 549           |                      |                      |                   | 345 510           | 4 039                | 349 549           |
|                                         | eSwatini                                               | 841 639                                                 | 3 830                | 845 469           |                      |                      |                   | 841 639           | 3 830                | 845 469           |
|                                         | Éthiopie                                               | 1 208 360                                               | 9 992                | 1 218 352         | 20 963               | 970                  | 21 933            | 1 229 323         | 10 962               | 1 240 285         |
|                                         | Kenya                                                  | 1 458 631                                               | 31 472               | 1 490 103         | 239 849              | 7 290                | 247 139           | 1 698 480         | 38 762               | 1 737 242         |
|                                         | Lesotho                                                | 591 859                                                 | 831                  | 592 690           | 124 201              | 6 785                | 130 986           | 716 060           | 7 617                | 723 676           |
|                                         | Madagascar (couvrant les Seychelles, Comores, Maurice) | 599 266                                                 | 6 190                | 605 455           | 82 118               | 9 869                | 91 987            | 681 384           | 16 059               | 697 443           |
|                                         | Malawi                                                 | 920 342                                                 | 8 405                | 928 747           | 1 191 543            | 191 025              | 1 382 569         | 2 111 885         | 199 431              | 2 311 316         |
|                                         | Mozambique                                             | 960 898                                                 | 11 863               | 972 760           | 496 512              | 141 259              | 637 771           | 1 457 409         | 153 122              | 1 610 531         |
|                                         | Namibie                                                | 800 958                                                 | 17 384               | 818 341           | 433 673              | 97 921               | 531 594           | 1 234 631         | 115 305              | 1 349 935         |
|                                         | Rwanda                                                 | 664 408                                                 | 18 755               | 683 162           | 46 954               | 16 069               | 63 023            | 711 362           | 34 824               | 746 186           |
|                                         | Afrique du Sud                                         | 2 147 297                                               | 16 354               | 2 163 651         | 3 177 100            | 310 027              | 3 487 127         | 5 324 397         | 326 380              | 5 650 777         |
|                                         | Soudan du Sud                                          | 1 071 067                                               | 15 816               | 1 086 882         |                      |                      |                   | 1 071 067         | 15 816               | 1 086 882         |
|                                         | Tanzanie, République-Unie de                           | 1 717 500                                               | 10 705               | 1 728 206         | 144 561              | 12 098               | 156 659           | 1 862 061         | 22 803               | 1 884 864         |
|                                         | Uganda                                                 | 1 128 178                                               | 28 790               | 1 156 968         | 1 403 720            | 138 578              | 1 542 297         | 2 531 897         | 167 368              | 2 699 265         |
|                                         | Zambie                                                 | 1 339 454                                               | 1 117                | 1 340 571         | 645 467              | 83 074               | 728 541           | 1 984 921         | 84 190               | 2 069 112         |
|                                         | Zimbabwe                                               | 1 540 677                                               | 15 229               | 1 555 906         | 233 655              | 63 522               | 297 177           | 1 774 332         | 78 750               | 1 853 083         |
| <b>Total Afrique de l'Est et du Sud</b> |                                                        | <b>21 694 864</b>                                       | <b>239 256</b>       | <b>21 934 119</b> | <b>10 047 029</b>    | <b>1 400 418</b>     | <b>11 447 447</b> | <b>31 741 892</b> | <b>1 639 674</b>     | <b>33 381 566</b> |
| Europe                                  | Équipe d'assistance régionale, Europe                  | 2 100 022                                               | 22 213               | 2 122 235         | 3 226 521            | 806 644              | 4 033 164         | 5 326 542         | 828 857              | 6 155 399         |
|                                         | Arménie                                                |                                                         |                      |                   | 53 630               |                      |                   | 53 630            |                      | 53 630            |
|                                         | Biélorussie                                            | 41 027                                                  | 4 689                | 45 716            | 216 304              |                      | 216 304           | 257 331           | 4 689                | 262 020           |
|                                         | Kazakhstan                                             | 494 540                                                 | 3 231                | 497 771           | 57 771               | 1 022                | 58 793            | 552 311           | 4 254                | 556 564           |
|                                         | Kirghizistan                                           | 106 337                                                 | 818                  | 107 155           | 31 448               |                      | 31 448            | 137 785           | 818                  | 138 603           |
|                                         | Moldova, République de                                 | 101 374                                                 |                      | 101 374           | 188 838              | 606                  | 189 443           | 290 212           | 606                  | 290 817           |
|                                         | Tadjikistan                                            | 98 688                                                  |                      | 98 688            | 18 199               |                      | 18 199            | 116 887           |                      | 116 887           |
|                                         | Ukraine                                                | 1 113 299                                               | 14 466               | 1 127 765         | 89 878               | 2 019                | 91 898            | 1 203 177         | 16 485               | 1 219 662         |
|                                         | Ouzbékistan                                            |                                                         |                      |                   | 91 665               |                      |                   | 91 665            |                      | 91 665            |
| <b>Total Europe</b>                     |                                                        | <b>4 055 286</b>                                        | <b>45 417</b>        | <b>4 100 704</b>  | <b>3 974 254</b>     | <b>810 291</b>       | <b>4 784 545</b>  | <b>8 029 540</b>  | <b>855 709</b>       | <b>8 885 249</b>  |

<sup>a/</sup> La charge équivaut à un engagement ferme pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été livrés.

Table 8 continued

| Region                                    | Countries                                           | Unified Budget, Results and Accountability Framework |                           |                   | Non -core Funds   |                           |                   | Total             |                           |                   |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
|                                           |                                                     | Expense                                              | Encumbrance <sup>a/</sup> | Total             | Expense           | Encumbrance <sup>a/</sup> | Total             | Expense           | Encumbrance <sup>a/</sup> | Total             |
| Latin America and Caribbean               | Regional Support Team, Latin America and Caribbean  | 2 317 603                                            | 63 205                    | 2 380 808         | 182 158           | 74 073                    | 256 231           | 2 499 761         | 137 278                   | 2 637 039         |
|                                           | Argentine                                           | 679 797                                              | 14 475                    | 694 272           | 6 790             |                           | 6 790             | 686 587           | 14 475                    | 701 062           |
|                                           | Brazil                                              | 661 936                                              | 19 169                    | 681 105           | 140 549           | 25 017                    | 165 567           | 802 485           | 44 186                    | 846 671           |
|                                           | Dominican Republic                                  | 363 020                                              | 15 685                    | 378 706           | 399 639           | 21 880                    | 421 520           | 762 660           | 37 566                    | 800 226           |
|                                           | El Salvador                                         | 160 874                                              | 642                       | 161 516           | 16 860            |                           | 16 860            | 177 734           | 642                       | 178 376           |
|                                           | Guatemala                                           | 578 568                                              | 7 636                     | 586 203           | 30 000            |                           | 30 000            | 608 568           | 7 636                     | 616 203           |
|                                           | Guyana                                              | 682 243                                              | 11 915                    | 694 158           |                   |                           |                   | 682 243           | 11 915                    | 694 158           |
|                                           | Haiti                                               | 746 116                                              | 41 387                    | 787 503           | 113 536           | 11 250                    | 124 786           | 859 652           | 52 637                    | 912 289           |
|                                           | Jamaica                                             | 657 245                                              | 10 621                    | 667 867           | 85 709            | 13 048                    | 98 757            | 742 954           | 23 669                    | 766 623           |
|                                           | Peru                                                | 564 660                                              | 13 175                    | 577 835           | 51 512            | 13 249                    | 64 761            | 616 171           | 26 424                    | 642 596           |
|                                           | Venezuela                                           | 286 116                                              | 2 806                     | 288 922           | 151 933           | 13 027                    | 164 960           | 438 049           | 15 832                    | 453 882           |
| <b>Total Latin America and Caribbean</b>  |                                                     | <b>7 698 178</b>                                     | <b>200 715</b>            | <b>7 898 893</b>  | <b>1 178 687</b>  | <b>171 545</b>            | <b>1 350 232</b>  | <b>8 876 865</b>  | <b>372 260</b>            | <b>9 249 125</b>  |
| Middle East & North Africa                | Regional Support Team, Middle East and North Africa | 1 415 395                                            | 19 254                    | 1 434 648         |                   |                           |                   | 1 415 395         | 19 254                    | 1 434 648         |
|                                           | Algeria                                             | 221 876                                              | 26 380                    | 248 256           | 44 926            | 8 978                     | 53 904            | 266 802           | 35 358                    | 302 160           |
|                                           | Djibouti                                            | 206 265                                              | 20 568                    | 226 833           |                   |                           |                   | 206 265           | 20 568                    | 226 833           |
|                                           | Egypt                                               | 166 338                                              | 3 745                     | 170 083           | 278 128           | 23 237                    | 301 365           | 444 466           | 26 982                    | 471 448           |
|                                           | Iran                                                | 320 406                                              | 7 058                     | 327 463           | 488 832           |                           | 488 832           | 809 238           | 7 058                     | 816 296           |
|                                           | Morocco                                             | 628 555                                              | 7 237                     | 635 792           | 22 540            |                           | 22 540            | 651 095           | 7 237                     | 658 331           |
|                                           | Sudan                                               | 275 161                                              | 4 195                     | 279 356           |                   |                           |                   | 275 161           | 4 195                     | 279 356           |
|                                           | Tunisia                                             | 80 120                                               | 8 377                     | 88 497            |                   |                           |                   | 80 120            | 8 377                     | 88 497            |
| <b>Total Middle East and North Africa</b> |                                                     | <b>3 314 115</b>                                     | <b>96 814</b>             | <b>3 410 929</b>  | <b>834 426</b>    | <b>32 215</b>             | <b>866 641</b>    | <b>4 148 541</b>  | <b>129 029</b>            | <b>4 277 570</b>  |
| West and Central Africa                   | Regional Support Team, West and Central Africa      | 3 024 600                                            | 43 844                    | 3 068 444         | 421 000           |                           | 421 000           | 3 445 600         | 43 844                    | 3 489 444         |
|                                           | Benin                                               | 549 680                                              | 11 691                    | 561 372           | 111               |                           | 111               | 549 792           | 11 691                    | 561 483           |
|                                           | Burkina Faso                                        | 674 898                                              | 5 878                     | 680 775           |                   |                           |                   | 674 898           | 5 878                     | 680 775           |
|                                           | Burundi                                             | 498 661                                              | 5 873                     | 504 534           |                   |                           |                   | 498 661           | 5 873                     | 504 534           |
|                                           | Cameroon                                            | 814 087                                              | 7 467                     | 821 554           | 340 930           | 37 676                    | 378 606           | 1 155 017         | 45 143                    | 1 200 160         |
|                                           | Central African Republic                            | 1 063 218                                            | 27 779                    | 1 090 997         | 113 118           | 41 303                    | 154 421           | 1 176 336         | 69 083                    | 1 245 419         |
|                                           | Chad                                                | 779 519                                              | 3 128                     | 782 646           |                   |                           |                   | 779 519           | 3 128                     | 782 646           |
|                                           | Congo                                               | 547 312                                              | 32 677                    | 579 989           |                   |                           |                   | 547 312           | 32 677                    | 579 989           |
|                                           | Côte d'Ivoire                                       | 1 312 905                                            | 18 197                    | 1 331 102         | 154 081           | 14 038                    | 168 118           | 1 466 985         | 32 235                    | 1 499 220         |
|                                           | Democratic Republic of Congo                        | 2 222 905                                            | 45 846                    | 2 268 752         | 292 353           | 9 989                     | 302 342           | 2 515 258         | 55 835                    | 2 571 093         |
|                                           | Equatorial Guinea                                   | 404 899                                              | 7 474                     | 412 373           |                   |                           |                   | 404 899           | 7 474                     | 412 373           |
|                                           | Gabon                                               | 568 570                                              | 8 490                     | 577 060           | 88 417            | 35 082                    | 123 499           | 656 987           | 43 572                    | 700 558           |
|                                           | Gambia                                              | 109 676                                              |                           | 109 676           |                   |                           |                   | 109 676           |                           | 109 676           |
|                                           | Ghana                                               | 998 774                                              | 11 897                    | 1 010 670         | 138 942           | 15 656                    | 154 597           | 1 137 715         | 27 552                    | 1 165 268         |
|                                           | Guinea                                              | 591 498                                              | 5 738                     | 597 235           |                   |                           |                   | 591 498           | 5 738                     | 597 235           |
|                                           | Liberia                                             | 453 574                                              | 14 594                    | 468 168           |                   |                           |                   | 453 574           | 14 594                    | 468 168           |
|                                           | Mali                                                | 1 025 407                                            | 21 741                    | 1 047 148         | 27 667            | 27 833                    | 55 500            | 1 053 074         | 49 574                    | 1 102 648         |
|                                           | Mauritania                                          | 222 894                                              | 18 468                    | 241 362           |                   |                           |                   | 222 894           | 18 468                    | 241 362           |
|                                           | Niger                                               | 515 302                                              | 13 533                    | 528 835           | 2 460             |                           | 2 460             | 517 762           | 13 533                    | 531 296           |
|                                           | Nigeria                                             | 2 754 338                                            | 57 282                    | 2 811 619         | 1 048 188         | 66 992                    | 1 115 181         | 3 802 526         | 124 274                   | 3 926 800         |
|                                           | Senegal                                             | 206 234                                              | 6 235                     | 212 469           |                   |                           |                   | 206 234           | 6 235                     | 212 469           |
|                                           | Sierra Leone                                        | 528 715                                              | 12 190                    | 540 905           | 25 297            | 14 070                    | 39 367            | 554 012           | 26 260                    | 580 272           |
|                                           | Togo                                                | 576 389                                              | 6 452                     | 582 841           |                   |                           |                   | 576 389           | 6 452                     | 582 841           |
| <b>Total West &amp; Central Africa</b>    |                                                     | <b>20 444 055</b>                                    | <b>386 474</b>            | <b>20 830 529</b> | <b>2 652 564</b>  | <b>262 639</b>            | <b>2 915 202</b>  | <b>23 096 619</b> | <b>649 113</b>            | <b>23 745 732</b> |
| <b>Grand Total</b>                        |                                                     | <b>69 184 220</b>                                    | <b>1 322 767</b>          | <b>70 506 987</b> | <b>25 648 950</b> | <b>3 065 785</b>          | <b>28 714 735</b> | <b>94 833 170</b> | <b>4 388 552</b>          | <b>99 221 722</b> |

<sup>a/</sup> Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

Tableau 8

**2021 Enveloppes par pays : Détails des fonds transférés aux coparrains au niveau des pays**  
(En dollars américains)

| Région                                       | Pays                         | UNHCR          | UNICEF           | PAM              | PNUD             | FNUAP            | ONUSD            | OIT            | UNESCO           | OMS              | Banque mondiale | ONU Femmes       | Total             |
|----------------------------------------------|------------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|-------------------|
| Amérique Latine et Caraïbes                  | Argentine                    |                |                  |                  | 51 000           | 41 500           |                  |                |                  | 87 500           |                 |                  | 180 000           |
|                                              | Bolivie                      |                |                  |                  |                  | 39 900           | 21 700           |                |                  | 10 900           |                 |                  | 72 500            |
|                                              | Brésil                       |                | 80 800           |                  |                  | 90 700           |                  |                | 100 100          | 128 400          |                 |                  | 400 000           |
|                                              | Chili                        | 15 000         |                  | 27 300           | 45 000           |                  |                  |                |                  | 41 700           |                 |                  | 130 000           |
|                                              | Colombie                     | 28 000         |                  | 32 000           | 35 000           | 50 000           |                  |                |                  | 35 000           |                 |                  | 180 000           |
|                                              | Cuba                         |                | 40 000           |                  |                  | 40 000           |                  |                |                  | 70 000           |                 |                  | 150 000           |
|                                              | République dominicaine       |                | 28 300           | 28 400           | 28 300           | 28 300           | 28 300           |                |                  | 28 400           |                 |                  | 170 000           |
|                                              | Équateur                     |                | 45 000           | 15 000           |                  | 45 000           |                  |                |                  | 45 000           |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Salvador                     |                | 10 400           | 10 400           | 20 800           | 10 200           |                  |                |                  |                  |                 | 20 700           | 72 500            |
|                                              | Guatemala                    |                | 30 000           | 30 000           |                  | 40 000           |                  |                |                  | 70 000           |                 |                  | 170 000           |
|                                              | Guyana                       |                | 25 000           |                  | 20 000           | 25 000           |                  |                |                  | 30 000           |                 |                  | 100 000           |
|                                              | Haiti                        |                | 49 200           |                  | 35 100           | 40 000           |                  | 40 000         | 40 700           | 60 000           |                 | 35 000           | 300 000           |
|                                              | Honduras                     |                | 20 000           |                  |                  | 16 600           |                  |                |                  | 93 400           |                 |                  | 125 000           |
|                                              | Jamaïque                     |                | 56 100           |                  | 48 100           | 195 800          |                  |                |                  |                  |                 |                  | 300 000           |
|                                              | Pérou                        | 40 000         | 35 000           |                  |                  | 40 000           |                  |                |                  | 35 000           |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Venezuela                    |                | 89 100           |                  |                  | 87 500           |                  |                |                  | 73 400           |                 |                  | 250 000           |
| <b>Total Amérique latine et Caraïbes</b>     |                              | <b>84 000</b>  | <b>508 900</b>   | <b>143 100</b>   | <b>283 300</b>   | <b>785 500</b>   | <b>50 000</b>    | <b>40 000</b>  | <b>140 800</b>   | <b>808 700</b>   | <b>0</b>        | <b>55 700</b>    | <b>2 900 000</b>  |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord              | Algérie                      |                |                  |                  | 42 000           |                  | 60 000           |                |                  |                  |                 |                  | 102 000           |
|                                              | Djibouti                     | 15 000         | 20 000           | 15 500           | 50 000           |                  |                  |                |                  | 49 500           |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Égypte                       |                | 35 000           |                  | 15 000           |                  | 60 000           |                |                  | 40 000           |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Iran                         | 30 000         | 21 400           |                  | 118 200          | 70 000           | 15 000           |                |                  | 45 400           |                 |                  | 300 000           |
|                                              | Maroc                        |                |                  | 20 000           |                  | 20 000           | 35 000           |                | 20 000           | 35 000           |                 | 18 000           | 148 000           |
|                                              | Somalie                      |                |                  | 55 000           | 40 000           | 55 000           |                  |                |                  |                  |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Soudan                       |                | 30 000           |                  | 30 000           | 40 000           | 25 000           |                |                  | 75 000           |                 |                  | 200 000           |
|                                              | Tunisie                      |                |                  | 29 900           |                  | 35 200           | 34 900           |                |                  |                  |                 |                  | 100 000           |
| <b>Total Moyen-Orient et Afrique du Nord</b> |                              | <b>45 000</b>  | <b>106 400</b>   | <b>120 400</b>   | <b>295 200</b>   | <b>220 200</b>   | <b>229 900</b>   | <b>0</b>       | <b>20 000</b>    | <b>244 900</b>   | <b>0</b>        | <b>18 000</b>    | <b>1 300 000</b>  |
| Ouest et Afrique centrale                    | Bénin                        |                | 46 900           | 23 500           | 32 400           | 31 900           |                  |                |                  | 75 300           |                 |                  | 210 000           |
|                                              | Burkina Faso                 | 20 000         | 50 000           | 30 000           | 26 000           | 20 000           |                  |                |                  | 30 000           |                 |                  | 176 000           |
|                                              | Burundi                      |                | 25 000           | 20 000           |                  | 30 000           |                  |                | 12 000           | 48 000           |                 | 15 000           | 150 000           |
|                                              | Cameroon                     | 30 000         | 70 000           | 30 000           | 30 000           | 30 000           |                  | 30 000         | 30 000           | 70 000           |                 | 30 000           | 350 000           |
|                                              | République centrafricaine    | 35 000         | 62 000           | 40 200           | 20 000           | 44 500           |                  |                |                  | 40 000           |                 | 22 300           | 264 000           |
|                                              | Tchad                        | 57 900         | 59 900           | 24 100           | 26 700           | 51 400           |                  |                | 23 000           | 122 000          |                 |                  | 365 000           |
|                                              | Congo, République du         | 30 000         | 80 000           | 20 000           | 11 000           | 35 000           |                  |                | 25 000           | 25 000           |                 |                  | 226 000           |
|                                              | Côte d'Ivoire                |                | 100 900          |                  | 25 100           | 75 700           | 16 100           | 26 800         | 53 500           | 65 400           |                 | 61 500           | 425 000           |
|                                              | République démocratique du C | 35 000         | 60 000           | 30 000           | 40 000           | 35 000           |                  |                | 35 000           | 40 000           |                 | 25 000           | 300 000           |
|                                              | Guinée équatoriale           |                | 75 000           |                  |                  | 75 000           |                  |                |                  |                  |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Gabon                        |                | 86 000           |                  |                  | 30 000           |                  |                | 28 000           | 56 000           |                 |                  | 200 000           |
|                                              | Ghana                        |                | 73 400           |                  | 32 400           | 60 000           |                  |                | 36 100           | 98 100           |                 |                  | 300 000           |
|                                              | Guinée (Conakry)             | 10 000         | 50 000           | 30 000           | 60 000           | 40 000           |                  |                |                  | 30 000           |                 |                  | 220 000           |
|                                              | Guinée-Bissau, République de |                | 67 000           | 30 000           |                  | 35 000           |                  |                |                  | 24 000           |                 |                  | 156 000           |
|                                              | Libéria                      |                | 21 900           |                  |                  | 38 900           |                  | 16 100         | 40 300           |                  |                 | 32 800           | 150 000           |
|                                              | Mali                         | 60 000         | 100 000          |                  | 53 000           | 30 000           |                  |                | 27 000           | 30 000           |                 |                  | 300 000           |
|                                              | Niger                        |                | 50 200           | 49 800           |                  |                  |                  |                |                  | 50 000           |                 |                  | 150 000           |
|                                              | Nigéria                      |                | 275 000          |                  | 100 000          | 100 300          | 100 000          | 100 000        | 50 000           | 324 700          |                 | 50 000           | 1 100 000         |
|                                              | Sénégal                      |                | 34 900           | 15 000           |                  |                  | 30 000           |                | 45 000           | 30 100           |                 | 45 000           | 200 000           |
|                                              | Sierra Leone                 |                | 100 000          | 50 000           | 100 000          | 70 000           |                  |                | 38 000           |                  |                 |                  | 358 000           |
|                                              | Togo                         |                | 53 500           | 38 200           |                  | 58 300           |                  |                |                  | 50 000           |                 |                  | 200 000           |
| <b>Total Afrique de l'Ouest et du Centre</b> |                              | <b>277 900</b> | <b>1 541 600</b> | <b>430 800</b>   | <b>556 600</b>   | <b>891 000</b>   | <b>146 100</b>   | <b>172 900</b> | <b>442 900</b>   | <b>1 208 600</b> | <b>0</b>        | <b>281 600</b>   | <b>5 950 000</b>  |
| <b>Total général</b>                         |                              | <b>893 700</b> | <b>4 584 200</b> | <b>1 452 000</b> | <b>2 840 700</b> | <b>4 154 900</b> | <b>2 030 100</b> | <b>949 900</b> | <b>1 584 400</b> | <b>4 977 100</b> | <b>215 200</b>  | <b>1 317 800</b> | <b>25 000 000</b> |